













U 571

975

**LA CRISE**

**DU**

**SOCIALISME MONDIAL**

# LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

---

## OUVRAGES DE M. PAUL LOUIS

---

- Le Syndicalisme contre l'État.** 1 vol. in-16.
- L'Ouvrier devant l'État.** *La législation ouvrière dans les deux mondes.* 1 vol. in-8°.
- Histoire du mouvement syndical en France (1789-1910).** 3<sup>e</sup> édit., 1 vol. in-16.
- Les lois ouvrières dans les deux mondes.** 1 vol. in-32.
- Le travail dans le monde romain.** 1 vol. in-8° de *l'Histoire universelle du travail*, publiée sous la direction de M. GEORGES RENARD, Professeur au Collège de France. 1 vol. in-8° avec 48 gravures dans le texte.
- Le Syndicalisme européen.** 1 vol. in-16.
- L'Europe nouvelle.** 1 brochure in-8°.
- La Guerre d'Orient et la crise européenne.** 1 brochure in-8°.
- Les crises intérieures allemandes pendant la guerre.** 1 brochure in-8°.
- Trois péripéties dans la crise mondiale.** 1 brochure in-8°.
- Aspects politiques de la guerre mondiale.** 1 vol. in-16.
- Le Bouleversement mondial.** 1 vol. in-16
-



L8885cr

# LA CRISE

DU

# SOCIALISME MONDIAL

DE LA II<sup>e</sup> A LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE

PAR

**PAUL LOUIS**



184969.  
29.10.23

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1921

Tous droits de traduction et de reproduction réservés.



## TABLE DES MATIÈRES

---

PRÉFACE . . . . .	VII
I. — LE SOCIALISME D'AVANT-GUERRE . . . . .	1
II. — LE SOCIALISME PENDANT LA GUERRE . . . . .	36
III. — L'ÉCROULEMENT POLITIQUE DE L'EUROPE . . . . .	69
IV. — LA DISLOCATION DE LA II <sup>e</sup> INTERNATIONALE . . . . .	102
V. — LES SCISSIONS — ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA III <sup>e</sup> INTERNATIONALE . . . . .	130
VI. — LES PRINCIPES COMMUNISTES ET LE MARXISME . . . . .	163

---



## PRÉFACE

Ce petit livre a été écrit de janvier à juin 1921. Je tiens à préciser ces dates, parce que l'histoire de la classe ouvrière, comme l'histoire générale du monde, va se précipitant, et que les incidents et les épisodes s'y multiplient. On ne sera point étonné de ne pas trouver dans ces pages la relation de faits, qui sont survenus entre le moment où la dernière phrase a été mise sur papier et celui où le volume a paru. — Exceptionnellement j'ai ajouté sur épreuve quelques notes qui m'ont paru indispensables.

P. L.

---



LA

# CRISE DU SOCIALISME MONDIAL

---

I

## LE SOCIALISME D'AVANT-GUERRE

Le socialisme mondial traverse une nouvelle crise, et plus ample que beaucoup de celles qui l'ont précédée. D'aucuns y voient un indice d'affaiblissement. Il serait plus juste d'y découvrir une manifestation de force, un stade de croissance, l'expulsion des principes nocifs qui s'attaquent normalement à tout organisme. A chaque moment de l'histoire, la classe ouvrière est obligée de reviser, — sinon les éléments essentiels de sa doctrine et les bases de son idéologie, du moins ses procédés tactiques et les données générales de son action. Le prolétariat révolutionnaire opérait, en 1900, dans un milieu économique et politique très différent du milieu de 1848, ou même de 1875, car la structure sociale avait évolué dans chaque pays, et l'internationalisation, toujours élargie, du marché des échanges, avait créé entre les

masses salariées une solidarité plus précise. Au lendemain de la guerre, et pour beaucoup de raisons, la condition de ce prolétariat révolutionnaire s'est encore une fois transformée, — je veux dire que ses possibilités de libération se sont universellement accrues et que certaines des barrières qui se dressaient devant lui, avant 1914, ont disparu. A la fin de 1918, l'Europe était en pleine période de subversion.

Cette crise du socialisme était inévitable. Si elle ne s'était pas produite, tout l'effort d'émancipation accompli au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et au début du XX<sup>e</sup>, par la classe ouvrière, eût été stérilisé ; cette classe ouvrière eût été annexée à la démocratie bourgeoise, détournée de ses objectifs propres et vaincue, à l'heure même où elle pouvait justement escompter la victoire.

Ce n'était point, au surplus, la première fois que pareil péril la menaçait. Les classes dirigeantes et possédantes, contre lesquelles sa poussée s'exerce, ont toujours oscillé, pour la réduire, entre deux tactiques : celle de la répression, celle de la séduction ou de la corruption.

La première consiste dans l'usage de la force, soit contre les écrivains, soit contre les hommes d'action, soit contre les foules soulevées, et il n'est pas de pays dans les deux hémisphères où elle n'ait été pratiquée : les massacres des journées de juin 1848 et de la semaine sanglante de 1871 chez nous, — tout comme les innombrables poursuites contre les indi-



vidus, — les instructions ouvertes, outre-Manche, contre les Trade-Unions pendant la plus grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle, la législation bismarckienne contre la Social-démocratie, les rigueurs atroces déployées par le tsarisme contre les militants des idées marxistes ou les groupements de combat, — plus récemment les terreurs blanches de Finlande, de Hongrie ou d'ailleurs, en sont des illustrations marquantes.

La seconde vise à affaiblir le socialisme, en adaptant certains de ses éléments à la défense même des institutions qu'il prétend détruire. Ainsi on provoque à la fois la division, la suspicion, le scepticisme, le découragement. La participation des chefs prolétariens au pouvoir — que ces chefs soient sortis du prolétariat lui-même ou des catégories dirigeantes — est devenu, à la faveur de la guerre de 1914, un fait quasi universel. Ce n'étaient plus des personnalités isolées qui allaient — partout — d'un côté à l'autre de la barricade, mais des groupements compacts et parfois des partis tout entiers. Par la force des choses, ces groupements ou ces partis non seulement cessaient de combattre pour la transformation sociale, pour la substitution à la propriété capitaliste d'une autre forme de propriété, mais encore ils devenaient contre-révolutionnaires. L'histoire récente nous offre des démonstrations nombreuses de ce cas. Et ces changements de front ont prolongé l'état de choses ancien, à l'instant où il paraissait

le plus chancelant et où les périls mortels s'accumulaient pour lui.

Au début du xx<sup>e</sup> siècle, certains partis socialistes nationaux et l'Internationale elle-même, en son Congrès d'Amsterdam, avaient essayé de réagir contre des déviations qui se marquaient déjà en traits saisissants. En réalité, la réaction n'avait été que temporaire ; les tendances momentanément maîtrisées n'avaient point renoncé à prévaloir. L'immense bouleversement, que le conflit mondial avait engendré, le trouble qu'il devait nécessairement susciter dans les esprits, les confusions d'idées qui se manifestaient de tous côtés, facilitaient la reprise de conceptions ou même d'opérations, qui avaient paru condamnées. Le socialisme de doctrine et d'action, celui qui ne s'accommode pas de réformes partielles et de compromis passagers, aurait été submergé, s'il n'avait en lui une puissance irrésistible de résurrection.

La crise présente n'est que le retour offensif et victorieux de ce socialisme de doctrine et d'action. A travers les épisodes divers et multiples où elle s'affirme, apparaissent de grandes lignes invariables. L'interprétation marxiste de l'histoire, l'idée dominante du Manifeste des Communistes : — la thèse du prolétariat cantonné dans son isolement de classe, réfractaire à toute transaction, faisant front au pouvoir et résolu à rejeter toutes ses avances ; la notion nette et farouche d'un antagonisme permanent des

catégories sociales ; la conviction que les rapports économiques ne seront modifiés que par des événements d'allure catastrophique, — que le prolétariat, pour se libérer, devra exercer une véritable dictature et créer, dans tous les domaines, ses institutions originales : telles sont les pensées qui gouvernent actuellement les masses ouvrières. Ce sont les pensées mêmes qui les gouvernaient dans le passé. Il n'est pas vrai qu'un socialisme nouveau ait surgi au lendemain de la révolution russe : c'est le socialisme d'autrefois, — celui qu'on qualifiait de scientifique, celui qui a animé la propagande de tous les partis socialistes à leur origine, — qui a fait sa réapparition, en brisant la gangue lentement accumulée autour de lui ; mais la révolution russe lui a donné une vigueur accrue, en précisant ses formules, en augmentant ses moyens de rayonnement, en mettant à son service ses expériences innombrables, en provoquant un ébranlement illimité.

Au cours de cette étude, j'aurai à rectifier certaines affirmations erronées, et à rechercher, sous les apparences fugitives, les réalités profondes. Mais je me propose de faire œuvre historique beaucoup plus que dialectique, et c'est parce que je me suis attaché à une œuvre historique, que je crois devoir présenter tout d'abord un tableau du socialisme international à la veille de cette guerre de 1914, qui, en tous ordres d'idées, marquera une fracture profonde entre deux âges.

Ceux qui considèrent la lutte du prolétariat contre la classe possédante et dirigeante comme le phénomène essentiel de notre époque, je dirais même comme l'unique événement, comprendront la légitimité de ce retour en arrière. C'est une des plus grandes révolutions de tous les temps — on ne peut jamais écrire la plus grande — qui se déroule sous nos yeux, car elle a commencé et chemine de mois en mois et de jour en jour. La crise du socialisme n'en est qu'un des incidents.



Les thèses générales du socialisme d'avant-guerre se retrouvent dans les manifestes et les délibérations des partis nationaux, comme dans les résolutions adoptées par les congrès de la II<sup>e</sup> Internationale. Il serait en quelque sorte impossible de comprendre les divisions, les luttes violentes qui se sont produites, en ces dernières années, dans les organisations politiques du prolétariat, divisions et luttes qui se constatent tout aussi bien dans les organisations syndicales, si l'on n'évoquait ce passé relativement récent.

Ces thèses générales ont été en relation avec le processus économique qui se déroulait au début du xx<sup>e</sup> siècle, et qui vérifiait exactement les prévisions marxistes. Tous les efforts tentés par les

réformistes d'Allemagne ou d'ailleurs, pour montrer l'illégitimité de ces prévisions, étaient demeurés infructueux. Le conflit des classes prenait plus d'intensité au fur et à mesure que le capitalisme se concentrait: les trusts et les cartels attestaient le resserrement continu de celui-ci et renforçaient la domination des oligarchies industrielles et financières. Des accumulations énormes d'outillage et de matières premières se constituaient aux mains de quelques hommes, en chaque pays, tandis qu'ils mettaient à leur service des armées grandissantes d'ouvriers. La disparition de la petite industrie et du petit commerce, l'accroissement des hypothèques qui pesaient sur la petite propriété, le rançonnement du paysan par les accapareurs d'engrais, l'exploitation des modestes producteurs par les sociétés anonymes, la prolétarisation croissante, la multiplication des crises, l'aggravation de la concurrence et le renchérissement déjà accentué avant 1914, le développement des impérialismes, la confiscation des dernières terres libres, les chômages toujours amplifiés et la diminution du pouvoir d'achat inhérent au salaire usuel, tous ces phénomènes désordonnés marquaient l'évolution d'un système qui s'acheminait vers son terme. C'est parce que le prolétariat sentait de plus en plus le poids des institutions et la lourdeur de sa servitude, qu'il grossissait ses associations de lutte. Les trois années, qui ont précédé la guerre, avaient été signalées partout par l'expansion du

mouvement socialiste comme des effectifs syndicaux. Les classes dirigeantes, qu'effrayaient déjà les krachs métallurgiques et autres, issus d'une production anarchique, surveillaient avec inquiétude cette poussée incessante des groupements ouvriers.

Mais il ne semblait pas encore que la révolution fût aux portes, et aucun effondrement ne s'était encore produit. Quelques menaces qui fussent suspendues sur lui, le régime capitaliste pouvait espérer une prolongation. Dans beaucoup de contrées, spécialement dans l'Europe centrale et septentrionale, chez les nations de souche germanique comme chez les scandinaves, la conception catastrophique était en recul, ou tout au moins l'échéance de la catastrophe semblait indéfiniment retardée. Les pratiques courantes des travailleurs ou de leurs mandataires étaient en contradiction avec les théories officiellement proclamées. La politique ou, si l'on préfère, la tactique, contrastait avec l'idéologie. Même lorsque la doctrine demeurait révolutionnaire, l'action était réformiste et, dans la plupart des Etats, l'influence du syndicalisme n'était pas restée étrangère à cette attitude. Dans une certaine mesure, le rôle que les partis socialistes ont joué de 1914 à 1918, et parfois après 1918, a été déterminé par les méthodes de lutte auxquelles ils s'étaient rangés avant 1914, et qui avaient peu à peu prévalu sur les méthodes antérieures.

Ces partis s'étaient tous constitués à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ils étaient sortis du rapprochement de groupes, de sectes, d'écoles, qui s'étaient fondés bien auparavant, et dont les doctrines accusaient entre elles les différences les plus caractérisées. Tels avaient relevé du socialisme utopique, qui s'était acclimaté non seulement en France, mais encore en Angleterre et en Allemagne; tels autres avaient surgi sous l'influence directe du marxisme. Là même où des partis étaient nés, il arrivait que la dispersion des forces prolétariennes subsistait, car quantité d'unifications se faisaient attendre en 1914, en dépit des efforts que la II<sup>e</sup> Internationale avait prodigués pour universaliser l'œuvre accomplie en France après le Congrès d'Amsterdam: ni l'Angleterre, ni la Russie, ni la Bulgarie, pour ne parler que d'elles, n'avaient cédé aux conseils qu'elles avaient reçus. Mais il est probablement superflu de faire une digression à ce sujet.

Le Parti ouvrier français de Guesde et de Lafargue était apparu en 1880, armé d'un programme auquel avaient collaboré Marx et Engels; il était celui qui faisait la plus large place à la conception de classe et aux conclusions du socialisme scientifique: il visait à arracher les travailleurs au mutuellisme et au réformisme timide, qui avaient triomphé au lendemain de la répression de la Commune. Selon ses propres termes, il considérait « que l'appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive ou prolétarienne orga-

nisée en parti politique distinct, et qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel ». A ce préambule succédait un exposé des réformes immédiates qui devaient être revendiquées, et parmi elles, on relevait l'abolition des lois restrictives des libertés, la suppression du budget des cultes, celle de la Dette publique, celle des armées permanentes et l'armement général du prolétariat, l'institution d'une ample législation ouvrière.

Sur les tendances du parti ouvrier, qui s'était largement déployé en certaines régions, les débats des congrès nous fournissent des indications précises. C'est ainsi qu'à ses assises de Marseille et de Nantes (1892-94), il traita de la question agraire et aussi des conditions de la révolution. Voici deux phrases significatives : « Considérant que si l'état de choses caractérisé par la propriété paysanne est fatalement appelé à disparaître, le socialisme n'a pas à précipiter cette disparition, son rôle n'étant pas de séparer le capital et le travail... » « Le Parti ouvrier, à l'inverse des anarchistes, n'attend pas, de la misère étendue et intensifiée, la transformation de l'ordre social. »

Le Parti ouvrier français donna naissance à la Fédération des travailleurs socialistes et au parti ouvrier socialiste révolutionnaire, la première possibiliste et inclinant à l'étatisme, le second mettant en



avant, à chaque occasion, l'antagonisme des classes, préconisant la grève générale comme moyen de lutte, et animé d'une méfiance très apparente à l'endroit du parlementarisme. Le parti socialiste révolutionnaire, qui se réclamait de la conjuration des Egaux, et qui s'inspirait de la tradition de Blanqui et de la Commune, avait grandi à côté du parti ouvrier et Vaillant en était le leader. Il établissait une distinction, quant à lui, entre l'action politique qu'il pratiquait, et l'action économique qu'il réservait aux bourses du travail autonomes, et dont la grève générale pouvait être le suprême moyen. Il se proclamait au surplus simultanément réformiste et révolutionnaire, comme il s'affirmait communiste et internationaliste. Enfin, si l'on évoque les groupements indépendants, on aura énuméré tous les éléments qui entrèrent dans le parti unifié, au lendemain du Congrès d'Amsterdam, après que Jaurès eut accepté la condamnation du révisionnisme et cédé à la discipline de l'Internationale.

Ce sont les décisions prises au Congrès d'unité du Globe, en janvier 1905, et les décisions des Congrès ultérieurs, qui ont lié le parti socialiste français, dominé son action jusqu'à la période de guerre. Relisons-les. Voici la déclaration d'unité :

« Les délégués des organisations socialistes françaises affirment leur commun désir de former un parti de lutte de classes, qui reste toujours un parti d'opposition fondamentale et irréductible à l'en-

semble de la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument.

« Le Parti est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat. Par son but, son idéal, les moyens qu'il emploie, le parti, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réformes, mais de lutte de classes et de révolution. »

Le règlement disait :

« Le Parti socialiste est fondé sur les principes suivants :

« 1° Entente et action internationale des travailleurs ; organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en société collectiviste ou communiste.

« 2° Le titre est Parti socialiste (Section française de l'Internationale ouvrière).

« 3° Les adhérents acceptent les principes, le règlement et la tactique du parti, etc... »

Les Congrès tenus depuis l'unification avaient naturellement précisé les différentes solutions adoptées au regard des problèmes fondamentaux.

Le Congrès de Toulouse, en 1908, avait fixé la

tactique générale par une résolution dont voici les passages essentiels :

« Le Parti socialiste, parti de la classe ouvrière et de la révolution sociale, poursuit la conquête du pouvoir politique pour l'émancipation du prolétariat par la destruction du régime capitaliste et la suppression des classes.

« Il rappelle sans cesse au prolétariat, par sa propagande, qu'il ne trouvera le salut et l'entière libération que dans le régime collectiviste ou communiste.

« Précisément parce qu'il est un parti de révolution, précisément parce qu'il n'est pas arrêté dans sa revendication incessante par le droit périmé à ses yeux de la propriété capitaliste et bourgeoise, il est le parti le plus essentiellement, le plus activement réformateur, le seul qui puisse donner à chacune des revendications ouvrières son plein effet, le seul qui puisse faire toujours de chaque réforme, de chaque conquête, le point de départ et le point d'appui de revendications plus étendues et de conquêtes plus hardies. La transformation décisive de la propriété est préparée par le mouvement même des forces productives...

« Parallèlement à ce mouvement doit se développer un immense effort d'éducation et d'organisation du prolétariat.

« C'est dans cet esprit, que le parti socialiste reconnaît l'importance essentielle de la création et du

développement des organismes ouvriers de lutte et d'organisation collective.

« Pour ces combats, pour ces conquêtes, le parti socialiste emploie tous les moyens d'action, en réglant l'usage par la volonté réfléchie d'un prolétariat fortement organisé.

« Le prolétariat progresse et se libère par son effort direct, par son action directe, collective et organisée, sur le patronat et les pouvoirs publics et cette action directe va jusqu'à la grève générale employée à la défense des libertés ouvrières menacées, à de grandes revendications ouvrières, et à tout effort d'ensemble du prolétariat organisé en vue de l'expropriation capitaliste.

« Comme toutes les classes exploitées au long de l'histoire, le prolétariat affirme son droit de suprême recours à la force insurrectionnelle, mais il ne confond pas, avec ces vastes mouvements collectifs qui ne peuvent surgir que de l'émotion générale et profonde du prolétariat, des escarmouches où les travailleurs se jetteraient à l'aventure contre toutes les forces de l'Etat bourgeois. Il s'applique d'un effort délibéré, constant, à la conquête du pouvoir politique ; il oppose à tous les partis de la bourgeoisie la pleine affirmation collectiviste et communiste et l'effort incessant de libération du prolétariat organisé, et il considère comme un devoir essentiel de ses militants de travailler, par l'action électorale, à accroître la puissance parlementaire et législative du socialisme.»

L'attitude du parti à l'endroit des Syndicats avait été délimitée par la motion de la majorité au Congrès de Limoges en 1906 :

« Le Congrès, convaincu que la classe ouvrière ne pourra s'affranchir pleinement que par la force combinée de l'action politique et de l'action syndicale, par le syndicalisme allant jusqu'à la grève générale, et par la conquête de tout le pouvoir politique en vue de l'expropriation générale du capitalisme ;

« Convaincu que cette double action sera d'autant plus efficace que l'organisme politique et l'organisme économique auront leur pleine autonomie ;

« Prenant acte de la résolution du Congrès d'Amiens, qui affirme l'indépendance du syndicalisme à l'égard de tout parti politique, et qui assigne en même temps au syndicalisme un but que le socialisme seul, comme parti politique, reconnaît et poursuit ;

« Considérant que cette concordance fondamentale de l'action politique et de l'action économique du prolétariat amènera nécessairement sans confusion, ni subordination, ni défiance, une libre coopération entre les deux organismes ; — invite tous les militants à dissiper de leur mieux tout malentendu entre la Confédération du travail et le parti socialiste. »

Sur la question de la guerre, le Parti avait statué à Limoges (1906).

Il avait « confirmé les résolutions des Congrès

internationaux antérieurs : 1° pour l'action contre le militarisme et l'impérialisme, qui ne sont autre chose que l'armement organisé de l'Etat pour le maintien de la classe ouvrière sous le joug économique et politique de la classe capitaliste ; 2° pour rappeler à la classe ouvrière de tous les pays qu'un gouvernement ne peut menacer l'indépendance d'une nation étrangère sans attentat contre cette nation, sa classe ouvrière, et aussi contre la classe ouvrière internationale ; que la nation et sa classe ouvrière menacées ont le devoir impérieux de sauver leur indépendance et autonomie contre cet attentat et le droit de compter sur le concours de la classe ouvrière de tous les autres pays ; que la politique antimilitariste et uniquement défensive du parti socialiste lui commande de poursuivre à cet effet le désarmement militaire de la bourgeoisie et l'armement de la classe ouvrière par l'armement général du peuple. »

Une seconde motion disait :

« Le Congrès... considère la solidarité internationale des prolétaires et des socialistes de toutes les nations comme un devoir... et, au moment où, en présence de la révolution russe, du tsarisme aux abois et des impérialismes voisins songeant à le secourir, où, devant les entreprises et pirateries capitalistes et coloniales incessantes, le bureau international et la conférence interparlementaire ont dû, avec l'assentiment des partis socialistes de tous

les pays, prendre les dispositions nécessaires pour réunir leurs délégués et les mettre à même, en cas de conflit international menaçant, de décider les mesures pour le prévenir et l'empêcher ;

« Les invite à rendre possible l'effet de ces décisions, au moyen de l'organisation ouvrière socialiste nationale et internationale d'une action préparée, ordonnée et combinée, qui mette en chaque pays en activité toute l'énergie et tout l'effort de la classe ouvrière et du parti socialiste, pour l'empêchement de la guerre par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et à l'insurrection. »

Il faut ajouter qu'à Paris (1910), après avoir affirmé que la guerre ne prendrait fin qu'avec l'ordre capitaliste, le Congrès avait déclaré que l'Internationale ouvrière constituait, en attendant, la meilleure ligue pour la préservation de la paix, mais, en même temps, il avait décidé que, sans s'illusionner sur l'étendue des résultats éventuels, l'Internationale devait agir pour obliger les gouvernements à prendre eux-mêmes au sérieux les tentatives de règlements amiables des conflits entre nations et à assurer le fonctionnement des Cours d'arbitrage.

A Paris (en 1914), à la veille de la guerre et sur l'initiative de Jaurès lui-même, le Congrès, reprenant certaines formules antérieures, avait dit « qu'entre les moyens employés pour prévenir et

empêcher la guerre et imposer le recours à l'arbitrage, le prolétariat considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière, simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés ».



La question de la législation ouvrière nationale et internationale fut abordée au Congrès de Paris (1910). La motion qui fut sanctionnée, tenait essentiellement en ces deux paragraphes :

« En raison de l'état actuel de la législation internationale et de ses résultats, le Congrès déclare que le parti socialiste reconnaît la nécessité de la législation du travail nationale et internationale.

« Il affirme, d'autre part, que quels que soient les résultats de cette législation, la misère ouvrière et paysanne ne sera complètement affranchie que dans la société socialiste réalisée par l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie. »



Peut-être cette brève documentation suffira-t-elle à préciser l'attitude du socialisme français dans les différents domaines. L'attitude des divers partis dans le monde n'était pas autre, et d'ailleurs les motions



des Congrès internationaux, qui vont être rappelées ici, préciseront les règles directrices qui étaient valables pour tous.

Il convient pourtant de remémorer quelques dates et quelques faits, afin de bien montrer que les organisations politiques de la classe ouvrière avaient surgi à peu près partout à la fois.

En Allemagne, c'est en 1875 que s'était accomplie l'unification des Lassalliens et des Marxistes, et le programme de Gotha, qui portait cette date, avait provoqué les critiques de l'auteur du « Capital ». Un nouveau programme, élaboré par Karl Kautsky, avait été adopté en 1891 au Congrès d'Erfurt. Il signalait la concentration croissante du capitalisme, la substitution des exploitations colossales aux entreprises morcelées, la marche de la prolétarisation ; il montrait que la lutte sociale devait nécessairement revêtir un caractère politique et aboutir à la suppression des classes. Les revendications primaires de la Social-démocratie comportaient : l'établissement du suffrage direct et de la législation directe par le peuple, l'institution des milices remplaçant les armées permanentes, l'imposition progressive du capital et du revenu, la réglementation du travail sous toutes ses formes, etc. . . En réalité, le parti allemand était avant tout parlementaire dans les méthodes d'action qu'il préconisait, bien qu'il ne répudiât pas le recours à la force collective et que Liebknecht eût dit, interprétant une pensée bien

connue de Marx : « C'est la violence qui dit le dernier mot. » Fortement disciplinée et hiérarchisée, assise sur des bases financières solides, pourvue de journaux nombreux et à gros tirage, représentée au Reichstag par 110 élus, la Social-démocratie se glorifiait, à la veille de la guerre, de son million de cotisants et de ses 4 millions et quart d'électeurs.

L'Angleterre avait son Labour Party, gros, lui aussi, de millions d'hommes et muni de fortes caisses, mais plus travailliste que socialiste, tourné presque entièrement, malgré la pénétration du syndicalisme révolutionnaire, vers le réformisme législatif : la réduction de la journée de travail, les nationalisations, la lutte contre le chômage étaient ses préoccupations essentielles. Dans sa masse s'étaient incorporés deux groupements, qui se réclamaient du marxisme avec plus ou moins de légitimité : la *Social Democratic Federation*, qui remontait à 1884, et l'*Independant Labour Party*, qui datait de 1893.

Le parti ouvrier belge s'était constitué en 1885. Immédiatement, avec le concours des forces syndicales incorporées à lui, il se jeta dans la lutte du suffrage universel. Les conquêtes d'ordre pratique l'intéressaient au premier chef ; il se souciait, autant que la Social-démocratie allemande, de discipline consentie et de stricte organisation, et, autant que le Labour Party, s'attachait à développer la législation du travail. Pour battre en brèche le système censitaire, il ne reculait pas devant la grève générale.

Les organisations socialistes de Hollande, de Danemark, de Suède, de Norvège, instaurées respectivement en 1898, en 1878, en 1887, en 1885, et qui recevaient plus ou moins, en vertu d'une loi logique, des inspirations du socialisme allemand, cheminaient du même pas que celui-ci. Elles aussi avaient connu de lourdes difficultés : la résistance du milieu économique, les persécutions policières, les luttes intestines, la limitation des droits électoraux, qui barrait l'accès de la tribune parlementaire, car quelques critiques profondes que le socialisme portât partout et légitimement contre le système de la démocratie politique et contre le mécanisme des parlements, l'un et l'autre représentaient une amélioration à côté du passé. Et c'est dans toute l'Europe que les travailleurs, en cette phase initiale, combattaient pour arracher à l'ancienne noblesse terrienne et à la bourgeoisie industrielle, commerçante et financière, les privilèges politiques qu'elles s'étaient arrogés.

En Autriche, c'était encore le suffrage universel qui était l'objectif immédiat du parti définitivement créé à Hainfeld en 1888, et qui, comme le parti belge, avait eu plusieurs fois recours à la grève générale pour vaincre l'opposition des cabinets réactionnaires. Divisée en fractions nationales : allemande, tchèque, polonaise, ukrainienne, italienne, slovène, puisque l'Autriche était une juxtaposition de nationalités, la Social-démocratie autrichienne avait le

même programme doctrinal et s'en tenait aux mêmes réclamations prochaines que la Social-démocratie d'Allemagne. Une réflexion analogue s'imposerait pour le parti hongrois, qui datait de 1903, mais qui avait été traqué comme les socialistes russes sous le tsarisme, et qui s'abritait derrière les syndicats.

En Suisse, si l'association démocratique petite-bourgeoise et partiellement ouvrière, le *Grutli*, avait fait son apparition en 1838, c'est cinquante années plus tard seulement qu'était né le parti démocrate socialiste helvétique, qui devait, du reste, l'absorber, au moins temporairement, en 1901; le développement de la législation ouvrière était, aux yeux de ce parti, l'étape nécessaire vers la grande transformation sociale.

L'histoire du parti socialiste italien était une des plus riches d'épisodes qui fussent. Formé à Gênes, en 1892, il était presque aussitôt dissous par Crispi. En 1894, il tenait pourtant un Congrès secret à Parme; en 1898, après l'émeute de Milan, s'ouvrait une répression rigoureuse. A peine le parti se reconstituait-il qu'une lutte acharnée commençait entre réformistes et révolutionnaires. Tantôt les uns triomphaient (Imola, 1902), et tantôt les autres (Bologne, 1904), et tantôt, enfin, ceux qu'on appelait les intégralistes et qui s'efforçaient de combiner les deux conceptions (Rome, 1906). Mais l'intégralisme n'était, en fait, qu'une théorie purement confusionniste, si le mot théorie peut même s'appliquer. En

1912, à Reggio, le parti expulsait son aile droite avec Bissolati, qui allait, pendant la guerre, participer au pouvoir.

Le parti socialiste ouvrier d'Espagne datait de 1879 et avait longtemps conservé un caractère clandestin. Celui de Bulgarie était issu, en 1894, de la fusion de deux fractions plus vieilles de trois ans, mais il s'était divisé, en 1903, entre les *larges* ou réformistes et les *étroits* ou doctrinaires. Celui de Serbie, qui remontait à 1903, avait adopté le programme d'Erfurt.

Aux Etats-Unis, le *Socialist Labor Party* avait surgi en 1877, le *Parti social démocrate* de Debs en 1897, puis des scissions et rapprochements successifs s'étaient produits. Ici aussi, les idées directrices de la Social-démocratie allemande avaient prévalu, tandis que le prolétariat des Dominions Britanniques s'était organisé sur le plan du Labour Party d'Angleterre

En 1912, on évaluait à près de trois millions et demi les socialistes militants des divers pays, à 11 millions l'effectif des syndiqués, à 700 environ les élus parlementaires. Ce qui comptait surtout à ce moment, ce qui servait de commune mesure, c'était la représentation acquise dans les assemblées centrales. Celle-ci allait de 13 0/0 pour la Chambre française, à 15 0/0 en Autriche, 21 0/0 en Danemark, 28 0/0 en Allemagne, 35 0/0 en Belgique et 43 0/0 en Finlande.

D'aucuns remarquaient encore, pour établir une base de classification, d'ailleurs quelque peu arbitraire, que certains prolétariats nationaux attachaient une importance primordiale à la force de l'organisation politique (pays allemands et scandinaves), d'autres aux mouvements de masses (pays latins), d'autres à la réalisation d'un accord étroit entre le parti socialiste et les syndicats (pays anglo-saxons). Mais, en fait, les Viennois avaient montré que les éléments germaniques ne répugnaient pas aux mouvements de masses en certains cas, et les Scandinaves avaient poussé à un degré particulier l'union entre le groupement politique et le groupement corporatif.



Les décisions des Congrès internationaux, qui s'étaient succédé de 1889 à 1910 (un Congrès devait se tenir à Vienne en août 1914) avaient fixé les règles communes valables pour tous les partis.

La réunion qui s'était tenue à Paris, en 1889, avait arrêté qu'à date fixe, serait organisée une grande manifestation internationale, de manière que dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs missent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la durée quotidienne du travail.

Le Congrès de Bruxelles (1891), fut saisi d'une

motion de Domela Nieuvenhuis, leader des socialistes hollandais, qui demandait qu'on opposât la grève générale à toute menace de guerre, mais il se contenta de voter une motion Vaillant-Liebkecht, qui invitait les travailleurs à protester, par une agitation incessante, contre toutes les velléités de guerre et les alliances qui les favorisent, et à hâter, par le développement de l'organisation internationale du prolétariat, le triomphe du socialisme.

Le congrès de Zurich (1893) décida que seraient admis tous les syndicats professionnels ouvriers, ainsi que ceux des partis et associations socialistes, qui reconnaissent la nécessité de l'organisation ouvrière et de l'action politique. C'était prononcer l'exclusion des anarchistes. Une proposition de Domela Nieuvenhuis, analogue à celle de Bruxelles, et qui comportait en plus la grève militaire, fut repoussée. Les délégués hollandais ayant demandé de même qu'on ne se servît des élections que dans un but d'agitation, et qu'on défendît aux élus de se mêler aux travaux parlementaires, Liebkecht combattit cette idée. La résolution votée disait que l'action politique s'impose tant au point de vue de l'agitation et de l'affirmation intégrale des principes socialistes qu'au point de vue de la réalisation des réformes d'intérêt immédiat. La forme de la lutte économique et politique devait être déterminée d'après les circonstances, pour les diverses nationalités. Mais il importe de mettre en première ligne le

but révolutionnaire du mouvement socialiste et, en aucun cas, l'action politique ne pourrait servir à des compromis ou à des alliances qui porteraient atteinte aux principes ou à l'indépendance des partis socialistes.

Le Congrès de Londres (1896) prononça à nouveau entre les partisans et les adversaires du parlementarisme et édicta l'exclusion des anarchistes.

Il déclara entendre par action politique la lutte organisée sous toutes ses formes pour la conquête du pouvoir politique, et son usage législatif et administratif, dans l'Etat et la Commune, par la classe ouvrière, pour son émancipation. Il déclara ensuite que la conquête du pouvoir politique était, pour les travailleurs, le moyen par excellence, par lequel ils peuvent arriver à leur émancipation.

Envisageant succinctement la question agraire, il estimait qu'on ne pouvait adopter une formule générale, mais qu'il fallait s'attacher à l'organisation du prolétariat rural contre ceux qui l'exploitent, en laissant à chaque nationalité le soin de déterminer les moyens d'action les mieux adaptés à la situation de chaque pays.

Le Congrès de Paris (1900) se tint en pleine crise du socialisme français, crise qui se rattachait aux divisions provoquées par l'entrée de M. Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau. Le problème de la collaboration et des alliances fut naturellement évoqué devant les délégués de l'Internationale :



d'autant que la question posée en France pouvait tout aussi bien surgir en d'autres pays.

Ce fut alors que fut votée la motion Kautsky, demeurée fameuse. Elle disait que, dans un Etat démocratique moderne, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main, mais bien d'un long et pénible travail d'organisation prolétarienne... L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut pas être considérée comme le commencement normal de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un expédient.

Si la situation politique nécessite cette expérience dangereuse, c'est une question de tactique et non de principe. « L'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois ne permet d'espérer de bons résultats pour le prolétariat militant, que si le parti socialiste, dans sa grande majorité, approuve un pareil acte et si le ministre socialiste reste le mandataire de son parti. Dans le cas, au contraire, où le ministre devient indépendant de ce parti ou n'en représente qu'une portion, son intervention dans un ministère bourgeois menace d'amener la désorganisation et la confusion pour le prolétariat militant. »

Sur la question des alliances, le texte voté était ainsi conçu :

« La lutte des classes interdit toute espèce d'alliance avec une fraction quelconque de la classe capitaliste, étant admis que des circonstances excep-

tionnelles peuvent rendre nécessaires par endroits des coalitions (bien entendu sans confusion de programme et de tactique), coalitions que le parti doit s'attacher à réduire à leur minimum. Elles ne sauraient être tolérées qu'autant que leur nécessité aura été reconnue par l'organisation régionale ou nationale dont relèvent les groupes engagés. »

Ce fut à ce même Congrès que fut décidée la création d'un comité permanent international pour traduire en actes les décisions des Congrès internationaux.

Le Congrès d'Amsterdam (1904) occupe une place particulière dans les annales du socialisme mondial, par la résolution qui y fut adoptée, et qui visait, elle aussi, à préciser l'attitude générale des partis nationaux vis-à-vis des partis de la bourgeoisie. Cette motion intervint comme sanction morale à la crise du socialisme français, à l'issue d'un débat auquel participèrent tous les leaders d'alors et spécialement Jaurès et Bebel, représentant les deux tendances contraires.

Il convient, vu son rôle en quelque sorte historique, de la reproduire en son texte :

« Le Congrès repousse de la façon la plus énergique les tentatives revisionnistes, tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte des classes, et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concessions à l'ordre établi.

« La conséquence d'une telle tactique revisionniste serait de faire d'un parti, qui poursuit la transformation la plus rapide possible de la société bourgeoise en société socialiste, d'un parti par suite révolutionnaire dans le meilleur sens du mot, en un parti se contentant de réformer la société bourgeoise.

« C'est pourquoi le Congrès, persuadé, contrairement aux tendances revisionnistes existantes, que les antagonismes de classe, loin de diminuer, vont s'accroissant, déclare :

« 1° Que le Parti décline toute responsabilité, quelle qu'elle soit, dans les conditions politiques et économiques basées sur la production capitaliste, et ne saurait, par suite, approuver aucun des moyens de nature à maintenir au pouvoir la classe dominante ;

« 2° Que la démocratie socialiste ne saurait accepter aucune participation au gouvernement dans la société bourgeoise et ce, conformément à l'ordre du jour Kautsky, voté au Congrès international de Paris, en 1900.

« Le Congrès repousse, en outre, toute tentative faite pour masquer les antagonismes de classe toujours croissants à l'effet de faciliter un rapprochement entre les partis bourgeois.

« Le Congrès compte que le groupe parlementaire socialiste se servira de sa puissance accrue, tant par le nombre augmenté de ses membres que par l'accroissement considérable de la masse d'électeurs qui

le suivent, pour persévérer dans sa propagande sur le but final du socialisme, et, conformément à notre programme, pour défendre, de la façon la plus résolue, les intérêts de la classe ouvrière, l'extension et la consolidation des libertés publiques, pour revendiquer l'égalité des droits pour tous, pour continuer avec plus d'énergie que jamais la lutte contre le militarisme, contre la politique coloniale et impérialiste, contre toute espèce d'injustice, d'asservissement et d'exploitation, et finalement s'employer énergiquement à perfectionner la législation sociale et rendre possible à la classe ouvrière l'accomplissement de sa mission politique et civilisatrice. »

Le Congrès de Stuttgart (1907) adopta une motion contre la guerre, qui se terminait par cette déclaration :

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays intéressés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les parlements, avec l'aide du bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés, et qui varient, naturellement, selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.

« Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement, et d'utiliser, de toutes leurs forces, la crise politique et économique créée par la guerre pour

agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Au même Congrès de 1907, le problème des rapports des syndicats et du parti fut envisagé. La motion adoptée préconisait la nécessité de la lutte politique et de la lutte économique pour l'affranchissement du prolétariat. Chacune des organisations a son terrain d'action, mais il importe que les relations entre elles soient étroites, sans que cependant soit compromise l'unité du mouvement syndical. Les syndicats ne rempliront pleinement leurs devoirs que si leurs actes s'inspirent d'un esprit entièrement socialiste.

Sur la question coloniale, le Congrès déclarait « que les élus doivent s'opposer au régime d'exploitation à outrance et de servage, qui sévit dans les colonies existantes, en exigeant des réformes et en travaillant, par tous les moyens, à l'éducation des peuples pour l'indépendance. »

Le Congrès de Copenhague (1910) statua sur les rapports du mouvement socialiste et du mouvement coopératif. Il adopta un texte qui préconisait des relations toujours plus intimes entre le parti, les syndicats et les coopératives, tout en conservant à chaque organisation son autonomie et son unité

Le Congrès extraordinaire de Bâle (1912) fut convoqué en pleine guerre balkanique et alors qu'on redoutait la crise universelle qui éclata en 1914. Il fut une manifestation solennelle contre les collisions

sanglantes. Il sanctionna une longue motion, qui indiquait, dans l'occurrence présente, les devoirs du prolétariat et qui assignait aux groupements socialistes des diverses régions de l'Europe, leur tâche propre. Il sommait les gouvernements de maintenir la paix et invitait le bureau socialiste international, quoi qu'il advînt, à sauvegarder les rapports entre les partis nationaux.

Ce fut précisément la guerre mondiale qui, en 1914, disloquant l'Internationale, annula la convocation lancée pour le Congrès de Vienne.

Point n'est malaisé de déterminer les grandes lignes du socialisme d'avant-guerre, du socialisme de la II<sup>e</sup> Internationale. Il est parti de principes stricts, de ceux qui se dégageaient de la doctrine marxiste, — c'est-à-dire qu'il a érigé l'idée de l'antagonisme des classes et celle de la révolution intégrale en maximes d'action. Tous les programmes, toutes les motions des Congrès nationaux et internationaux s'y référaient. Tous les partis, à leur naissance, se sont cantonnés dans une intransigeance farouche, et dont le pouvoir s'est souvent armé contre eux. Mais jamais les déductions totales n'ont été tirées de ces principes. Avec le temps sont intervenues des atténuations, et certains problèmes n'avaient été envisagés que superficiellement, et sans qu'on essayât de préciser des solutions définitives. On ajournait le débat dans l'espoir que des éléments nouveaux se produiraient, et que se rapprocheraient les opinions en

conflit, avec la pensée aussi que les divers aspects méritaient une considération plus ample ; nulle part la question agraire n'avait été tranchée ; nulle part l'attitude du socialisme à l'égard de la guerre, bien que celle-ci parût toujours imminente, n'avait été catégoriquement fixée ; dans chaque cas, c'étaient des formules complexes, nuancées, qui avaient prévalu, — des motions qui laissaient le champ libre aux conceptions adverses.

Il n'est pas surprenant que le socialisme ait hésité devant certaines délibérations, alors qu'il ne se sentait pas encore la plénitude de la force, et que l'Etat ancien n'apparaissait encore ni chancelant, ni conscient de sa caducité. Il est plus étonnant qu'en des éventualités moins graves, le socialisme n'ait pas su prendre position nette. La motion Kautsky de 1900 était faible dans le fond comme dans la forme et, sous couleur d'exceptions, autorisait les déviations les plus caractérisées et les plus redoutables. La résolution d'Amsterdam, qui semblait redresser l'armature même du prolétariat politiquement organisé, n'opérait qu'une insuffisante correction. Faute d'avoir poussé au point désirable les discussions sur la tactique, la seconde Internationale, quelles qu'eussent été les intentions de ses fondateurs, s'était vouée à l'échec. A la rigueur, elle pouvait subsister en période de calme ; la moindre tempête devait l'anéantir.

Elle s'était dotée avec peine d'un organisme per-

manent, et cet organisme était, comme on l'a dit, un office central de correspondance : rien de plus. Il collectionnait les rapports et préparait les Congrès, mais il ne dirigeait pas l'action. Il n'avait pas droit de regard sur la vie des partis, chaque parti se conduisant à sa guise ; il n'avait pas licence de rappeler à l'ordre ceux qui manqueraient aux thèses admises, ni de contraindre à l'unité ceux qui se diviseraient ou resteraient divisés. Des fautes collectives ou individuelles étaient commises dans telle ou telle section nationale : elles étaient rarement relevées. Le réformisme et le revisionnisme, solennellement condamnés, ne s'inclinaient jamais et, par mille canaux, circulaient dans les masses socialistes : ils se révélaient même d'autant plus redoutables et plus audacieux, que des réquisitoires plus violents avaient été, contre eux, prononcés et approuvés. Toutes attaches n'étaient pas rompues entre les partis ouvriers et la démocratie bourgeoise, et les alliances, assez généralement, jouaient à ciel ouvert. L'idée de la révolution, proclamée en principe, était en fait, abandonnée ou reléguée à des échéances indéfiniment éloignées. La notion de la ruine du parlementarisme, le concept d'un système politique différent et qui découlât de la victoire des salariés, comme celui-là avait correspondu à la poussée du Tiers-Etat, effleuraient à peine les esprits. Le socialisme s'était presque adapté à la société bourgeoise, comme une conclusion naturelle et à laquelle on passerait sans



heurt; et la société bourgeoise s'accommodait du socialisme, comme d'un mal ou d'une menace avec lesquels il faut compter, mais qui, trop bien connus, n'offrent plus un aspect tragique. Et puis les hommes du socialisme qui ne changeaient guère, qui étaient des professionnels, des traditionnalistes d'une certaine action, n'effrayaient plus ceux de la bourgeoisie, et les chefs de la bourgeoisie paraissaient moins égoïstes, moins intraitables, aux élus prolétariens qui les cotoyaient depuis de longues années.

Les organisations adhérant à la II<sup>e</sup> Internationale avaient, par la force des choses, évolué comme les organisations politiques de tous les temps; elles avaient pris l'empreinte du milieu et, même quand elles usaient d'un autre langage, cherchaient plus à améliorer qu'à renverser. L'idée avait disparu derrière la terminologie qui l'exprimait. La doctrine était évoquée à faux et uniquement pour expliquer sa propre déviation. Le socialisme subissait la loi commune des concepts philosophiques, des institutions et des groupements humains. Même si la guerre mondiale n'avait pas éclaté, il nous aurait sans doute offert de curieux spectacles, et la guerre hâta seulement certaines échéances, en fournissant des prétextes à des actes en quelque sorte inévitables. Un peu partout, avant 1914 déjà, le socialisme avait besoin d'un retour à ses origines, d'un rappel à ses maximes fondamentales.

---

## II

### LE SOCIALISME PENDANT LA GUERRE

Lorsqu'on envisage la doctrine générale du socialisme international, telle qu'elle se présentait en 1914, à la veille de la guerre, elle ne paraissait pas également nette sur tous les points. Ni en ce qui concernait les rapports du prolétariat, ou plus exactement, des élus ouvriers, avec la classe dirigeante, ni pour l'attitude à adopter vis-à-vis d'une collision entre Etats, elle n'était catégorique dans ses exigences. Point n'était malaisé d'y découvrir des affirmations ambiguës ou même contradictoires. La motion Kautsky de 1900, pour ne parler que d'elle, laissait le champ libre à de redoutables expériences. Le droit des nationalités était proclamé d'une part, et, de l'autre, le devoir des masses salariées de s'opposer à toute lutte armée de puissance à puissance. La règle était inscrite et aussi l'exception, et l'exception une fois admise pouvait conduire à l'abo-

lition de la règle. La seconde Internationale et les partis nationaux, par lassitude ou par crainte des questions complexes, avaient ajourné, de congrès en congrès, l'ouverture de certaines discussions cependant inévitables, et que la crise de 1914 allait évoquer au premier plan.

A l'indécision et aux lacunes de la théorie devaient naturellement s'adjoindre les faiblesses des individus. Le réformisme était un permanent danger. Toute l'histoire politique, depuis l'antiquité, était là pour enseigner qu'un parti reste rarement sur ses positions primitives. Intransigeant à l'origine, il ne tarde pas à s'acheminer aux transactions; il trouve des excuses ou des prétextes dans les incidents quotidiens et les hommes qui le dirigent sont trop enclins, par intérêt ou par tempérament, à pactiser avec le parti adverse.

Le socialisme constitue, par définition ou hypothèse, des groupements de classe, mais ces groupements de classe sont aussi des partis politiques et qui, par suite, ne sont réfractaires ni aux fléchissements, ni aux compromis. Dans la II<sup>e</sup> Internationale, comme dans la I<sup>e</sup>, et plus encore que dans celle-ci, la lutte entre le réformisme et le concept purement révolutionnaire a été incessante. Même quand le réformisme était condamné dans les congrès, où il n'osait d'ailleurs jamais s'étaler largement, il reprenait la lutte avec une insistance insidieuse. Il ne se lassait jamais; il ne se repliait sur lui-même que

pour renouveler ses entreprises, en déployant une habileté qui s'était affinée avec le temps.

La Social-démocratie allemande avait eu beau dénoncer et flétrir le revisionnisme, c'est-à-dire la tendance à reviser la doctrine marxiste, dans ses solennelles assises de Dresde en 1903; l'Internationale avait eu beau, en 1904, à Amsterdam, reprendre la motion de Dresde pour l'appliquer à l'ensemble des partis ouvriers; le texte, intransigeant en apparence, contenait en fait des restrictions qui pouvaient l'annuler. Il était assimilé, au surplus, à un dogme qui méritait le respect théorique, mais que, pratiquement, de fortes minorités, sinon des majorités, se réservaient d'enfreindre. Il serait même loisible de soutenir que le réformisme s'exerçait d'autant plus qu'il était moins avoué. Jamais le courant revisionniste ne s'affirma mieux, à travers les deux mondes, que dans les années qui suivirent le congrès d'Amsterdam. En Allemagne comme en France, en Scandinavie comme en Suisse, l'idée d'une transformation révolutionnaire de la société s'éloignait de plus en plus, tandis que prévalait la notion des réformes méthodiques, superposées, se déduisant l'une de l'autre, et convertissant peu à peu, sans secousse et sans forte résistance, l'Etat capitaliste en un Etat collectiviste ou communiste. Le marxisme dominait de haut, mais il n'était plus, si l'on peut dire, qu'un système intellectuel-limite, et les vieilles illusions du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle avaient

reparu mystérieusement, discrètement, sans qu'on osât reconnaître leur retour.

A la veille de la crise mondiale, l'antagonisme des classes et l'hypothèse catastrophique étaient en plein recul, et, presque partout, les revisionnistes, jadis inquiétés par les doctrinaires, jouissaient d'une impunité totale.

Mais les masses ouvrières croyaient à leur souveraine puissance en face de la guerre. Si elles se rendaient parfaitement compte que, depuis 1905, la menace de conflagration s'était accrue dans une notable mesure, elles étaient convaincues qu'elles seraient assez fortes pour imposer la paix. C'était même dans ce domaine qu'elles pensaient avoir fait l'épreuve de leur vigueur à l'encontre du capitalisme, parce que la tourmente balkanique s'était dissipée sans entraîner les grands Etats de l'Europe centrale et occidentale. Elles attribuaient à l'action qu'elles avaient menée à Paris, à Berlin, à Londres, à Vienne, ce résultat qui était appréciable, mais qu'à tort elles tenaient pour définitif.

La guerre mondiale s'est déchaînée avec une exceptionnelle promptitude. Bien qu'elle eût été prévue, — bien que, depuis des années, les congrès nationaux et internationaux se fussent attachés à la prévenir, elle emporta les résistances, comme la marée montante disloque les digues de sable que des enfants lui opposent. Ce n'est pas le lieu de rechercher ici les responsabilités collectives ou individuelles, ni

d'ouvrir le procès de tel ou tel parti, de tels ou tels hommes. Des millions d'êtres humains furent jetés dans la tourmente, sans que personne eût essayé d'y faire face. Il y eut des appels et des réunions. Le 26 juillet, la commission administrative du parti socialiste français lançait un manifeste au prolétariat ; elle annonçait, en même temps, que l'Internationale siégerait le lendemain à Bruxelles, pour organiser une action commune : « En elle et avec elle, nous lutterons, de toute notre énergie, contre l'abominable crime dont le monde est menacé. » Et le comité de la Social-démocratie allemande lançait un manifeste parallèle : « Il faut que partout retentisse aux oreilles des gouvernants notre cri : Nous ne voulons pas la guerre. A bas la guerre ! Vive la réconciliation internationale ! »

Pratiquement, les chefs du prolétariat mondial marquaient une totale impuissance. Dans un rapport au Congrès socialiste français de 1915, le secrétariat résumait ainsi la réunion de Bruxelles : « De graves propos furent échangés entre les mandataires des nations représentées et spécialement des deux plus intéressées : la française et l'allemande. Nos camarades revenaient avec la persuasion, traduite le lendemain par Jaurès, dans son article de l'*Humanité*, que les socialistes avaient partout conscience de leur devoir et que, de toutes parts, le nécessaire serait fait, pour affirmer et organiser la solidarité des prolétaires contre l'abominable menace suspendue

sur leur tête. » Le rapport ajoutait qu'un congrès international devait, d'après les décisions adoptées, s'ouvrir à Paris, le 9 août. Mais les événements se précipitaient, et des deux côtés du Rhin, les élus socialistes accordaient les crédits de guerre. Ce vote des crédits, qui constituait une infraction aux thèses antérieurement admises, en matière d'attitude budgétaire, mais qu'on justifiait par d'autres thèses sur le droit des nationalités, entraîna, dans plusieurs pays, la collaboration des socialistes au pouvoir. La motion Kautsky de 1900 l'avait prévue à titre exceptionnel. Ceux qui s'appuyaient sur ce document, pour légitimer l'entrée des socialistes dans les ministères, faisaient valoir le caractère extraordinaire des circonstances : la guerre mondiale n'était-elle pas en soi un épisode sans précédent ? Ainsi s'effectua, sous le couvert des événements, un rapprochement général des classes. La doctrine disait que la lutte des puissances entre elles découlait nécessairement, inévitablement du système capitaliste, et que le prolétariat devait l'exploiter pour hâter les étapes de la transformation sociale. Il y avait quelque contradiction entre ces idées, la consécration unanime qu'elles avaient reçue dans des assises périodiques, et la pratique de l'union sacrée qui s'instaura brusquement en France, en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, en Belgique, etc... Non seulement la classe ouvrière avait plié sous l'ouragan et cédé à l'assaut du militarisme jusque dans les pays, — telle l'Autriche-

Hongrie,— où elle eût pu résister le plus efficacement à l'orage, mais encore elle fournissait des secrétaires d'Etat à la classe dirigeante, et dans le cadre des institutions qui avaient été jusque-là âprement combattues. Ce n'était pas uniquement le concept révolutionnaire qui était délaissé, c'était même le concept réformiste, puisqu'en échange de leur concours à la gestion de l'Etat, les partis socialistes ne posaient aucune condition, n'exigeaient aucune amélioration partielle, et acceptaient jusqu'à la suspension des libertés publiques fondamentales.



En France, dès le début du mois d'août, c'est-à-dire avant les premières batailles qui furent autant de désastres, des offres avaient été faites aux représentants élus du prolétariat : elles avaient été écartées. Mais deux semaines plus tard, alors que l'armée allemande s'approchait rapidement de Paris, d'autres propositions de même ordre furent acceptées. Le rapport du Secrétariat au congrès de 1915 s'exprimait ainsi à ce propos : « Il s'agissait d'affirmer devant l'ennemi la communauté de cœur et d'esprit de tous les Français, quels qu'ils fussent, dans cette crise sans pareille. C'est parce qu'il est apparu aussi que la présence de nos mandataires serait, en ces heures troubles, une garantie certaine pour les



institutions républicaines et démocratiques que le pays s'est données. »

Le 18 août 1914, le groupe parlementaire socialiste, le comité directeur ou commission administrative permanente du parti, et le conseil d'administration de l'*Humanité* annonçaient en un manifeste l'événement : l'entrée, dans le gouvernement, de Sembat et de Guesde. A la vérité, il eût fallu consulter un congrès, mais la commission administrative estima que pareil recours était, en l'occurrence, impossible. Cet acte, en soi et par les conséquences qu'il allait engendrer, devait lourdement peser sur la vie du parti pendant la guerre et après la guerre. Il était la négation même de l'idée de classe, telle qu'elle s'était accréditée durant de longues années. Il fournissait au pouvoir délivré de toute opposition, les moyens de gouverner, en frappant les critiques gênantes et en s'armant de toutes les rigueurs de l'état de siège. Il privait le prolétariat de ses ressources normales d'action, en associant ceux qui parlaient en son nom aux responsabilités qui eussent pesé exclusivement sur la classe dirigeante, ou, du moins, il interposait, entre cette classe dirigeante et ce prolétariat, une autorité-tampon, qui, par la force des choses, allait prendre position contre celui-ci au profit de celle-là : toute l'étude des faits de la guerre, dans l'ordre militaire, diplomatique, financier, économique, politique, justifie cette assertion. Le groupe parlementaire socialiste, — et, en réalité, il était le parti socialiste

lui-même, — dans la restriction de la liberté de la presse, et dans la suspension de la liberté de réunion, perdait toute vigueur de discussion, puisque sa censure se fût exercée d'abord sur ceux de ses membres qu'il avait délégués au Cabinet. A vrai dire, aussi longtemps qu'il y eut des ministres socialistes, toute offensive ouvrière, toute défensive ouvrière, et, même tout contrôle sur l'exécutif furent abolis. On conçoit que les abus de toute espèce, depuis la diplomatie secrète jusqu'aux concussions et aux rapines les plus extravagantes, aient pu se déployer largement, et que la force de rayonnement du socialisme, au lieu de grandir, ait étrangement fléchi. L'Etat écrasait tout, avec l'autorisation et la protection officielle des éléments qui, jusque-là, s'étaient attachés à l'ébranler et à le renverser.

La conférence nationale du 7 janvier 1913 approuva l'attitude du groupe parlementaire et de la commission administrative, c'est-à-dire qu'elle ne protesta en aucune manière contre la participation des socialistes au ministère.

Le 22 mai suivant, commission administrative et groupe socialiste lançaient un nouvel appel, pour notifier l'entrée d'Albert Thomas au ministère, comme sous-secrétaire d'Etat aux munitions, poste qui devait être échangé un peu plus tard contre celui de ministre de l'armement. « Il suffit au groupe, disait ce document, de rappeler dans quelles conditions, le 28 août 1914, il a fait de deux de ses membres, ses

délégués à la Défense Nationale..., pour montrer qu'il n'a ni réclamé, ni recherché, ni désiré une telle participation. » En réalité, aucun conseil National n'avait été convoqué, bien que les circonstances le permissent de toute évidence, et quelques protestations se firent jour. Elles allaient, dans les réunions du parti tenues en 1916 et en 1917, se manifester avec une vigueur croissante : ce fut surtout dans la fédération de la Seine que la participation ministérielle trouva des adversaires avertis, auxquels les votes mêmes des ministres socialistes, les décisions auxquelles ceux-ci s'associaient, les actes incessants de la diplomatie secrète fournissaient des arguments toujours renouvelés.

La collaboration des socialistes français au pouvoir dura jusqu'au mois de septembre 1917. Pour en faire la critique documentaire, il suffirait de passer en revue les événements nationaux et internationaux, qui s'étaient écoulés depuis le mois d'août 1914.

Le 7 septembre 1917, M. Ribot était démissionnaire. Le socialisme accepterait-il que l'un des siens, ou plusieurs des siens, donnassent leur concours au futur cabinet ? Le groupe parlementaire et la commission administrative, qui n'était plus celle de 1915, et où de nombreux éléments minoritaires avaient pénétré, délibérèrent en commun au Palais-Bourbon. A la suite de ce débat, quatre ordres du jour se trouvèrent en présence.

Par le premier, le parti se déclarait prêt à pour-

suivre « une collaboration gouvernementale à la défense nationale », mais il mettait des conditions : mesures énergiques pour hâter la victoire, sauvegarde des libertés publiques et ouvrières, abandon de la diplomatie secrète, et, de plus, les garanties qu'il désirait obtenir devaient être discutées avec ses délégués mandatés.

Le second ordre du jour était bref : « La commission administrative et le groupe parlementaire, fidèles aux décisions d'avant-guerre, à la doctrine et aux statuts du parti, repoussent toute participation au gouvernement. »

Le troisième était ainsi conçu : « Le groupe, toujours résolu à participer à la défense nationale, considérant que pour cela la présence d'un ou de plusieurs de ses membres au gouvernement n'est pas indispensable, regrettant les erreurs du passé, décide de réserver l'entière liberté d'action et de contrôle du parti et déclare qu'il y a lieu de n'occuper nulle place dans le cabinet en formation. »

Le quatrième subordonnait, comme le premier, à des garanties, le concours du parti, mais il posait des conditions plus strictes.

En fait, le premier et le quatrième ordres du jour réunissaient 36 voix au groupe, contre 20 aux deux autres. Dans la commission administrative, qui représentait plus exactement les tendances du parti, on compta 13 voix contre 11. En somme, l'opposition de principe à la participation gagnait du terrain,

mais elle n'avait encore la majorité dans aucun des deux organismes.

Le 11 septembre, le cabinet Painlevé se formait et aucun socialiste n'y figurait. Il y avait eu unanimité pour en décider ainsi, à une nouvelle réunion du groupe et de la commission, mais les convictions qui s'y étaient fait jour différaient fort les unes des autres, certains des votants ayant obéi à des motifs de principe, d'autres à des considérations de circonstance, d'autres encore à des raisons strictement personnelles. L'ordre du jour qui fut adopté, d'un côté par 47 voix contre 23, de l'autre par 13 contre 11, — les minorités répudiant doctrinalement toute participation, — était ainsi libellé :

« Le groupe décide qu'il n'y a pas lieu pour lui d'accepter l'entrée d'un ou de plusieurs de ses membres dans la combinaison en formation. Il déclare qu'il reste prêt à participer à tout gouvernement qui... » Nous pouvons nous arrêter ici. La citation est suffisante pour montrer que l'expérience de la collaboration n'était pas encore close pour d'importants éléments du parti. Et, de fait, quelques mois plus tard, de nouvelles tentatives s'esquissaient dans le sens d'une coopération bien plus large que celles qui avaient précédé. Et le renversement du cabinet Painlevé ouvrait le champ à des ambitions qui se déguisaient à peine, et qui, d'ailleurs, avaient précipité la crise.

Ce fut bien après l'armistice, lorsque la démobi-

lisation eut rendu au parti socialiste français les restes des générations les plus vigoureuses, et qu'il se fut doté d'un plus ample recrutement, que la participation ministérielle fut définitivement réprouvée et qu'elle apparut à une grosse majorité sous sa véritable lumière. Elle fut traitée avec d'autant plus de sévérité, que les raisons expérimentales s'ajoutaient désormais aux arguments dialectiques, et que l'affaissement de l'action ouvrière, dans l'ordre national et international, se révélait comme un effet direct de la violation des règles antérieurement admises.



Je me suis étendu de préférence sur le cas de la France, mais il serait aussi loisible d'examiner, avec quelque détail, les exemples de collaboration dans d'autres pays. En Belgique, cette coopération n'a pas cessé depuis le début de la crise mondiale, bien que le nombre des ministres empruntés au parti ouvrier ait été variable. La raison que Vandervelde donna à l'origine, pour justifier son entrée dans le cabinet, est que le Parlement ne pouvant se réunir, c'était dans le ministère uniquement que les différents partis avaient moyen, par leurs représentants, d'exprimer leurs vœux.

En Angleterre, on compta de même des ministres travaillistes : Henderson, Brace, Hodge, Barnes,

Roberts, etc. En réalité, le Labour Party, d'où ils sortaient, n'était pas spécifiquement révolutionnaire et il avait, à l'inverse, pratiqué un réformisme timide qui n'excluait pas les compromis dans l'action, mais il avait quelque scrupule à négocier un pacte permanent, ou simplement durable, avec les deux partis historiques de la bourgeoisie. La notion de la lutte de classes a toujours été vivace dans les groupements syndicaux anglais, qui forment la grosse masse du Labour Party. L'affaire de la conscription, du service obligatoire, faillit déterminer le départ des secrétaires d'Etat travaillistes. La conférence de Bristol, après des débats assez houleux, les autorisa cependant à garder leurs postes. La minorité fut battue : elle devait s'accroître, de congrès en congrès, jusqu'à celui de Londres du 16 juin 1918, qui, aux deux tiers des voix, condamna la trêve des partis, l'union sacrée. A ce moment, Henderson ayant déjà démissionné, Barnes, Hodge, Roberts, Clynes, étaient les collègues de M. Lloyd George, dans le gouvernement de la coalition. Mais les travaillistes anglais n'avaient pas eu, plus que les socialistes français, à se féliciter de l'expérience qui avait été faite. La classe possédante avait gouverné pour elle-même, selon ses intérêts et ses vues, sans tenir compte des volontés formulées par les Trade-Unions au sujet de la politique ouvrière, de la politique fiscale ou de la diplomatie. Comment en eût-il été autrement ?

La Social-démocratie allemande avait, à la presque

unanimité, souscrit à la politique de Guillaume II et de Bethmann-Hollweg, au début de la guerre. Mais bien qu'après la scission survenue entre elle et les membres de la Communauté du travail, elle eût pratiqué, plus activement que jamais, l'accord avec les partis bourgeois — et surtout avec le centre catholique et les démocrates, — et formé, avec eux, une majorité au Reichstag, elle ne fut appelée que tardivement au pouvoir, ou plus exactement, au partage du pouvoir.

Cette Social-démocratie germanique, en dépit des courants revisionnistes qui s'étaient affirmés dans ses rangs, avant et après le Congrès de Dresde, était, en principe, l'un des partis socialistes du monde les plus opposés à la collaboration avec le régime en vigueur. Les bases de tout le système impérial étaient la légitimité de droit divin, la prédominance du militarisme, les prérogatives de l'aristocratie agrarienne. Sans doute, l'Allemagne avait évolué à la fin du xix<sup>e</sup> siècle et au début du xx<sup>e</sup>, avec le développement même de son industrie, de son commerce, de ses banques, de sa flotte marchande. Les représentants de la haute bourgeoisie s'étaient infiltrés dans tous les rouages de l'Etat. Mais celui-ci répudiait par essence le parlementarisme et la théorie même de la démocratie politique. La Prusse demeurait la clef de voûte de cet Etat confédéral, auquel elle avait imposé sa dynastie, et elle gardait une structure quasi féodale.



Les Hohenzollern à Berlin, comme les Wittelsbach à Munich, leurs corps d'officiers, les hobereaux et la haute industrie méprisaient profondément le prolétariat et son parti de classe. Nulle part, en Europe, en dépit des succès électoraux qu'il avait remportés, le socialisme ne disposait de moins de crédit auprès des détenteurs de la puissance publique. Le mot que Guillaume II avait prononcé un jour, à l'adresse des mineurs de Westphalie en grève : « je les pulvériserai », synthétisait assez bien l'opinion des milieux dirigeants d'outre-Rhin au sujet de leurs rapports avec les masses ouvrières. Si les radicaux de France, de Suisse et d'Angleterre, avaient essayé, de longue date, par combinaison politique, d'établir un contact avec le parti socialiste, une telle entreprise avait toujours, jusqu'en 1914, été exclue dédaigneusement outre-Rhin. Bulow y avait été aussi réfractaire que Bismarck, et d'ailleurs, ce n'était pas l'attitude des vieux chefs de la Social-démocratie qui pouvait ramener les chanceliers à d'autres sentiments. Ceux-là avaient lutté âprement, sans masquer leurs buts.

Mais les événements de la guerre et surtout l'attitude des nouveaux leaders, des hommes qui avaient succédé aux Bebel et aux Liebknecht, facilitaient, sinon l'entente immédiate, du moins une conciliation progressive entre le pouvoir monarchique, féodal et bourgeois et les éléments réformistes de la Social-démocratie. Celle-ci, séparée des minoritaires, qui

repoussaient les crédits de guerre, admettait parfaitement l'entrée de quelques-uns des siens au ministère. Elle y voyait à la fois la consécration de la politique qu'elle avait suivie et le moyen de relever son prestige fortement ébranlé, car de plus d'un million en 1914, le contingent de ses adhérents avait fléchi à 244.000 au 1<sup>er</sup> avril 1917.

Ce fut au congrès de Wurzburg, en octobre de cette même année, qu'elle lança un appel significatif. Affranchie du contrôle de l'opposition de gauche et d'extrême gauche, depuis la rupture survenue, sur sa propre initiative, en janvier précédent, elle ne craignait plus de révéler toute sa tactique. Le discours programme de Scheidemann fut, sous ce rapport, singulièrement explicite : « Après les premières élections qui suivront la paix, nous saurons ce que le peuple aura voulu faire de nous. Sans nous montrer optimistes, nous pouvons compter obtenir une très grande influence, qui nous permettra de ne pas confier aux autres toutes les responsabilités... Nous devons nous montrer prudents dans nos promesses et ne pas faire entrevoir au peuple le paradis sur terre. Nous ne devons pas rester des agitateurs et des théoriciens, comme par le passé, mais il nous faut faire une politique pratique... Le socialisme n'est rien en soi... La politique que nous devons faire sera surtout une politique sociale... *Pour l'accomplissement de cette tâche, un seul parti ne suffit pas ; ce n'est plus une affaire de parti.* »

Quand Scheidemann eut terminé son long exposé, un délégué moins connu résuma la pensée de tous en disant : « On nous jette à la face, comme une injure, d'être des socialistes de gouvernement ; nous devons nous en honorer ; nous devons surtout en avoir assez de nous livrer exclusivement à des critiques et de briser les vitres. Rejetons notre dogmatisme. » Le reniement ne pouvait être plus brutal.

Il est loisible de soutenir que la participation effective de la Social-démocratie majoritaire au pouvoir impérial date de ce congrès de Wurzburg. La *Leipziger Volkzeitung* écrivait, à juste titre : « Le vieux parti est prisonnier de l'Etat. » Le 4 novembre, Scheidemann répétait à Elbing : « Nous ne nous déroberons pas à nos responsabilités. »

Il attendit pourtant encore près d'un an, jusqu'en octobre 1918, pour devenir le collaborateur le plus en vue du prince Max de Bade, appelé à l'heure des suprêmes épreuves. Il avait été plus pressé de prendre un portefeuille que Guillaume II de le lui offrir. La vieille Social-démocratie avait autorisé la participation par 55 voix contre 10, dans le groupe parlementaire, et, dans le Comité directeur, par 24 voix contre 11. Elle avait posé à son acquiescement quelques conditions qui n'étaient point pour gêner les classes dirigeantes, à ce moment surtout, et qui tendaient avant tout à instituer le véritable parlementarisme ; des revendications proprement prolétariennes il n'était point question. Frédéric

Stampfer, dans le *Vorwaerts*, écrivait : « A l'intérieur, il faut à tout prix maintenir l'ordre. »

La Social-démocratie germanique imitait l'exemple des autres partis socialistes, dont les pays étaient roulés dans la tourmente de guerre. Il ne s'agissait pas, pour elle, d'établir le régime socialiste, mais simplement de liquider une péripétie de la crise mondiale, en assumant une part du pouvoir et en installant une démocratie à l'anglaise. Elle bornait étrangement ses ambitions.

Faut-il poursuivre la nomenclature des actes de collaboration, qui se sont produits en pleine phase du conflit international ? Car la France, la Belgique, l'Angleterre, l'Allemagne, ne sont pas seules à nous en proposer. En Bulgarie, au mois d'octobre 1918, M. Malinof, qui représente la bourgeoisie moyenne, fait appel aux socialistes larges, c'est-à-dire aux réformistes, et le congrès de cette fraction approuve, en novembre, la réponse affirmative qui a été donnée au premier ministre.

Dans les Etats belligérants, les socialistes, favorables à la participation, invoquent la gravité de la situation militaire et la nécessité du front commun. Dans les Etats neutres, ils allèguent d'autres raisons. C'est ainsi que le parti danois, en octobre 1916, autorise son président Stauning, par 293 voix contre 32, à siéger dans le cabinet, comme ministre sans portefeuille. L'année suivante (octobre 1917), le leader de la Social-démocratie suédoise, Branting, entre

avec trois autres social-démocrates dans le cabinet libéral Eden. Dans tous les cas la doctrine socialiste, l'idée même de la transformation intégrale sont abandonnées au profit d'intérêts mesquins et de combinaisons passagères.



Jamais, dans la plupart des pays d'Europe, la classe possédante, les pouvoirs anciens, ne jouirent d'une sécurité plus grande que durant cette période de guerre, où les oppositions intérieures avaient décliné au point de disparaître, où le prolétariat s'effaçait devant eux au point de souscrire à toutes les mutilations de la liberté. La coopération, brusquement instaurée, du socialisme avec la bourgeoisie et avec les résidus des oligarchies antérieures qui s'étaient fondus en cette dernière, restituait à l'Etat une vigueur, une stabilité, qui semblaient perdues de longue date. Toute une armature s'était brisée, disloquée. Les organisations politiques et corporatives de la classe ouvrière, qui avaient manifesté tant d'activité à la veille de la guerre, avaient accepté, avec le reniement de certains préceptes fondamentaux, la tutelle alourdie de la puissance publique. Celle-ci s'exerçait comme une dictature sans lisières.

Le vieux socialisme qui avait capitulé sans résister, et, mieux, qui avait offert sa capitulation en échange

de menus avantages, ne pouvait tirer de cette attitude que discrédit et suspicion. Certes, tant que les heurts des champs de bataille se poursuivraient et que la loi martiale jouerait, il n'aurait point trop à craindre de ceux qui lui reprochaient ses répudiations, mais il se vouait, pour l'avenir, aux plus accablantes attaques. Dès 1915, au surplus, et presque partout, des minorités naissaient qui allaient, brandissant les principes communément admis dans le passé, réaliser de rapides progrès.

Il n'y a point lieu ici de reprendre, pays par pays, la formation, le cheminement, le rôle de ces minorités. Elles se signalèrent non seulement aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal, qui visaient à renouer les attaches internationales, mais, à l'intérieur de chaque Etat, par les critiques qu'elles adressaient aux socialistes majoritaires, par la résistance croissante qu'elles opposaient aux gouvernements, où ces mêmes majoritaires avaient leur place, — par les débats qu'elles ouvraient sur la légitimité du vote des crédits, par leur censure opiniâtre et motivée des buts de guerre — comme l'on disait — formulés par les chancelleries, — par leur action grandissante en faveur de la paix. En France, où aucune scission n'intervient dans la période de guerre, deux minorités luttent côte à côte, et préparent de congrès en congrès, de conseil national en conseil national, le renversement de la majorité. On a saisi plus haut leurs votes dans les délibérations sur la participation

ministérielle ; plus importante encore est la pression qu'elles exercent sur le parti pour assurer la résurrection de l'Internationale. En Angleterre, en même temps qu'elle discute la coopération des travaillistes avec M. Lloyd George, la minorité, — plus pacifiste que révolutionnaire, — dénonce l'impérialisme des gouvernements et fait campagne pour la cessation la plus hâtive de la lutte. Mais ici encore la scission est écartée.

En Allemagne, la rupture se produit entre les gauches et la vieille Social-démocratie, qui, bien avant de donner ses hommes à l'empire déclinant, a soutenu toutes les entreprises du pouvoir et prêté un concours constant aux divers chanceliers. Comme la majorité du socialisme français et du Labour Party britannique, elle est devenue parti de gouvernement dans toute l'acception du terme. On n'attend pas qu'il soit présenté ici un exposé complet des rapports de cette vieille Social-démocratie avec les groupements qui sortent de ses rangs pour reprendre le programme traditionnel, et, cependant, quelques faits saillants méritent d'être évoqués. Mehring, Ledebour, Clara Zetkin, Rosa Luxembourg, Liebknecht, furent les premiers, en février 1913, à protester contre l'attitude du Vorstand, ou Comité directeur, et du groupe parlementaire : Bernstein qui, plus tard, devait accomplir une évolution en sens inverse, s'associait à eux. En mars, Liebknecht et Ruhle votaient contre les crédits de guerre, alors que trente

autres députés — près du tiers — s'abstenaient. En mai, Haase, parlant à Francfort, reconnaissait que le parti avait fait faillite au 4 août 1914, et cette déclaration suscitait les ripostes fumeuses de la droite social-démocrate : David, Kolb, Schippel, Quessel, etc., mais, par contre, huit cents fonctionnaires des organisations l'approuvaient officiellement.

En décembre 1915, c'étaient vingt députés, parmi lesquels Haase et Ledebour, qui refusaient les nouveaux crédits de guerre, tandis que vingt autres députés s'abstenaient. La majorité du groupe parlementaire condamnant le refus et Legien, l'un des leaders du syndicalisme réformiste, lui-même représentant au Reichstag, réclamant des exclusions, Haase résigna la présidence. C'était le début du schisme ; il ne se réalisa intégralement qu'en janvier 1917, et dès lors, les éléments de gauche et d'extrême gauche allaient développer rapidement leurs effectifs et préparer la révolution allemande.

Le prolétariat socialiste d'Autriche et de Hongrie n'avait point, à ce moment, les mêmes possibilités d'action que celui d'Allemagne. L'occupation germanique paralysait tout réveil du prolétariat belge. Dans les pays scandinaves et balkaniques, des minorités se formaient. Les socialistes suisses s'ouvraient aux concepts révolutionnaires. Le socialisme italien était demeuré intransigeant dans sa résistance à la guerre depuis 1914, et l'on peut dire qu'il fut la seule des sections de l'Internationale qui, à travers la



tourmente universelle, fût restée pleinement fidèle aux décisions des congrès : les exceptions individuelles, que l'on pourrait relever, souligneraient seulement l'attitude disciplinée de la masse.

Ainsi, dans son ensemble, le socialisme mondial avait subi un prodigieux fléchissement, mais partout, ou à peu près, des personnes ou des groupes combattaient pour le régénérer, pour briser les collaborations de classe et tirer, de la crise des Etats et des peuples, les conclusions logiques et nécessaires. Leur effort visait en première ligne à restaurer les rapports entre les partis nationaux, à redresser l'Internationale qui, comme un grand corps, gisait à terre, les membres disjointes, depuis la rupture de la paix.

Toutes les tentatives qui ont été entreprises à cette fin, de 1914 à 1918, ont échoué. Ce n'était pas seulement que la plupart des esprits eussent cédé au souffle belliqueux qui avait desséché tout ou presque tout ; ce n'était pas seulement que la légalité des gouvernements belligérants s'opposât à des reprises de contact (il y en eut avec autorisations officieuses et tacites du pouvoir) ; c'était aussi et surtout que les partis socialistes, au moins dans les pays de l'Entente, ayant, dès la première heure, participé au maniement de l'État, avaient aliéné leur indépendance et ne gardaient pas assez de force pour faire pression sur les ministères, dont ils étaient les prisonniers. Par ailleurs, les classes dirigeantes, dans

les contrées où elles avaient sollicité et obtenu le concours des organisations ouvrières, — la France et l'Angleterre, — comme dans les contrées où elles retenaient la plénitude de l'autorité et se refusaient à la partager bénévolement, — Allemagne, Autriche-Hongrie, — comme dans celle enfin où le prolétariat, tout en étant invité à une collaboration, la déclinait, — je pense à l'Italie, — se montraient foncièrement hostiles à toute intervention effective d'une Internationale rétablie. Elles se rendaient parfaitement compte que si cette Internationale, comme le phénix, ressortait de ses cendres, et rendait la paix au monde, il n'y aurait plus de puissance capable de lutter contre elle. Il fallait, au contraire, à leurs yeux, que l'énergie prolétarienne universelle subît jusqu'au bout les effets de sa défaillance de 1914. L'Internationale n'avait pu conjurer la guerre; elle ne devait pas davantage abrégier la guerre et rapprocher visiblement l'échéance de l'armistice, car du même coup, elle reconquerrait tout le crédit qu'elle pouvait avoir perdu.

Les classes dirigeantes eurent, sur ce point, totale satisfaction, et leur succès était d'autant mieux assuré, qu'elles disposaient, sous le couvert de la légalité existante, et grâce à la proclamation de l'état de siège, de tous les moyens d'action indispensables.

Il y eut des réunions partielles, où plusieurs sections de l'Internationale — dont les pays d'ailleurs étaient alliés ou défendaient la même position, —

s'abouchèrent et discutèrent les possibilités et les stipulations de la paix; il y eut des assemblées tenues mystérieusement et où des socialistes des États en conflit se rencontrèrent en petit nombre. Mais aucune manifestation comparable aux congrès du passé ne se produisit.

Dans la première catégorie, on peut ranger le conciliabule des neutres, danois, norvégiens, suédois et hollandais, qui eut Copenhague pour siège, en janvier 1915, — l'autre conférence des neutres à La Haye, en juillet-août 1916, les conférences des socialistes allemands et austro-hongrois, celles plus fréquentes des socialistes « alliés ». Dans la seconde catégorie se classent les assemblées de Zimmerwald et de Kienthal.

A Zimmerwald, en septembre 1915, étaient présents des Français, des Allemands, des Italiens, des Russes, des Polonais, des Roumains, des Bulgares, des Suédois, des Norvégiens, des Hollandais, des Suisses. Les organisateurs rappelaient que toute tentative de ressusciter l'Internationale avait échoué, en dépit de l'initiative adoptée par la réunion italo-helvétique de Lugano, en dépit des voyages de Troelstra, de l'invitation lancée par les socialistes américains, et des sollicitations du comité directeur suisse. En dernier lieu, c'était le comité directeur italien qui avait convoqué l'assemblée de Zimmerwald. Il s'agissait, non point de créer une nouvelle Internationale, « mais d'appeler le prolétariat à une

action commune pour la paix, de former un centre, d'essayer de ramener la classe ouvrière à sa mission historique... » Le manifeste qui fut voté contenait cette phrase, entre autres phrases caractéristiques : « De même que chaque parti séparément manquait à sa tâche, le représentant le plus haut des organisations socialistes de tous les pays, le bureau socialiste international manquait à la sienne. »

La commission administrative du parti socialiste français désavouait les « deux citoyens qui s'étaient rendus à Zimmerwald, sans mandat du parti ».

La seconde conférence se tint, du 24 au 30 avril 1916, à Kienthal, dans le canton de Berne. Des délégués d'un grand nombre de pays y participèrent, encore que plusieurs d'entre eux y siégeassent à titre personnel; cette fois, le British Socialist Party et l'Independent Labour Party étaient représentés. Les résolutions adoptées condamnaient l'alliance de certains socialistes avec la bourgeoisie, réclamaient l'armistice immédiat, flétrissaient l'annexionnisme et l'impérialisme sous toutes leurs formes. Le comité exécutif de l'Internationale était convaincu d'avoir gravement manqué à ses devoirs, en se refusant à réunir une séance plénière du bureau. Enfin, la conférence estimait que l'Internationale ne se relèverait, comme puissance politique, qu'au fur et à mesure que « le prolétariat reprendrait la voie de la lutte sociale et de l'action des masses ».

Le 9 mai, la commission administrative du parti

socialiste français réitérait le désaveu qu'elle avait déjà exprimé, en 1915, après Zimmerwald.

L'histoire, si longue et si compliquée, de la conférence avortée de Stockholm met encore en pleine lumière l'impuissance de l'Internationale.

Le 15 avril 1917, les membres hollandais du comité exécutif du bureau socialiste international, délibérant à La Haye, déclaraient souscrire aux principes de paix formulés par la révolution russe, ainsi qu'au programme développé par le président Wilson, dans son message au congrès de Washington. Ils décidaient d'envoyer une délégation à Stockholm pour y préparer une conférence socialiste, à laquelle les minorités seraient conviées.

Le 29 avril, les journaux socialistes scandinaves publiaient une lettre adressée aux différents partis par Huysmans, secrétaire du bureau socialiste international. Elle mandait à ces partis que la délégation hollandaise, d'accord avec de nombreuses sections, avait décidé de convoquer une réunion à Stockholm, le 15 mai et les jours suivants, pour y examiner la situation générale... A la vérité, la lettre de Huysmans était de beaucoup antérieure à cette date du 29, puisque, le 26 avril déjà, la commission administrative du parti socialiste français prenait position, et, après avoir critiqué la procédure adoptée et allégué que la suggestion transmise pourrait servir des tentatives de paix séparée, décidait qu'aucun délégué français ne se rendrait à Stockholm. Cette

décision n'était point faite pour surprendre, étant donnée l'attitude que la majorité socialiste gardait encore vis-à-vis des questions de politique extérieure ou internationale. Mais, en même temps, la commission exprimait l'avis qu'il y avait lieu de consulter les fédérations sur les événements qui surgissaient à cette heure, et dont le principal était la révolution russe, et convoquait un conseil national pour le 27 mai, c'est-à-dire douze jours après la date fixée pour la conférence de Stockholm.

Presque aussitôt, on apprenait que cette dernière date serait, elle-même, différée, et Vandervelde, président du bureau international, partageant les vues de la majorité française, s'élevait en termes véhéments, dans différentes interviews, contre l'initiative des Hollandais. Il est vrai que, de son côté, au nom de l'extrême-gauche socialiste allemande, Frantz Mehring annonçait le refus du groupe de l'« Internationale » de participer à une conversation où serait représentée la majorité de la Social-démocratie.

Au même moment, paraissaient deux autres documents. L'un était le projet de résolution soumis par la droite majoritaire française au Conseil national; il renouvelait la décision antérieurement adoptée de ne confier aucun mandat à un membre du parti à la conférence de Stockholm, mais acceptait la convocation d'une réunion internationale, à condition qu'on y envisageât exclusivement « les

responsabilités aux origines de la guerre » et, à cette fin, le parti socialiste français déposait « une demande de mise en accusation des représentants coupables et félons du socialisme autrichien et allemand ».

L'autre document émanait d'Henderson, secrétaire du Labour Party — et d'ailleurs ministre dans le cabinet britannique, — et qui, sur avis du comité exécutif de son parti, avis émis par 9 voix contre 4, rejetait la conférence de Stockholm. Il suggérait de plus la réunion d'une conférence des socialistes appartenant aux pays alliés; elle se tiendrait à Londres, vers la mi-juin, avec, si possible, la participation des soviets.

Or, le 27 mai, le Conseil national du parti socialiste français s'assemblait. L'agitation était vive à Paris et dans tout le pays, et tandis que se propageait un puissant mouvement gréviste, les aspirations à la paix grandissaient et se manifestaient ouvertement. Deux députés socialistes français revenaient de Russie : Cachin et Moutet. Ce n'étaient plus seulement les Hollandais et les Scandinaves qui réclamaient la convocation de l'Internationale; c'étaient les socialistes russes. En même temps, la commission hollando-scandinave remettait ou envoyait aux différents partis nationaux un questionnaire sur tous les problèmes de la paix. La situation changeait de face et, d'ailleurs, un courant irrésistible emportait les délégués vers des solutions que

la majorité n'avait pas entrevues. En pleine séance, arrivait un télégramme de Vandervelde, qui, lui aussi, modifiait son point de vue, et qui suggérait l'idée que des délégations des partis socialistes vinssent séparément et successivement exposer leurs conclusions, à Stockholm, devant la commission hollando-scandinave. C'était un simple expédient diplomatique et la réunion internationale était, en fait, exclue.

A l'unanimité, le conseil national du parti socialiste français votait un texte : 1° pour demander la convocation de l'Internationale ; 2° pour prescrire l'envoi à Stockholm d'une délégation qui apporterait aux conférences préparatoires (elles étaient qualifiées ainsi) les opinions de la section française sur les lignes maîtresses de la paix. La résolution de la commission administrative était ainsi annulée.

La conférence internationale n'eut jamais lieu. Les gouvernements anglais, italien, américain, se concertèrent pour refuser leurs passeports aux délégués qui devaient se rendre à Stockholm et y présenter des memoranda. Il est à remarquer d'ailleurs que les éléments qui se plaçaient sur le terrain défini à Kienthal, en Suisse et en Italie spécialement, étaient hostiles au voyage de Stockholm.

Ainsi, l'Internationale n'a joué que le moindre rôle durant la guerre. Disjointe, dès le premier jour, en tronçons épars, elle n'a pu trouver le moyen de les ressouder. Vainement, les masses ouvrières aspi-



raient à un rapprochement, qui, dans leur pensée, devait hâter la fin du conflit et élaborer des conditions de paix humaines, acceptables, exclusives de tout germe de conflit immédiat ou prochain. Les organismes directeurs n'entendaient pas ces appels, parce qu'ils étaient, pour la plupart d'entre eux, compromis dans des alliances de classes, s'associaient au pouvoir bourgeois, ou y préparaient leur accession. Entre l'effondrement de l'Internationale et l'exercice fragmentaire de l'autorité gouvernementale par des socialistes, il y a des relations d'effet à cause, mais l'on ne saurait dire où fut la cause et où fut l'effet. C'était, dans l'ensemble, un désaveu de toutes les affirmations qui avaient été proclamées par le passé, un affaissement de la conscience collective, en même temps qu'un débordement des appétits individuels, une subordination des idées aux intérêts brutaux et aussi la méconnaissance des conjonctures qui avaient préparé, déchaîné, prolongé la guerre. Les majorités socialistes, et, de même les majorités syndicales, reléguaient dans l'ombre le jeu permanent des rouages économiques, pour porter en pleine lumière les événements épisodiques qui avaient engendré soudain le choc des armées. Rien n'avait été plus contraire à la doctrine traditionnelle que l'attitude de ces majorités de 1914 à 1918. La révolution russe, elle-même, n'avait pas réussi à exercer sur le champ son influence totale, bien

qu'elle eût introduit un facteur nouveau, et d'une extrême puissance, dans l'histoire. Elle renforça pourtant les minorités qui allaient saisir la direction du mouvement ouvrier, et servir de lien vivant entre le passé déchu et l'avenir qui s'annonce dès 1917. Le réveil de l'Internationale sera infiniment plus rapide dans la phase de la crise mondiale qu'au lendemain de la guerre franco-allemande de 1870-71. C'est que, durant les cinquante années écoulées, ou, si l'on préfère, pendant les quarante-deux ans qui vont du congrès de La Haye au vote des crédits par les socialistes allemands et français, en août 1914, le prolétariat, sous le couvert d'une prodigieuse évolution du capitalisme, a atteint à un degré de concentration prévu, — et décisif.

---

### III

## L'ÉCROULEMENT POLITIQUE DE L'EUROPE

Les années 1917 et 1918 ont été marquées par quelques-uns des plus gigantesques écroulements politiques de toute l'histoire, mais ces écroulements, qui ont en même temps détruit ou affaibli l'ancien mécanisme économique-social, n'ont pas tous laissé après eux un statut intégralement transformé. De la révolution russe aux révolutions allemande, autrichienne, hongroise, — et l'on doit faire entrer en compte les changements qui sont intervenus en Bulgarie, — il y a la différence d'une révolution totale à des révolutions partielles, vaincues temporairement par la contre-révolution.

Les trois grandes dynasties militaires, et fondées sur l'absolutisme de droit divin, qui gouvernaient, au début du xx<sup>e</sup> siècle, les parties centrale et orientale du continent, ont disparu dans un cataclysme.

Les Romanow, les Hohenzollern, les Habsbourg, qui avaient fait leur apparition à des dates échelonnées, s'adossaient les uns aux autres, même quand ils entraient dans des combinaisons de forces antagonistes, même lorsque leurs expansionnismes étaient en conflit. Les monarques de Berlin et de Vienne n'ignoraient pas que leur sort était lié à la destinée des Tsars. Si Guillaume II et François-Joseph avaient pu prévoir le mouvement soviétique, qui s'est propagé à travers la Russie, même avant la prise du pouvoir par le bolchevisme, ils n'eussent point joué, en 1914, le rôle que l'on sait. Quelqu'aveugles, quelque fermés qu'ils fussent aux grands courants qui agitent les masses, ils avaient une notion très ferme de la solidarité des maisons royales et impériales. Leurs conseillers, sur ce chapitre, s'étaient tracé une ligne de conduite invariable. Toute révolution, qui menaçait l'un des trois empires, devait être combattue par les deux autres, et ainsi s'expliquèrent, à une certaine époque, les entrevues des trois autocrates. Bismarck, comme son maître Guillaume I<sup>er</sup>, estimait que de bonnes relations germano-russes étaient la condition même de toute stabilité pour la famille royale de Prusse, et voilà pourquoi le chancelier de fer s'était toujours proclamé le chaleureux partisan, — fût-ce au temps de la double alliance austro-allemande, convertie plus tard en Triplice, — du pacte latéral avec la Russie. Lors du grand écroulement révolutionnaire de 1905,

qui fut le premier signal de l'éveil des prolétariats grand-russe et allogène, Guillaume II offrit son concours à Nicolas II et lui prodigua les exhortations à la résistance. Si Schwartzemberg avait dit au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle : « L'Autriche étonnera le monde par son ingratitude », François-Joseph avait cependant fait appel à Nicolas I<sup>er</sup> pour vaincre la révolution hongroise qui n'était pas seulement nationaliste. Et pendant une grande partie de son règne, et même après qu'il eut occupé militairement la Bosnie-Herzégovine et Novi-Bazar et par là contrecarré les visées traditionnelles des Tsars dans les Balkans, il avait passé avec les Romanow des accords limités.

Il y avait une Sainte-Alliance des empereurs comme il y avait, en 1815, une Sainte-Alliance plus large, comme il y a actuellement une Sainte-Alliance des bourgeoisies.

Nous savons aujourd'hui, par des documents qui ont été publiés, et surtout par les rapports des conseillers de Charles I<sup>er</sup>, combien la révolution russe, à sa naissance, engendra de craintes à Vienne... Elle produisit d'autant plus d'émotion dans les capitales de l'Europe du Centre, que les liens de famille entre les Romanow et les cours germaniques étaient plus nombreux, et surtout que le prolétariat russe avait paru jusque-là moins bien armé que les prolétariats d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. L'Etat russe, malgré ses crevasses visibles, semblait moins

menacé et plus stable que les deux autres. Les courants nationalistes y étaient moins vigoureux ou moins audacieux que dans l'Empire Danubien, et la médiocrité numérique relative de la population urbaine, l'énorme prépondérance de l'élément rural, le défaut d'enseignement public, les lisières officiellement maintenues à la pensée libre, la lenteur du procès de l'évolution économique et intellectuelle envisagée dans son ensemble, conféraient, croyait-on, au tsarisme et au mécanisme bureaucratique, sur lequel il s'étayait, d'incomparables garanties de durée. Pourtant ils s'effondrèrent en un clin d'œil comme un château de cartes : le spectacle dut être terrifiant pour les dynasties et les classes dirigeantes des deux autres empires.

Il ne pouvait pas susciter moins de troubles et d'angoisses dans les monarchies constitutionnelles et les républiques parlementaires. Quelques différences apparentes qui existassent entre les institutions politiques, elles recouvraient toutes un même mécanisme social. L'organisation des pouvoirs publics n'était pas identique en Russie et en Angleterre, en Autriche et en France, en Allemagne et aux Etats-Unis ; il y avait un autocrate ou un semi-autocrate, ici, et là un roi à prérogatives limitées par le contrôle de deux assemblées omnipotentes, et plus loin des présidents de républiques à attributions variables, avec des chambres plus ou moins puissantes, mais partout la nation était coupée en

classes antagonistes. L'industrie n'avait pas une autre structure à Moscou ou à Toula qu'à Pittsburg ou à Chicago : une oligarchie industrielle pesait sur les masses salariées, vouées aux rétributions insuffisantes et au chômage, dans le bassin Westphalo-Rhénan et en Bohême, comme dans le Lancashire ou la région septentrionale de la France.

Les classes dominantes de l'occident, même lorsqu'elles s'accommodaient de la monarchie tempérée ou de la démocratie bourgeoise, optaient dans leur for intérieur pour le maintien des statuts absolutistes qui prévalaient ailleurs. Ces absolutismes, qui défendaient les vieilles institutions sociales contre les prolétaires, leur suggéraient des sympathies de principe. Ce n'était point seulement pour des raisons d'ordre diplomatique que les grands établissements français, chez nous, avaient détourné les capitaux français vers les emprunts russes. Le tsarisme leur semblait la clé de voûte de l'édifice européen. La finance américaine, qui n'avait jamais marqué une estime particulière à Alexandre III ou à Nicolas II, préférait cent fois à une révolution le raffermissement du despotisme. Et plus ces classes dominantes de l'Occident Européen ou du Nouveau Monde éloignaient leurs regards de Pétrograd ou de Moscou pour les reporter vers l'ouest, et plus elles envisageaient avec effroi les changements éventuels. Une catastrophe des Hohenzollern ou des Habsbourg devait être plus grave, plus menaçante, plus décisive

encore pour elles que l'anéantissement des Romanow, car l'exemple d'une subversion du régime allemand ou autrichien aurait nécessairement des effets plus immédiats qu'un soulèvement victorieux des masses ouvrières et paysannes de Russie. Or il se trouva que, dans l'espace d'un an et demi, toutes ces éventualités terribles se réalisèrent.

Au surplus, et dès la première heure, ce ne furent pas seulement les institutions politiques qui furent en cause, mais aussi le mécanisme social. Les éléments, qui renversaient les pouvoirs anciens, ne représentaient la classe possédante qu'en intime minorité. Les « Cadets », en Russie, bénéficièrent de la poussée populaire pendant quelque temps, mais les Soviets de prolétaires, qui avaient surgi partout et qui allaient donner leur empreinte magistrale à la révolution, ne se contentaient plus de briser l'autorité tsariste et d'édifier un Parlement à compétence illimitée ; ils aspiraient à transformer tout le statut de la propriété, à abolir les prépondérances anciennes, à concentrer aux mains des ouvriers, avec les moyens de production et d'échange, la primauté économique, et enfin, par la dictature d'une classe nouvelle, à supprimer les classes.

De même, les révolutions de l'Europe centrale, qui furent plus complexes, parce qu'en Autriche et en Hongrie la monarchie habsbourgeoise fut la victime à la fois des foules populaires et des nationalités insurgées, tendirent, dès la première minute, à



extirper le système capitaliste. Dans les résidences officielles, tandis que les Hohenzollern, les Habsbourg, les Wittelsbach et tant d'autres dynasties germaniques étaient réduits à la fuite précipitée, les organismes prolétariens typiques, qui avaient d'abord conquis droit de cité en Russie, remplaçaient les assemblées parlementaires déchues, et revendiquaient aussitôt une structure économique qui libérerait les salariés et priverait les catégories possédantes de leurs armes de domination. La révolution sociale était liée, dans l'Europe centrale et dans l'Europe orientale, à la révolution politique, qui passait au second plan. Elle bouleversait non seulement la superstructure de l'Etat, ses ouvrages extérieurs, si l'on peut dire, mais aussi toutes ses fondations et ruinait simultanément le mécanisme de la puissance publique et — ce qui était infiniment plus grave — tout l'édifice assis sur le principe de la plus-value.

Dans toutes les transformations violentes, qui se sont produites depuis 1789, les collisions de classes ont tenu leur large place. Les journées de juillet 1830, celles de février et de juin 1848, chez nous, illustrent cette constatation comme le 18 mars 1871. Les crises du milieu du dernier siècle dans le centre de l'Europe, quelque confus que fût leur aspect, ont dressé les unes en face des autres les différentes catégories sociales. Toujours les entreprises, dirigées par telle ou telle contre les oligarchies maîtresses du pouvoir

politique, correspondirent à des changements plus ou moins profonds dans le classement des forces économiques. On peut dire que, dans le monde contemporain, aucune tentative, aucune insurrection, aucune révolution n'est de nature purement politique. Il ne s'agit pas, comme dans certaines luttes des républiques italiennes ou dans les pronunciamientos espagnols ou sud-américains, de l'agression d'une coterie contre une autre coterie. Et pour reprendre de préférence les exemples, d'ailleurs si hautement significatifs, de notre histoire, 1830 a été le retour offensif de la grande bourgeoisie contre la caste nobiliaire et agrarienne, 1848 la poussée de la bourgeoisie moyenne, et 1871, l'assaut de la petite bourgeoisie à demi-ruinée et prolétarisée et du prolétariat ouvrier contre le règne de la bourgeoisie moyenne. Mais plus on avance dans les temps modernes et plus l'évolution économique s'accroît, avec la concentration des capitaux et la spoliation des masses, — et plus le ressort social doit primer, dans les événements révolutionnaires, le ressort politique. Les travailleurs, après avoir, des décades et des décades durant, lutté à titre auxiliaire pour porter au pouvoir les couches successives de la bourgeoisie, en détruisant les derniers vestiges du régime précapitaliste, luttent pour eux-mêmes — et pour eux-mêmes seulement — en sapant de toute leur vigueur le régime capitaliste. C'est la phase qui s'est ouverte, dans le domaine des

idées, avec la première Internationale, et renouvelée — après l'échec de la Commune (qui fut encore un épisode mêlé, au moins par ses origines), — avec la deuxième Internationale, et qui s'est marquée, dans l'ordre des faits, par la révolution russe et par les autres révolutions issues de la victoire soviétique.

\* \* \*

S'il est une révolution qui ait été essentiellement prolétarienne dans ses sources et exclusivement prolétarienne dans sa période suprême, c'est celle qui a eu Moscou et Pétrograd comme sièges initiaux. Les écrivains qui l'ont représentée, en tout et pour tout, comme une immense Jacquerie rurale, se sont mépris volontairement ou non. De même que l'on a eu tort parfois, et c'est ce que Kropotkine a mis en lumière avec une remarquable vigueur, de ne voir dans le renversement de notre ancien régime que le rôle de Paris et des grandes villes, de même on commettrait une colossale erreur en niant la part des agglomérations urbaines dans la destruction du tsarisme. Les groupements socialistes ou syndicaux des centres industriels n'ont certes pas été les artisans exclusifs de ce bouleversement, et, en Russie, plus qu'ailleurs, ils auraient été frappés d'impuissance, si les dizaines de millions de paysans qui étaient dispersés des deux côtés de l'Oural, ne leur

avaient prêté un concours tenace. Mais ces paysans étaient, eux aussi, des prolétaires. Il ne faudrait pas les comparer à nos gros fermiers de l'Ile-de-France ou de la Normandie. La misère était souvent leur lot; de lourdes servitudes fiscales, des sujétions de toute nature pesaient sur eux; le régime tsariste les accablait, en leur refusant toute capacité politique sérieuse et par suite les moyens de défense les plus rudimentaires : la haute bureaucratie et le clergé les rançonnaient et les écrasaient de leur supériorité sociale. La servitude économique de ces travailleurs des champs, qui peinaient sur des lopins de terre trop étroits et de valeur inégale, était encore aggravée par l'ignorance où on les maintenait systématiquement.

Ils avaient plus de haine, peut-être, pour leur gouvernement et pour la hiérarchie qui se dressait au-dessus d'eux, que nos mainmortables d'avant 1789 pour la royauté et pour les ordres privilégiés. Si le parti socialiste révolutionnaire, dès le début du siècle, avant la première grande commotion de 1905, avait eu tant d'influence auprès d'eux, c'est que rien ne les attachait au passé et qu'au contraire, ils ne pouvaient rien attendre que d'un renouvellement brusque et intégral des institutions. A coup sûr la guerre, en leur ouvrant des horizons illimités et en les contraignant à réfléchir sur eux-mêmes, a avancé de plusieurs années, ou même décades, leur assaut contre le pouvoir établi.

Lorsque la révolution éclata en 1917, les ouvriers des villes et les paysans aspiraient évidemment à la paix et ils savaient qu'ils ne l'obtiendraient pas en prolongeant le tsarisme. Même si celui-ci avait eu des velléités de sortir de la lutte, il n'osait accomplir l'acte auquel avaient songé un Sturmer et un Protopoff, parce que le maintien de millions d'hommes sous les drapeaux lui apparaissait comme une sauvegarde. Mais les masses russes ne souffraient pas seulement de la guerre en soi et des effroyables hécatombes qui s'étaient accomplies; elles souffraient encore de la crise économique et alimentaire qui s'était abattue sur tout le pays, et qui était la conséquence de la désorganisation générale et de l'anarchie bureaucratique sans cesse aggravées. On s'est imaginé, ou mieux la réaction a voulu suggérer cette impression, que le bolchevisme avait créé cette crise qui, de fait, était de beaucoup antérieure à la révolution, et qui en a été l'une des nombreuses raisons : c'est ainsi qu'en France, en 1789 comme en 1848, la misère publique a préparé les assauts donnés au régime en vigueur. Or, si le paysan et l'ouvrier de Russie réclamaient conjointement la paix, ils étaient l'un et l'autre victimes de l'insuffisance ou de la paralysie des transports, des exigences du fisc, ou de la pénurie de certains articles.

Mais il est très vrai que, dans la première phase de la révolution, ce paysan et cet ouvrier n'ont pas obtenu leur libération. Les Conseils des Soviets

avaient surgi, ou plutôt repris vie et force pour ne plus disparaître ; mais l'appareil gouvernemental tendait à se rapprocher de ceux de l'Europe occidentale ou de l'Europe scandinave. L'absolutisme croulant, la bourgeoisie saisissait l'autorité suprême, et c'est cette bourgeoisie riche, prétendument libérale, oscillante entre la monarchie et la république parlementaire, prête à s'accommoder d'un maintien ou d'un retour des Romanow, s'ils renonçaient à l'autocratie, que représentaient les Cadets. Cette bourgeoisie était de plus panslaviste, expansionniste et par conséquent belliqueuse. Milioukoff revendiquait, non moins violemment que Sasonoff, la possession des Détroits et l'exécution des traités secrets de 1915. Les Cadets furent de prime abord débordés par l'événement, comme les Feuillants cent vingt-huit ans auparavant à Paris.

Les phases de la révolution russe se succédèrent rapidement, plus vite que celles d'aucune autre révolution dans le passé. Notre époque, dans les crises de cette sorte, est caractérisée par une prodigieuse mobilité. En quelques mois la Russie a vu monter et tomber ses libéraux monarchiques, ses Girondins, ses Montagnards, et la venue des Babouvistes triomphants, et non plus écrasés, dans la mesure où les Bolchevistes peuvent être rapprochés des Égoux, a suivi ici à peu de semaines d'intervalle seulement la prise de la Bastille. Mais c'étaient toujours les mêmes éléments qui brisaient les dictatures tem-

poraires, car la révolution russe n'a été qu'une filière de dictatures, et si, en France, les Montagnards avaient hérité des Girondins et mis en œuvre les procédés de leurs adversaires, en Russie le spectacle est analogue. Et il y a plus : les causes de la chute de Nicolas II et ensuite du gouvernement constitutionnel-démocrate ont été celles du désastre de Kerenski. Les masses voulaient un régime politique et social nouveau, suffisamment assis pour qu'aucun retour offensif de la dynastie et des anciennes autorités ne fût à redouter ; elles exigeaient la paix immédiate : les paysans réclamaient la terre libre et les ouvriers l'usine affranchie.

Seule l'ouverture de la phase bolcheviste, en octobre-novembre 1917, leur suggéra l'espoir des grandes réalisations. Les gouvernements, qui s'étaient succédé jusque-là, s'étaient bornés aux promesses. Ils n'avaient ni programme ferme, ni volonté arrêtée. La France et l'Angleterre qui ne renonçaient pas à restaurer un tsarisme absolutiste ou constitutionnel, et qui marquaient une haine vigoureuse pour la révolution sociale proprement dite, pesaient sur eux pour qu'ils ne vinssent rien changer à l'ordre établi. Elles combattaient la loi agraire et se refusaient à abroger les pactes secrets. Les socialistes révolutionnaires n'osaient pas se rebeller contre leurs ordres ; ils n'avaient, du reste, point rompu avec les Cadets dont l'influence politique était démesurée, lorsqu'on la compare à l'effectif infime de leurs troupes.

Toutes les fractions socialistes russes, ou à peu près — en dehors des bolchevistes — ont joué, en 1917, le rôle qu'avaient assumé en Occident les partis socialistes associés au gouvernement. Elles avaient reculé devant la mise en œuvre des concepts qu'elles avaient formulés dans le passé, substitué des réformes anodines et dérisoires aux grands changements qu'elles avaient annoncés, et, en somme, prolongé le capitalisme. Elles avaient pratiqué la collaboration des classes et accepté le principe de la démocratie formelle, qui était en opposition évidente avec celui du régime soviétique.

Dans la plupart des autres pays, où des mouvements révolutionnaires plus ou moins profonds ont éclaté à la fin de la guerre et précipité cette fin, des majorités social-démocratiques ont conclu un pacte avec les partis bourgeois ; et c'est ce qu'une étude succincte des faits va nous démontrer. En Russie, le pacte avait été signé comme ailleurs, mais tandis qu'ailleurs il avait déterminé un arrêt temporaire de la révolution, ici il lui a donné une accélération formidable.

Contre le « socialisme révolutionnaire », ou le menchevisme demeurant isolés, le bolchevisme aurait été moins fort. Mais ce « socialisme révolutionnaire » et ce menchevisme, qui s'appuyaient au dedans et au dehors sur des assises bourgeoises, se discréditaient automatiquement.

Lorsqu'on dit qu'en Russie, une petite minorité de



150.000 hommes ou de 600.000 — selon les évaluations — s'est rendue maîtresse du pouvoir et l'a exploité pour renverser le statut économique de la vieille société, on ne s'attache qu'à un aspect des choses. Ces 150.000 hommes ou ces 600.000 ne constituèrent, comme nos Jacobins, qu'une élite combattante, assujettie à une stricte discipline et ne vivant que pour l'idée. Mais ils pouvaient compter sur l'aide active ou passive des masses. Si ces masses s'étaient prononcées contre eux, ils n'auraient pu faire prévaloir leur programme, entreprendre l'instauration du communisme, et briser tous les assauts.

On s'est demandé si la révolution russe n'avait pas été prématurée et si, en soi, elle n'était pas un démenti vivant à la doctrine marxiste. La question vaut la peine d'être posée. Une révolution qui se développe sur une pareille étendue, qui écrase toutes les attaques dirigées contre elle du dedans et du dehors, atteste, par ses actes et par ses succès, qu'elle avait poussé de solides racines dans le sol. Le rôle des capitales a été énorme dans le déroulement des faits et elles représentaient de vigoureuses concentrations d'outillage industriel ; elles n'étaient point, comme telle grande ville de l'Occident, des cités d'artistes et de petits bourgeois, mais des agglomérations presque purement prolétariennes, et ce prolétariat n'était point si neuf qu'on l'a dit dans la pratique des soulèvements armés. Il était même le seul en Europe qui se fût insurgé matériel-

lement depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, et l'expérience de 1905, pour avoir été réelle et coûteuse, avait été féconde en enseignements. C'est de ces leçons que le bolchevisme s'était emparé. Sa main-mise sur la puissance publique s'opéra si vite, si aisément et avait été si bien préparée, qu'elle s'effectua pour ainsi dire sans effusion de sang. Ce ne fut que plus tard que, la contre-révolution multipliant ses retours offensifs, la révolution cessa d'être pacifique.

Ce n'est pas le lieu ici d'étudier l'œuvre intérieure et extérieure du bolchevisme. Il n'a pas réalisé en un clin d'œil le communisme, et personne n'avait dit que le nouveau système de production et d'échange fonctionnerait au bout de quelques jours, ou de quelques semaines ; personne n'avait dit qu'il suffirait d'un coup de baguette magique pour donner au monde une physionomie toute neuve, pour abolir toutes les misères et fonder la société d'égalité absolue. Mais du moins le régime issu de la révolution a vécu et il a vécu parce que ses fondateurs, fidèles à la maxime de Saint-Just, s'étaient refusés à accomplir leur œuvre à moitié. Ils n'avaient pas admis que leur opposition fondamentale à la classe possédante dût les amener à traiter avec elle, à faire un partage du pouvoir et à sacrifier aux satisfactions personnelles, ou à des avantages sans valeur l'affranchissement des masses.

Le bolchevisme n'a pas, comme les partis social-démocrates de tant d'autres pays, relégué dans

l'oubli le mécanisme des conseils qui est le véritable appareil de la révolution ouvrière. S'il a dissous la Constituante, c'est qu'à ses yeux elle ne correspondait plus à l'état réel de la Russie transformée. Elle ne pouvait vivre que pour battre en brèche les Soviets, intriguer contre eux, les supprimer et restaurer le parlementarisme, que, d'un bond, dès le mois de mars 1917, la nation ouvrière et paysanne avait dépassé. Cette dispersion de la Constituante, qui a été si mal comprise de prime abord, sera, dans l'avenir, comme le trait spécifique de la révolution russe. On ne trouve, en tout cas, cet épisode que dans la révolution russe qui se sépare, à cet égard comme à tant d'autres, de celles de l'Europe centrale.

La révolution bolcheviste a aboli le Parlement pour donner toute la place aux Conseils ; elle a remanié le système capitaliste au lieu de le réformer. Il n'en ira point ainsi — et le phénomène ne saurait surprendre — dans les contrées où la coopération des classes va réfréner la poussée prolétarienne.

Quatre d'entre elles s'imposent particulièrement à l'étude : l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie.

\* \* \*

Le roi de Bavière avait abdiqué le 5 novembre 1918, et Kurt Eisner avait pris le pouvoir au nom des Conseils, qui avaient surgi spontanément à Munich,

comme, l'année précédente, en Russie. La république s'était instaurée du Sud au Nord du territoire germanique. Le 9 novembre, Guillaume II n'était plus qu'un monarque déchu, tandis que paraissait le manifeste du nouveau chancelier, Ebert, issu de la social-démocratie majoritaire. Les autorités militaires, en Brandebourg comme en Westphalie, avaient capitulé aux mains des conseils. La révolution semblait triomphante, révolution politique et aussi révolution sociale, puisque toute l'armature bourgeoise s'écroulait, du parlement à la bureaucratie et aux organes directeurs de l'armée et de la marine. « La victoire du peuple allemand est sans exemple », écrivait le *Vorwaerts*. Mais quel usage le prolétariat ferait-il de cette victoire, car c'était bien lui qui avait renversé les institutions anciennes ? Le problème se posait ici comme en Russie : les Conseils, qui s'étaient érigés ainsi qu'une floraison naturelle et d'une puissance irrésistible, ou une Constituante qui renouvellerait le parlementarisme ? La socialisation intégrale et rapide — (l'entreprise étant plus facile en Allemagne qu'en Russie, puisque la concentration industrielle était poussée bien plus avant et que le capitalisme se révélait infiniment plus développé), ou bien le respect de l'ancienne forme de propriété avec des étatisations progressives et des ménagements concertés ? Pour que la transformation politique et sociale fût complète, il eût fallu que l'esprit révolutionnaire prévalût dans

le prolétariat ; or la vieille social-démocratie avait favorisé le réformisme et collaboré avec le pouvoir impérial. Elle allait servir de frein, tandis que les Indépendants, eux-mêmes divisés en plusieurs tendances, hésitaient et cherchaient vainement à former le lien entre les majoritaires et les Spartaciens dont Liebknecht et Rosa Luxembourg étaient les leaders. C'est en fait cette vieille Social-Démocratie qui va sauver le régime économique, ou tout au moins le prolonger, en réduisant les conseils d'ouvriers à des prérogatives illusives.

Suivons les faits : le 10 novembre un accord intervient entre les majoritaires et les indépendants. Ceux-ci commettent une faute mortelle, en laissant Haase, Dittmann, Barth, siéger à côté d'Ebert, de Scheidemann et de Landsberg. Autre faute : des hommes de l'empire gardent en sous-ordre les portefeuilles ; le général Schenck à la guerre, Von Mann à la marine, Solf aux affaires étrangères. Les Conseils et les Spartaciens surveillent cet étrange assemblage. La *Rote Fahne*, qui est l'organe des Spartaciens, dénonce le « crétinisme parlementaire » du nouveau gouvernement, et la bataille commence. L'extrême-gauche veut d'abord la socialisation, afin que le pays soit devant un fait accompli, et, pour l'opérer, la proclamation de la dictature du prolétariat. — Scheidemann lui oppose la thèse de la démocratie formelle, que sanctionnera la convocation de la Constituante. La *Freiheit*, organe des Indépen-

dants, incline à ce moment vers l'extrême gauche. Les Spartaciens, après quelques jours de discussion, déclarent qu'ils combattront de toutes leurs forces le recours à la Constituante, et Liebknecht, — comme d'ailleurs Eisner, — signale le péril qui étreint la révolution. Le sang coule déjà. En acceptant de fixer les élections au 16 février, c'est-à-dire en renonçant effectivement à la dictature prolétarienne, les commissaires Indépendants se rallient aux majoritaires, que la bourgeoisie catholique, démocrate, nationale-libérale, appuie de toutes ses énergies. Kautsky, dans la *Munchener Post*, développe le concept de la démocratie traditionnelle et porte à son comble l'irritation des Spartaciens. A ce moment — on est en décembre — les conseils de soldats se rangent en majorité du côté de Scheidemann et d'Ebert. De graves troubles éclatent le 23 et le 24, à la suite de la rébellion d'une division de marine, et le gouvernement enregistre un échec. Le 29, les Indépendants, sortant de leur irrésolution, se retirent du pouvoir; de 6 l'effectif des commissaires descend à 5; Noske et Lœbe remplacent Haase, Dittmann et Barth, et Wissell refuse le mandat qu'on lui a offert. La Social-démocratie majoritaire détenant désormais toute la réalité de la puissance publique, et la classe possédante s'abritant derrière elle, la période de réaction s'ouvre. Indépendants et Spartaciens, sans se coaliser expressément, se dressent en face des réformistes, qui se proposent, comme

unique objectif, la réunion de l'assemblée nationale. Ebert est à l'intérieur, Scheidemann aux affaires étrangères, Noske à la guerre. Tandis qu'ils s'installent, la conférence de la ligue Spartacienne proclame la création du parti communiste et plusieurs orateurs se prononcent pour la dislocation violente de la Constituante future. « L'État se défendra », dit la *Gazette de l'Allemagne du Nord*.

Devant l'insurrection qui s'organise, Noske assume le commandement. Les Indépendants, à la dernière minute, s'entremettent, mais en vain, et une partie de leurs troupes collaborent avec les Spartaciens. La bataille des barricades éclate le 5 janvier 1919 et va durer plus d'une semaine. Noske, soutenu par les anciens partis de l'empire, qui l'exhortent d'ailleurs à une répression violente, par haine et par calcul, se sert de la garde qui lui donne la victoire. Les canons et les lance-flammes sauvent le gouvernement dans ce péril extrême. Le 16, Liebknecht et Rosa Luxembourg meurent assassinés. Avec les chefs majoritaires, c'est la contre-révolution qui a vaincu.

Les chefs majoritaires et la contre-révolution ont vaincu, mais celle-ci n'est pas satisfaite de son succès et vise plus ouvertement à la restauration de la monarchie; elle se démasque avec d'autant plus de brutalité que les cadres de l'armée, où elle prédomine, ont été les instruments les plus solides de la répression. Mais la révolution elle-même, si elle

est battue, n'est ni anéantie, ni frappée gravement. Elle se réorganise au travers des troubles qui se renouvelleront, comme parmi les périodes plus calmes. Au lendemain de la semaine sanglante de Berlin, s'ouvre le scrutin à la Constituante qui donne aux majoritaires six fois plus de sièges qu'aux Indépendants. Les majoritaires, qui remportent un avantage sensiblement analogue aux élections de la Diète Prussienne, à la fin de janvier, deviennent le grand parti gouvernemental, qui sévit, par Noske, — à Hambourg, à Brême, à Dusseldorf comme à Berlin, — contre les mouvements Spartaciens. Scheidemann forme son cabinet, où il introduit les catholiques et les démocrates, tandis qu'un peu partout, dans les États particuliers, des ministres social-démocrates collaborent avec des ministres bourgeois. Kurt Eisner a subi le sort de Rosa Luxembourg et de Liebknecht; la *Freiheit* peut écrire : « Trois mois après le triomphe ouvrier de Novembre, nous sommes plus loin du but. » Les socialistes de droite soutiennent l'ancien régime, cédant au militarisme bourgeois qu'ils ont relevé. Ils ont fait leur ministère avec le centre et les démocrates, écarté les Conseils, et se sont mis aux ordres des capitalistes.



Les circonstances ont été un peu différentes en Autriche. Les chefs de la social-démocratie ont allé-



gué la triste condition de la petite République démembrée du grand empire Habsbourgeois, les menaces de l'Entente, la disette et la ruine, pour justifier leurs compromis avec les groupements bourgeois. Ici aussi le mouvement révolutionnaire a été desservi, paralysé, frappé par de telles alliances. On ne peut se concerter avec la contre-révolution, lorsqu'on veut renverser le régime qui lui sert d'assise.

L'Etat de Charles I<sup>er</sup> s'est disloqué à la fin d'octobre 1918 : les nationalités qui y formaient un conglomérat dynastique, une hiérarchie d'oppressions, se séparent les unes des autres. L'indépendance tchèque est proclamée le 28 octobre, celle des Sud-Slaves le 29, celle de l'Autriche le 30. Un gouvernement provisoire surgit à Vienne, où les socialistes prédominent. Tout naturellement, dans le pays où s'accomplit la révolution, quelle qu'en soit la tendance initiale, le socialisme joue le premier rôle, parce qu'il bénéficie de son programme, de son idéologie, même quand les hommes qui le représentent ont rompu avec la doctrine. Or le socialisme autrichien, s'il a produit des intellectuels et des organisateurs de valeur, s'il a su discipliner les masses et pousser son recrutement, a toujours pratiqué l'opportunisme. S'il a recouru aux mouvements des foules, ç'a été pour les mettre au service de sa revendication du suffrage universel. La majeure partie des chefs a entrevu la transformation sociale à travers la conquête progressive du Parle-

ment. Dès la première heure, le journal officiel du parti, l'*Arbeiterzeitung*, a pris position contre l'extrême gauche Berlinoise, celle de Liebknecht, en l'accusant, victorieuse ou vaincue, de compromettre la révolution prolétarienne.

Le 16 février, ont lieu les élections à la Constituante. Elles produisent une chambre sans majorité : 70 social-démocrates, 62 socialistes chrétiens, 23 libéraux, 3 paysans. Les social-démocrates, qui l'ont emporté à Vienne et en Carinthie, ont recueilli 1.240.000 voix, mais les chrétiens sociaux, qui gardent l'avantage partout ailleurs, arrivent à 1.030.000.

Une coalition se noue, la plus monstrueuse de toutes, puisqu'elle accouple un parti qui réclame la transformation intégrale au parti qui représente le pire conservatisme. Le chancelier Renner, le leader des social-démocrates, pour faire accepter cette alliance — qui l'eût indigné lui-même six mois plus tôt — avec les chrétiens-sociaux, s'évertue à montrer que toute autre solution, la dictature du prolétariat par exemple, est inviable. Il préconise un programme de pur démocratisme politique, en y adjoignant des socialisations progressives et surtout hypothétiques. L'*Arbeiterzeitung* affecte de croire qu'à ces socialisations les campagnes se rallieront comme les villes.

Le cabinet qui se forme comprend 6 socialistes, dont Otto Bauer aux affaires étrangères, 5 chrétiens

sociaux et 4 neutres. La motion Kautsky trouve son application une fois de plus. Forcément ce ministère, qui a tant d'éléments contraires à ménager, et le parti social-démocrate qui assume les responsabilités, gardent une attitude ondoyante. Quand le régime soviétique s'instaure à Budapest, Adler, président du comité exécutif des conseils ouvriers, répond aux commissaires hongrois : « Nous ne pouvons vous suivre. » Mais, en même temps, il favorise partout la création des conseils ouvriers et aussi des conseils de paysans, au point d'inquiéter la grande bourgeoisie viennoise.

Est-ce à dire que la social-démocratie autrichienne veuille laisser à ces organismes une grande autorité? Non point. Renner, qu'émeut l'apparition du communisme, veut relier les conseils ouvriers à la Constitution, les submerger dans la masse des articles, en les envisageant comme une simple représentation professionnelle. C'est à un expédient analogue qu'on a recouru en Allemagne pour leur donner consécration légale, tout en les reléguant à l'arrière-plan. Et l'*Arbeiterzeitung* publie toute une série d'articles pour démontrer que l'Autriche ne peut imiter la Russie; elle allègue que la dictature prolétarienne des villes ne tiendrait pas contre les campagnes chrétiennes-sociales, le paysan des rives du Danube n'ayant pas devant lui, comme le paysan russe ou magyar, d'immenses propriétés féodales. Elle ajoute que la jeune République serait immédia-

tement privée de subsistances par l'Entente, si elle cheminait trop vite.

Les élections municipales du 4 mai 1919, à Vienne, renforcent les social-démocrates en leur assurant 100 sièges contre 30 aux chrétiens-sociaux, mais, en même temps, les communistes élèvent la voix ; ils protestent d'autant plus fort que le gouvernement commence à sévir contre eux. En dénonçant la coalition, ils flétrissent les manquements à la doctrine, les déviations continues dont les chefs social-démocrates sont coupables ; ils portent leurs accusations, non sans audace, aux conseils ouvriers qui ont une grosse majorité réformiste, et où Adler leur répond invariablement que l'alliance socialiste-chrétienne est un mal nécessaire.

Telle est bien la pensée de son parti puisque, le 18 octobre encore, le cabinet étant remanié, et, Bauer se retirant, 3 portefeuilles demeurent dévolus à la social-démocratie ; puisqu'aussi le congrès du 31 octobre ratifie l'acte et adopte un programme purement travailliste. La scission se prépare cependant, par la force des choses, entre les deux éléments qui se sont juxtaposés au pouvoir. Vainement, Renner multiplie ses discours en faveur de la démocratie formelle. Les chrétiens-sociaux aspirent à se libérer, afin de saisir la puissance pour eux-mêmes. Les élections du 17 octobre 1920 vont combler leurs vœux, car ils gagnent assez de sièges pour éliminer les social-démocrates. Ceux-ci se consolent en cons-

tant que le communisme, vers lequel tendent les socialistes de gauche, n'est pas encore une force électorale.

Pendant près de deux ans, en arguant des circonstances, la social-démocratie autrichienne a pratiqué la collaboration comme le vieux parti allemand. Si elle n'a pas exercé une répression sanglante, les conjonctures étant autres, elle a cependant affaibli, paralysé l'action ouvrière, ruiné la vigueur qu'elle avait en elle-même, facilité le jeu de la réaction et ramené celle-ci au pouvoir. Les cléricaux ont été, à Vienne comme à Berlin, les bénéficiaires de la coalition. Loin sont les journées de novembre 1918, où le prolétariat pensait son heure venue !

\* \* \*

La révolution a éclaté, en Hongrie, à la fin d'octobre 1918, les allogènes combinant leur effort avec celui des socialistes et du groupe Karolyi que l'on peut qualifier de démocrate avancé. Des manifestations se produisent un peu partout, dont certaines aboutissent à des collisions sanglantes ; une partie de l'armée se mutine, tandis que les masses, au moins dans les villes, acclament la République. Dans le pays Magyar proprement dit, l'on ne compte qu'un grand centre industriel : Budapest, et c'est là que les organisations ouvrières sont puissantes, mais le

paysan, contre lequel ont été établies des lois de fer qui alourdissent pour lui le servage, déteste le régime des magnats. Même s'il n'agit pas directement pour renverser le régime politique féodal ou censitaire, qui s'étaye sur la grande propriété agrarienne, il assiste avec une satisfaction intérieure aux événements. Le 31 octobre, Karolyi, qui était le leader de l'opposition de gauche à la Chambre, mais qui n'a pas la moindre affinité avec le socialisme, forme un cabinet insurrectionnel : Kunfy y représente la Social-démocratie au département de la prévoyance sociale. Le journal du parti, le *Nepszava*, souscrit à cette coalition brusquement nouée, en alléguant que le prolétariat ouvrier est trop peu nombreux pour s'attribuer toute la puissance publique. Les conseils de soldats, qui se sont constitués, comme en Autriche et en Allemagne, approuvent la combinaison en novembre, mais comme ailleurs, les communistes qui grossissent leurs effectifs, à la faveur des circonstances, blâment le rapprochement qui s'est opéré entre éléments socialistes et radicaux bourgeois. Des émeutes éclatent dans la région minière de Salgo-Tarjan au début de janvier. Les conseils maintenant réclament un ministère purement socialiste ou à prédominance socialiste. Karolyi, élu président de la République, se borne à remanier le cabinet et à y appeler quatre social-démocrates : Boehm à la guerre, Garamy au commerce, Kunfy à l'instruction publique et Peidl à la prévoyance sociale. La lutte

ouverte avec les communistes remplacera la simple polémique.

Dès la fin de janvier, c'est la scission absolue et le gouvernement fait arrêter Bela Kun, dont l'action va croissant. A la crise intérieure s'ajoute la crise extérieure, car les Alliés formulent en faveur de la Roumanie des exigences territoriales, auxquelles le ministère hongrois se refuse à souscrire.

Le 22 mars, Karolyi passe la main au communisme, qui organise la République des Conseils, le transfert du pouvoir s'opérant pacifiquement. Les institutions soviétiques russes servent de modèle : toute autorité aux assemblées prolétariennes superposées, du village au centre ; armée rouge ; travail forcé. Ce n'est pas le lieu de rappeler l'histoire de cette phase ni d'analyser longuement les causes de la victoire contre-révolutionnaire qui la ferme. En se retirant, Bela Kun déclara au Conseil central que l'heure du communisme reviendrait, et d'autres commissaires ajoutèrent que l'Entente ne voulant pas reconnaître la République prolétarienne hongroise, on n'avait le choix qu'entre la soumission et l'écrasement sanglant.

Mais, dans cette défaite du communisme, la social-démocratie réformiste allait chercher à restaurer sa propre autorité. Et, par là, elle venait jouer le même rôle qu'en Allemagne. Tandis que Bela Kun résignait sa charge le 2 août, Peidl, qui avait été ministre avec Karolyi, formait un gouvernement et prétendait

s'appuyer sur les syndicats social-démocrates, pour conclure l'armistice définitif avec les Etats alliés. Or les Alliés lui marquèrent leur hostilité et le 4 août, les Roumains entraient dans Pesth, d'accord avec les trois comités contre-révolutionnaires constitués par les magnats à Arad, à Vienne et à Szatmar.

Le ministère Peidl était écarté et la combinaison Friedrich, à laquelle les social-démocrates avaient refusé leur concours, ramenait au pouvoir la réaction féodale et royaliste. Mais ces mêmes social-démocrates fournissaient, trois mois plus tard, au cabinet Huszar, qui représentait les mêmes tendances que le cabinet Friedrich, deux secrétaires d'Etat, Peyer et Miakitz, et les maintenaient en fonctions jusqu'au lendemain des élections de 1920. Bien qu'ils se fussent abstenus à ce scrutin, ils avaient cessé de pratiquer la lutte de classes et rompu en fait avec toutes les doctrines anciennes. Leur alliance avec les démocrates radicaux avant la période soviétique, et avec les monarchistes, après la clôture de cette période, leur participation au régime Horthy qui avait déchainé la terreur blanche, les avaient totalement discrédités.



Tel a été enfin le sort des Socialistes Larges de Bulgarie. Ce parti, à l'heure où la situation du royaume devenait grave, en septembre 1918, avait



admis la collaboration au gouvernement, à condition qu'une paix de conciliation fût au plus tôt négociée. Cette attitude n'avait rien qui contrastât avec son réformisme invétéré, que les Etroits dénonçaient depuis des années.

Le cabinet de Sofia se résigna à l'armistice le 29 septembre, alors que des divisions mutinées marchaient sur la capitale. Le 3 octobre, le tsar Ferdinand abdiquait. Le 17, se formait le deuxième cabinet Malinof, où entraient Sakasof, le leader des Larges. Bien que les Etroits en prissent avantage pour développer leur propagande, Sakasof demeura, en novembre, dans le nouveau ministère Théodoroff, où il fut rejoint par Dzidrof, qui prenait la justice et, un peu plus tard, par Pastoukof, qui recevait l'intérieur.

Tandis que les Etroits préconisaient la révolution intégrale, les Larges envahissaient les administrations. Contre le communisme auquel avaient adhéré les Etroits, qui recrutaient d'importants contingents et qui organisaient de nombreuses démonstrations, Pastoukof sévissait sans arrêt, prescrivant des centaines d'arrestations. Mais aux élections du 17 août, les communistes, qui n'avaient jusque-là recueilli que 47.000 voix et 11 mandats à l'Assemblée nationale, enlevaient 120.000 voix et 47 mandats. Ils battaient les Larges qui n'obtenaient que 39 élus et qui ainsi passaient à l'arrière-plan. Du coup, les Larges perdaient toutes chances de se prolonger au

pouvoir. C'étaient les paysans, avec Stambouliski qui s'approprièrent temporairement la maîtrise de la puissance publique.

Ainsi les partis socialistes qui s'étaient dressés, avant 1914, contre le régime capitaliste et qui, dans leurs déclarations répétées, avaient annoncé la révolution prolétarienne, avaient, pour la plupart, renoncé aux thèses doctrinales communément admises. Non seulement, ils avaient, pendant la période de guerre, accepté de siéger dans les conseils des ministres, au nom des institutions mêmes qu'ils avaient combattues, mais encore ils n'avaient pas su ou voulu exploiter le grand ébranlement politique et social, qui avait marqué la fin de la guerre. Au lieu d'utiliser la crise, la dislocation générale qui s'était manifestée, l'affaissement évident de l'ancienne société, ils avaient, en quelques-uns des pays les plus directement atteints, protégé l'armature croulante de l'Etat, et soutenu la répression. Les majorités réformistes avaient pris position contre les minorités qui prétendaient réaliser le programme traditionnel. Le prolétariat s'était tragiquement divisé, parce que les cadres bureaucratiques et parlementaires, ou jugeaient inopportune la transformation intégrale, ou s'apeuraient devant les événements, ou pactisaient ouvertement avec la classe possédante. Dans la confusion et la détresse du monde, la classe ouvrière, elle-même, indécise et fractionnée, hésitait devant la tâche historique qu'elle

s'était tracée. Les empires militaires, sauvegarde de la conservation ou de la réaction universelle, s'étaient effondrés, mais dans les territoires de deux d'entre eux, sur trois, la révolution des travailleurs avait été brisée net dès sa naissance. C'était une démonstration lumineuse entre toutes, et, en même temps, l'une des raisons fondamentales de la crise socialiste.

---

## IV

### LA DISLOCATION DE LA II<sup>e</sup> INTERNATIONALE

La II<sup>e</sup> Internationale qui n'avait pas réussi à relier ses tronçons épars durant la guerre, qui n'avait pas su abrégé cette guerre, qu'avaient surprise les effondrements révolutionnaires de Russie, d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, ne se résignait pas à disparaître. Elle voulait manifester sa présence et sa force, ressaisir le prestige dont elle avait disposé jadis auprès des prolétaires des deux mondes. Si elle n'avait d'abord attaché qu'une importance médiocre aux trois conférences zimmerwaldiennes de Zimmerwald même (septembre 1915) de Kienthal (avril 1916) et de Stockholm (septembre 1917), elle avait fini par s'apercevoir de l'importance du rôle idéologique que ces réunions avaient joué. Elle appréhendait pour l'avenir de son crédit, pour la

réalité de son influence, et voilà pourquoi au lendemain de l'armistice elle s'essaya à revivre. Mais il arriva que cet essai de résurrection coïncida précisément avec l'ouverture d'une phase d'irréversible dissociation.

Les partis qui l'avaient constituée avaient presque tous noué des pactes temporaires avec les classes possédantes. Elle n'avait gardé qu'un lien théorique, de 1914 à 1918, entre ses diverses fractions, qui s'étaient en majorité associées aux gouvernements nationaux. Aussi fut-il malaisé d'organiser une première réunion qui rassemblât les morceaux disjoints.

Cette réunion se tint à Berne au début de février 1919, c'est-à-dire trois mois après la signature de l'armistice.

Au mois de septembre 1918, la conférence inter-alliée de Londres avait décidé qu'un congrès ouvrier mondial siégerait en même temps et dans le même lieu que la conférence de la Paix. Mais cette idée fut abandonnée, parce que le gouvernement français déclara s'opposer à la venue à Paris des délégués allemands, autrichiens, hongrois et bulgares. On choisit donc la capitale fédérale de la Suisse. Laissant de côté la conférence syndicale, je ne m'occuperai ici que de la conférence socialiste.

Le parti ouvrier belge refusa de se faire représenter, alléguant qu'il voulait renvoyer à plus tard la reprise de contact avec la Social-démocratie allemande, et sa décision entraînait la démission de

Vandervelde, demeuré jusque-là président du bureau Socialiste International. Le parti socialiste américain n'avait pas obtenu de passeports de son gouvernement. Le parti officiel italien, qui avait été à Zimmerwald, et qui dès ce moment considérait la II<sup>e</sup> Internationale comme caduque, se prononça contre toute participation. Il en alla de même du parti socialiste suisse et pour des raisons analogues : 238 voix contre 147 optèrent pour l'abstention, à un congrès extraordinaire qui se tint à Berne même le 2 février, et le président du parti, Muller, se retira à la suite de ce vote. A l'heure où elle réunissait la conférence, la II<sup>e</sup> Internationale constatait son propre affaiblissement.

Un certain nombre de résolutions furent adoptées à Berne : sur les responsabilités de la guerre, sur la Société des Nations, sur les questions territoriales, sur la démocratie et la dictature, sur la législation internationale du travail.

Une première division s'accomplit sur la démocratie et la dictature. Le texte de la commission comportait un désaveu de la révolution soviétique : il fut adopté par la Suède, l'Allemagne, la moitié de l'Autriche allemande, l'Argentine, l'Arménie, la Bohême, la Bulgarie, la Grande-Bretagne, le Danemark, l'Esthonie, la minorité française, la Finlande, la Géorgie, la Hongrie, la Lettonie, les réformistes italiens, la Palestine, la Pologne, la Russie (les Bolchevistes n'y étaient pas) et l'Ukraine. Une autre

motion dite Adler-Longuet disait en particulier : « Nous mettons le prolétariat en garde contre toute espèce de flétrissure qu'on voudrait appliquer à la République russe des Soviets, car nous n'avons pas une base suffisante pour prononcer un jugement. » Elle recueillit l'adhésion de la Hollande, de l'Espagne, de la Norvège, de l'Irlande, de la majorité française, de la moitié de la délégation autrichienne et d'un délégué grec.

Avant de se séparer, la conférence décidait qu'une délégation se rendrait en Russie, afin d'y accomplir une enquête impartiale sur l'œuvre et les méthodes de la République des Soviets.

Elle arrêtait encore que les organisations représentées à Berne devaient exercer la plus grande influence sur la conférence de Paris. Une commission de deux membres par organisation affiliée recevait mandat — avec un comité exécutif (Branting, Henderson, Huysmans) de surveiller l'exécution des résolutions adoptées, de convoquer à nouveau la conférence socialiste, de préparer l'ordre du jour du congrès, et de faire les démarches nécessaires pour réorganiser immédiatement l'Internationale.

Enfin on reconnaissait que la guerre avait provoqué des malentendus et de grandes différences d'attitudes, mais on exprimait l'espoir que les classes ouvrières de tous les pays pourraient s'unir rapidement sur la base des principes de l'Internationale.

En réalité, la tentative de Berne n'avait produit

que des résultats médiocres, et elle avait surtout mis en lumière les divergences de vues, que la crise mondiale avait suscitées au cours de son développement et qui, au lieu de s'atténuer, allaient s'aggravant.

On avait remarqué que l'extrême-gauche allemande — le groupe spartakiste — s'était abstenu, tout comme les communistes de Hongrie et de la plupart des pays. Clara Zetkin, critiquant en avril la conférence de Berne à une réunion des Indépendants, tirait ainsi la morale du débat qui avait eu lieu.

« La vieille Internationale est morte dans la honte ; elle ne peut plus être ressuscitée. Le rétablissement d'une Internationale d'action a été empêché à Berne, car on y a trompé les masses. On a évité de se séparer nettement des social-démocrates majoritaires, provoquant ainsi une grande confusion. Il faut condamner de la façon la plus sévère le fait qu'on s'est séparé des bolchevistes. Le rejet de la motion Adler constitue une provocation à leur égard. »

La commission permanente internationale, que la conférence de Berne avait substituée à l'ancien bureau socialiste, se réunit plusieurs fois. A sa session d'Amsterdam en avril, elle envisagea les questions territoriales, la reconstruction de l'Internationale, et le manifeste de Moscou, la convocation du congrès général, etc.

Comme ce congrès général était différé pour plusieurs raisons, on le remplaça par une nouvelle



conférence qui se tint du 3 au 10 août 1919. La seconde Internationale, qui affirmait toujours plus hautement sa volonté de vivre et de se réorganiser, au fur et à mesure que de nouveaux obstacles et de nouvelles menaces surgissaient autour d'elle, prétendait se doter d'un statut remanié.

Il fut arrêté qu'un préambule et des articles organiques seraient soumis au Congrès de Genève lorsqu'il se réunirait.

Le préambule fondait l'Internationale sur les principes suivants :

1<sup>o</sup> Organisation politique et économique de la classe des travailleurs dans le but d'abolir la forme capitaliste de la Société; transformation du régime capitaliste en régime socialiste, c'est-à-dire collectiviste ou communiste;

2<sup>o</sup> Union et action internationales pour l'organisation de la véritable Société des Nations;

3<sup>o</sup> Représentation et défense des intérêts des peuples opprimés et des races sujettes.

Chaque pays constituait sa propre section qui réglait elle-même son mode de représentation dans les organes divers de l'Internationale.

Ces organes étaient le congrès, le conseil international (formé de deux délégués par pays, il se réunissait une fois l'an), le comité exécutif (treize membres, réunion trimestrielle) et le secrétariat. L'échelle des votes au conseil international et au congrès était remaniée.

Dans l'ensemble, ces nouveaux statuts ne différaient qu'assez modérément des anciens. Mais il ne suffisait pas de se doter d'une charte constitutive : le mécanisme n'est pas forcément la vie.

Le congrès de Genève qui avait été plusieurs fois différé, fut encore, le 22 décembre, renvoyé au 31 juillet, sur la demande de l'Autriche, de la Hollande, de la Suède.

Ces ajournements successifs mesuraient bien toutes les indécisions et soulignaient les faiblesses des partis encore adhérents à la II<sup>e</sup> Internationale. Les dirigeants de cet organisme déclinant ne semblaient pas s'apercevoir que, plus ils attendaient pour donner une forme solennelle aux délibérations, et plus ils accumulaient les risques d'affaiblissement. Nous verrons plus loin comment les épisodes de premier plan se multiplièrent de 1919 à 1920 dans la vie ouvrière mondiale. Soit que des partis alassent d'un jet adhérer à l'Internationale de Moscou, soit que d'autres, tout en sortant de celle de Berne et de Lucerne, préférassent réserver leur avenir, soit encore que l'histoire politique et la crise économique vinssent créer des divisions plus profondes dans les groupements prolétariens.

Le congrès de Genève s'ouvrit le 31 juillet. L'Allemagne n'y était représentée que par la Social-Démocratie, les Indépendants ayant rompu avec la II<sup>e</sup> Internationale à leur congrès de Leipzig. Du côté Français, seuls siégeaient les exclus (et la fraction

était étroite) du congrès de Strasbourg. L'Angleterre était présente avec son Labour Party, bien que certains groupements y fussent d'un esprit très contraire à celui qui allait régner. Présents aussi le Danemark, la Hollande, la Suède en quasi totalité ou par des majorités. Le parti ouvrier belge avait délégué ses leaders ; l'Italie et la Suisse n'étaient pas revenues sur leurs décisions antérieures ; l'Espagne évoluait vers Moscou ; l'Autriche s'était récusée. En fait il n'y avait là qu'un morceau d'Internationale, et tous les partis, qui le constituaient, avaient ou avaient eu des ministres dans leurs rangs. On chercha en vain un compromis entre l'idéologie et la terminologie anciennes et les pratiques nouvelles. La vie avait quitté les organisations qui venaient discuter le passé plutôt que l'avenir. Ce congrès contrastait avec ceux de l'avant-guerre, bouillonnants d'idées, frémissants d'enthousiasme... On parla de la Société des Nations, des responsabilités de la guerre, des socialisations qu'on envisagea à la manière des radicaux étatistes, et surtout l'on prit position nette, agressive à l'endroit du bolchevisme. Vandervelde prononça sur ce thème un discours virulent.

Finalement le congrès transféra le secrétariat à Londres, — en ajoutant que ce dernier resterait provisoirement à Bruxelles. Ce fut son seul acte, un acte de pure stratégie politique : il était utile de ménager et de garder le Labour Party.



La III<sup>e</sup> Internationale continuait sa route, et sa propagande s'exerçait avec une vigueur et une autorité grandissantes.

Elle existait en fait depuis le jour où la révolution russe était entrée dans sa phase bolcheviste en novembre 1917. Elle se liait par l'idéologie, aux conférences zimmerwaldiennes, et l'on ne saurait oublier qu'à Kienthal, la gauche avec Lénine avait déjà proclamé irrémédiable la décadence de la II<sup>e</sup> Internationale, nécessaire et urgente la création d'une Internationale nouvelle. Celle-ci devait s'établir d'autant plus rapidement et plus fortement, qu'elle s'appuyait non plus sur des partis en quête de la libération ouvrière, mais sur un parti qui avait saisi le pouvoir après avoir renversé les combinaisons antérieures.

Le 24 janvier 1919, Lénine et Trotsky au nom du Comité Central du parti communiste russe, et avec un certain nombre d'autres communistes de Pologne, de Finlande, de Hongrie, de Lettonie, de l'Autriche allemande, des Balkans et d'Amérique, lançaient un appel aux communistes du monde entier. Ils les conviaient à se rendre au premier congrès de l'Internationale Communiste.

Cet appel était long. Il montrait que, pendant la guerre et la révolution, s'étaient révélées non seu-

lement la faillite complète des vieux partis socialistes et social-démocrates et, par suite, celle de la II<sup>e</sup> Internationale, mais aussi l'incapacité des éléments intermédiaires (le centre) pour les actions révolutionnaires effectives. La marche de la révolution mondiale, qui pose sans cesse des problèmes nouveaux, les dangers que lui font courir les États capitalistes, les tentatives que multiplient les partis socialistes réformistes pour s'entendre entre eux et avec les bourgeoisies, tout exigeait un rassemblement prochain des partis révolutionnaires.

Les thèses, que l'on proposait pour bases, étaient les suivantes :

1<sup>o</sup> Le système capitaliste se décompose. La culture européenne s'effondrera, si le capitalisme n'est pas anéanti.

2<sup>o</sup> Le prolétariat doit s'approprier le pouvoir de l'État par la suppression de l'appareil gouvernemental bourgeois, et la création d'un appareil gouvernemental prolétarien.

3<sup>o</sup> Cet appareil doit reposer sur la dictature du prolétariat.

Le type de l'État prolétarien ne sera pas la fausse démocratie bourgeoise, mais la démocratie prolétarienne, — non pas le parlementarisme, mais le gouvernement des masses par leurs propres organes électifs. Le système soviétique était présenté comme l'institution concrète qui répondit le mieux à ces idées.

4° La dictature du prolétariat déterminera l'expropriation immédiate du capital, qui deviendra propriété de la nation tout entière. Il y aura socialisation de la grande industrie et des banques, confiscation des terres des propriétaires fonciers, monopolisation du grand commerce.

5° La bourgeoisie sera désarmée et le peuple muni d'armes.

6° Les prolétariats révolutionnaires devront assurer entre eux le maximum de contact, et les pays où la révolution socialiste est victorieuse faire bloc.

7° « La méthode principale de la lutte consiste dans l'action des masses du prolétariat jusqu'au conflit ouvert à main armée avec le pouvoir de l'État capitaliste. »

Ce manifeste examinait ensuite l'attitude à adopter, par les communistes, vis-à-vis des différentes fractions socialistes.

En ce qui concernait la droite, les « social chauvins », ceux qui avaient soutenu les bourgeoisies pendant la guerre, il préconisait la lutte sans merci.

Pour le centre dont il dénonçait l'instabilité et l'indécision, il estimait qu'il fallait le critiquer impitoyablement et séparer les troupes des chefs.

Enfin il recommandait qu'on se solidarisât avec les éléments du mouvement ouvrier révolutionnaire qui, sans avoir figuré dans les partis socialistes, — les syndicalistes par exemple, acceptent la dictature prolétarienne sous la forme soviétique.

Le congrès des « partis communistes » se tenait le 2 mars 1919 à Moscou et fondait l'Internationale communiste qui, dès lors, avait vie officielle. Mais il renvoyait au prochain congrès la constitution définitive du nouvel organisme. Il en confiait la direction à un comité exécutif comprenant un délégué de chacun des partis affiliés. Il réservait dans une certaine mesure l'avenir, afin que tous les partis, qui se rallieraient dans un délai déterminé à ses thèses générales, pussent exercer leur action légitime.

Les idées essentielles de la III<sup>e</sup> Internationale avaient été formulées dans l'appel du 24 janvier. Elles furent encore précisées dans les résolutions du premier congrès.

1<sup>o</sup> L'heure de la lutte finale des classes est arrivée, telle qu'elle a été annoncée par le manifeste communiste, qui demeure le document fondamental du mouvement ouvrier, et qui, on le sait, a été l'œuvre de Marx et Engels. La III<sup>e</sup> Internationale s'y rattache comme les deux Internationales qui l'ont précédée, mais alors qu'en 1864 et en 1889, la bataille entre prolétariat et bourgeoisie n'était pas encore entrée dans la phase suprême, la solution est imminente. Réalisée par la Russie, elle se prépare pour l'universalité des États.

2<sup>o</sup> Les partis révolutionnaires doivent s'unir entre eux et briser tout contact avec les partis réformistes.

3<sup>o</sup> Le régime capitaliste est responsable de la

guerre mondiale qui a préparé la révolution mondiale.

4° Le capitalisme s'est condamné de par ses contradictions internes, de par la paupérisation des masses, et le réformisme a démontré sa stérilité et ses périls mortels.

5° Le prolétariat doit saisir le pouvoir, s'arroger la dictature et, par elle, transformer tout le mécanisme et diriger la production. La démocratie bourgeoise n'est qu'une duperie et sert de paravent à l'oligarchie financière. Le régime soviétique, celui des conseils ouvriers et paysans, qui lui sera substitué, sera l'expression de la démocratie prolétarienne.

Le manifeste du Congrès de Moscou formulait ces deux affirmations :

« Si la guerre de 1870 porta un coup à la I<sup>re</sup> Internationale en attestant qu'il n'y avait aucune force organisée des masses derrière son programme, la guerre de 1914 a tué la II<sup>e</sup>, en montrant qu'au-dessus des organisations ouvrières, s'étaient érigés des partis qui servaient docilement la domination bourgeoise. »

« Si la première Internationale a prévu le développement à venir et préparé les voies, si la deuxième Internationale a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la III<sup>e</sup> Internationale est l'Internationale de l'action des masses et de la réalisation révolutionnaire. »





Le Congrès de Moscou était un point de départ et marquait une date. Le processus de dislocation de la II<sup>e</sup> Internationale allait s'accroître avec rapidité.

Le 19 mars, le Comité Directeur du parti socialiste italien, qui avait déjà refusé de se faire représenter à Berne, votait la motion suivante par 10 voix contre 3.

« La Direction du P. S. I., prenant acte que le bureau socialiste International est désormais un instrument de la politique de guerre de la bourgeoisie pseudo-démocratique tendant à la mystification du prolétariat et ne sert qu'à entraver la reprise de l'activité de l'Internationale socialiste révolutionnaire, constate qu'ont été vains tous les efforts tentés pour redonner la vie aux énergies du prolétariat socialiste au moyen du B. S. I. qui s'est fait l'otage de la bourgeoisie impérialiste de l'Entente, — que l'alliance, conclue à Berne entre les tendances socialo-patriotiques de l'impérialisme ententiste et les tendances socialo-patriotiques des Empires Centraux, met en pleine lumière le caractère réactionnaire de toutes les fractions qui ont failli aux engagements de l'Internationale contre la bourgeoisie capitaliste, qui a jeté les peuples dans la guerre;

« Constatant qu'il est par suite inconcevable de voir demeurer dans un organisme unique ceux qui

ont gardé leur foi dans les principes de l'Internationale, et ceux qui l'ont trahie et qui s'opposent présentement à la réalisation du socialisme :

« Considérant que le bureau, au lieu de travailler, dès la cessation du conflit mondial, à la convocation immédiate des partis et des organisations adhérentes, a contribué à la réussite de la conférence de Berne, qui ne fut qu'un simulacre de conférence socialiste internationale ;

« Décide de se retirer du B. S. I. et il adhère et va travailler à la constitution de l'Internationale socialiste révolutionnaire, sur la base et sur les principes établis par les communistes russes et à la réunion d'une conférence socialiste internationale ;

« Décide en outre de travailler activement pour obtenir que les socialistes de tous les pays adhèrent à cette idée, soit en les convoquant en congrès préliminaire, soit en accomplissant toute action propre à atteindre ce but. »

Le parti socialiste suisse, on le sait déjà, avait refusé de participer à la conférence de Berne. Le 5 juin 1919, il publiait une déclaration, aux termes de laquelle il s'interdisait de participer à une Internationale, qui ne serait pas une Internationale de combat, et affirmait sa solidarité avec les révolutionnaires russes et hongrois.

« Le prolétariat Suisse, disait ce document, attend non des paroles, mais des actes. » Il y a lieu d'ajouter que les sections du parti, spécialement celles de

Zurich et de Bâle, recrutées dans la grande industrie, avaient adopté une attitude nettement hostile au réformisme, et que l'antagonisme des classes avait atteint à un degré d'acuité sans précédent dans les cantons alémaniques.

Le congrès qui siégea au milieu d'août à Bâle vota l'affiliation à la III<sup>e</sup> Internationale.

Le comité du parti avait préconisé la rupture définitive avec la II<sup>e</sup> et l'adhésion à Moscou. Le docteur Welti, qui défendit la motion, estima que l'heure était venue de choisir entre les réformes sociales et la révolution sociale. « Nous pensons qu'en Suisse aussi, le capitalisme traverse une crise qui se terminera par un effondrement complet. »

Hugler représenta qu'on se heurterait à une grande résistance de la classe moyenne et qu'il conviendrait plutôt de former une Internationale avec les Américains, les Anglais et les Français. Graber tint le même raisonnement, pendant que Humbert Droz se prononçait pour la thèse du comité.

La section de Wintherthur, l'une des sections de la région industrielle, demanda qu'on ne statuât sur l'affiliation qu'après avoir révisé le programme du parti. Cette motion d'ajournement fut rejetée par 257 voix contre 204.

Une motion d'Olten, qui acceptait la direction générale de la III<sup>e</sup> Internationale, mais qui subordonnait la tactique aux conditions particulières de la Suisse, fut rejetée par 252 voix contre 188.

Finallement la motion du comité fut adoptée par 318 voix contre 147. Mais un référendum, c'est-à-dire un appel aux sections fut ensuite décidé. Il n'en restait pas moins que, pour le moment, le parti avait opiné en faveur de l'affiliation.

\* \* \*

De rudes coups avaient été déjà portés à la II<sup>e</sup> Internationale. Ce qui allait être mortel pour elle, c'étaient, d'une part, la délibération que prendraient à Leipzig les indépendants allemands, et de l'autre, la résolution qu'adopterait à Strasbourg le parti socialiste français. L'attitude du parti socialiste français fut d'ailleurs commandée par celle des Indépendants.

Ceux-ci se réunirent en Congrès, du 30 novembre au 5 décembre 1919. A la première séance, Crispin proclama toute union impossible entre le nouveau parti et la Social-démocratie majoritaire. Dittmann déclara : « Nous créerons ou bien une dictature capitaliste ou bien une dictature prolétarienne. » A la deuxième séance, Crispin définit l'Etat prolétarien, caractérisé par le système des Conseils, « et ce système ne pouvait être imposé que de haute lutte. Il ne faut pas espérer arriver au socialisme par le parlementarisme ». Daumig se prononça dans le même sens à la troisième séance, et il est intéressant de noter cette uniformité de vues, parce qu'elle

fit place par la suite à de profondes divergences. Le programme nouveau qui fut voté marquait catégoriquement l'orientation actuelle du parti. « La prise du pouvoir politique par le prolétariat prépare la libération de la classe ouvrière. Pour cette lutte, la classe ouvrière a besoin : du parti Indépendant qui se place sans réserve sur le terrain du socialisme révolutionnaire ; des syndicats qui reconnaissent l'action de classe intégrale du prolétariat, et du système soviétique révolutionnaire qui unit les ouvriers pour l'action révolutionnaire... Le parti socialiste indépendant se place sur le terrain du système soviétique. »

Ce programme en soi conduisait nécessairement à l'adhésion à Moscou.

Trois motions sur ce point furent en présence : motion Hilferding (droite) ; motion Stoecker (gauche) ; motion Ledebour (centre).

La première rappelait que les Indépendants avaient toujours conçu la nécessité d'un resserrement international ; cependant la reconstruction de l'Internationale présente des difficultés. La II<sup>e</sup> Internationale a perdu toute autorité et la III<sup>e</sup> « a un caractère de secte spécifiquement communiste ». Hilferding excluait les partis, qui ont pactisé avec la bourgeoisie, et aboutissait à cette proposition : « Le Congrès approuve les tentatives faites par la direction du parti pour prendre contact avec les partis se tenant sur le terrain socialiste révolutionnaire, qu'ils appar-

tiennent à l'organisation de Bruxelles ou à celle de Moscou, en vue d'établir les bases d'une Internationale prête à l'action. »

Stoeker proclamait dans sa motion que la II<sup>e</sup> Internationale n'avait plus de valeur pour la lutte de classe révolutionnaire et, par suite, écartait toute participation ultérieure à ses manifestations.

« Le parti Indépendant étant d'accord avec les principes de la III<sup>e</sup> Internationale communiste, et discernant en elle le noyau d'une Internationale vraiment révolutionnaire, le congrès se prononçait pour l'adhésion à Moscou. »

Enfin Ledebour condamnait, lui aussi, la II<sup>e</sup> Internationale comme impuissante et déshonorée par ceux de ses partis qui avaient étranglé le mouvement ouvrier. Il réclamait la rupture, mais s'en prenait ensuite à l'Internationale de Moscou, à laquelle il faisait grief des attaques dirigées contre le parti indépendant. Il concluait en invitant le Congrès à convoquer en conférence toutes les organisations se déclarant favorables au système des Conseils et à la dictature du prolétariat.

On aboutit finalement à une motion d'unité, qui fut votée par 227 voix contre 54, après que la motion Stoeker eût été rejetée par 169 voix contre 114. Le texte approuvé par la majorité disait en substance : « Il ne peut y avoir d'Internationale capable d'action, si l'on n'abandonne toute politique qui tende exclusivement à la réalisation des réformes dans l'Etat de

classe capitaliste. Le Congrès rompt en conséquence avec la II<sup>e</sup> Internationale. Il se déclare d'accord avec la III<sup>e</sup> sur les principes de la dictature prolétarienne et du système soviétique. Il y a lieu de créer une Internationale capable d'action par une réunion du parti indépendant avec la III<sup>e</sup> Internationale et les partis révolutionnaires des autres pays.

A cette résolution soutenue par Crispin, on ajouta cet amendement significatif :

« Si les partis des autres pays ne veulent pas entrer avec nous dans l'Internationale de Moscou, l'adhésion du parti socialiste indépendant devra être réalisée. »

Le parti Indépendant qui venait de briser tout lien avec le B. S. I., était sinon le plus fort numériquement, du moins l'un des plus riches en autorité morale parmi ceux qui avaient maintenu jusque là leur affiliation. Sa décision allait immédiatement déterminer une décision analogue du parti socialiste français, — du moins si l'on consulte l'esprit général des textes.

Le fait n'avait rien qui pût surprendre. La majorité française, à la fin de 1919 et au début de 1920, était en harmonie réelle d'idées avec les Indépendants. Les minoritaires de jadis, — et qui étaient demeurés longtemps minorité, avaient salué, au cours de la guerre, l'action de Haase, de Ledebour et des premiers spartakistes, comme le réveil outre-Rhin de la tactique révolutionnaire traditionnelle.

Ces minoritaires s'étaient divisés, comme la gauche socialiste allemande s'était elle-même fractionnée, mais s'il y avait division en France, s'il y avait polémique continue et ardente, la cassure n'était pas encore survenue. La raison, que donnaient, pour rester dans la II<sup>e</sup> Internationale, des hommes qui pourtant réprouvaient certains de ses gestes, c'était que les grands prolétariats industriels y adhéraient encore, et qu'il eût été dangereux pour le parti socialiste français de couper toute attache avec le Labour Party, d'un côté, et la masse des socialistes allemands de l'autre.

Au Congrès extraordinaire tenu à Paris, les 23 et 24 avril 1919, c'est-à-dire après la réunion du premier Congrès de Moscou, après la délibération du parti officiel italien, le problème de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale fut soulevé. En fait, les partisans de l'adhésion n'avaient recueilli que 270 voix, tandis que 894 allaient à une motion de maintien sous conditions dans la II<sup>e</sup> Internationale, et 757 à une motion de maintien sans conditions.

Le texte, qui avait obtenu la majorité relative, invitait les sections qui n'avaient pas été représentées à Berne, à envoyer des délégués au prochain Congrès international, pour : 1<sup>o</sup> procéder aux épurations nécessaires ; 2<sup>o</sup> remettre en pleine vigueur les principes de lutte de classes et d'opposition irréductible aux partis et gouvernements bourgeois ; 3<sup>o</sup> orienter nettement et immédiatement l'Internationale vers



la révolution sociale, à l'exemple de la Russie, de la Hongrie et de l'Allemagne. « C'est pour soutenir et faire triompher cette politique que le parti socialiste maintient pour le moment son adhésion au B. S. I. » La motion ajoutait que le parti voulait entretenir des relations fraternelles avec l'organisation de Moscou, et particulièrement avec les partis de Russie, d'Italie et de Suisse.

Il est à remarquer qu'à ce moment les principes essentiels de l'Internationale de Moscou étaient parfaitement connus.

Entre le congrès de Paris et le congrès de Strasbourg se plaçait la résolution de Leipzig, qui, en France, trouvait déjà un milieu tout préparé : les sympathies pour la II<sup>e</sup> Internationale avaient disparu dans l'agglomération parisienne et dans les grands centres, au fur et à mesure que se précisait mieux la situation politique et économique générale, — au fur et à mesure que se manifestaient mieux, dans les différents pays, les effets de la participation. Une idéologie nouvelle ou rajeunie prévalait, mais en même temps, on jugeait à l'expérience la tactique passée, et trait curieux, ceux-là seuls en France défendaient encore l'œuvre de la II<sup>e</sup> Internationale, qui avaient longtemps refusé de reprendre contact avec la vieille social-démocratie germanique, la section la plus forte de cet organisme, celle aussi qui avait poussé le plus loin le revisionnisme et la collaboration.

A la veille du congrès de Strasbourg, les Indépendants avaient envoyé une adresse au parti socialiste français. Ils expliquaient pourquoi ils avaient rompu avec la II<sup>e</sup> Internationale ; ils préconisaient la création d'une Internationale d'action, le rassemblement des prolétariats occidentaux, des conversations avec Moscou et les divers partis révolutionnaires. Ils saisissaient l'occasion pour tracer un tableau de la politique intérieure allemande et dénonçaient les pratiques réactionnaires de la vieille social-démocratie.

La lutte fut très vive dans les fédérations françaises et au congrès national, qui siégea fin février dans la capitale de l'Alsace, entre les partisans de l'affiliation immédiate à Moscou et ceux qui préféraient adopter la même conduite que les Indépendants. Les défenseurs de la II<sup>e</sup> Internationale étaient réduits presque à néant. Les champions de l'adhésion sans délai ni conditions formaient une très forte minorité ; la majorité qui s'intercalait entre les deux tendances extrêmes était assez considérable, mais l'événement devait montrer par la suite qu'elle se composait d'éléments hétérogènes et qui ne pouvaient se grouper que momentanément.

La sortie de la II<sup>e</sup> Internationale fut adoptée par 4.330 voix contre 337, sur une motion de la Fédération du Nord, qui jusque là avait été tenue pour essentiellement réformiste et pour imbuë d'un esprit analogue à celle du parti ouvrier belge. Cette motion

était libellée en ces termes : « Ce congrès constate l'impossibilité de refaire l'Internationale au sein de la II<sup>e</sup>, il vote en conséquence le retrait de la section française. »

La motion d'adhésion à Moscou obtint 1.621 voix ; elle considérait la situation générale du socialisme international, les principes admis tant à Moscou et par les divers partis de la III<sup>e</sup> Internationale que par ceux ayant rompu avec la II<sup>e</sup> sans adhérer toutefois à la III<sup>e</sup>, et concluait que le regroupement ne pouvait se faire qu'autour de l'organisme déjà créé. Le parti donnait donc son adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, à ses principes et à son action.

La motion dite de reconstruction, qui répondait à peu près à celle de Leipzig, rassembla 3.031 mandats, mais dans cette majorité se retrouvaient des hommes qui avaient répudié le ministérialisme et la II<sup>e</sup> Internationale, et des hommes qui défendaient celle-ci et avaient soutenu celui-là. Le texte, après avoir fait le procès de la II<sup>e</sup>, constatait la formation de la III<sup>e</sup>, — qui se réclamait du programme intégral de la lutte des classes, tel qu'il avait été formulé dans le manifeste communiste et dans la résolution d'Amsterdam de 1904, — et à laquelle adhéraient la majorité des socialistes russes, les socialistes d'Italie, de Norvège, de Serbie, de Roumanie et diverses fractions en d'autres pays. Il signalait les partis qui étaient par ailleurs déjà sortis de la II<sup>e</sup>. Il déclarait que le regroupement des forces socialistes révolu-

tionnaires était un devoir urgent. Il proclamait et ceci était essentiel, qu'*aucune des thèses fondamentales de Moscou n'était en contradiction avec les principes du socialisme* ; il ajoutait toutefois que les partis de l'Europe Occidentale et Centrale devaient tenir le plus large compte des organismes ouvriers existants et, qu'en conséquence, des délibérations devaient avoir lieu entre ces partis et ceux de la III<sup>e</sup> Internationale. La motion constituait, de son propre aveu, une adhésion complète à la suggestion des Indépendants et elle recommandait une réunion très prochaine des partis résolus à défendre la tradition révolutionnaire, afin qu'ils pussent ensuite négocier avec les partis composant la III<sup>e</sup> Internationale.



On peut dire qu'au début de 1920, la Seconde Internationale n'était plus qu'un fantôme de son propre passé. Elle n'aurait eu la force de ressusciter, de reprendre quelque énergie, que si aucune organisation antagoniste ne s'était dressée pour la combattre. S'il y avait eu seulement dissociation, dislocation, elle aurait été en droit de nourrir l'espoir d'un redressement, d'un regroupement. Or les partis mêmes, qui l'abandonnaient, et pour qui cet abandon constituait le premier geste, se sentaient invinciblement attirés vers Moscou. L'Internationale Commu-

niste avait, aux yeux des masses, non point uniquement le bénéfice des fautes de l'ancienne Internationale, mais encore la séduction de son propre prestige. Elle représentait non pas une révolution sociale en gestation, mais une révolution accomplie et qui avait réussi à surmonter une succession d'obstacles et une série ininterrompue d'attaques. Ce qui faisait encore sa puissance d'attraction, c'est qu'elle se liait au socialisme traditionnel et qu'elle se réclamait précisément des idées fondamentales que d'autres avaient délaissées. Entre la fin de la I<sup>re</sup> Internationale et l'agonie de la II<sup>e</sup>, aucune comparaison légitime ne saurait s'instaurer. Celle-ci s'évanouissait en quelque sorte devant une victoire ouvrière, devant une construction prolétarienne concrète, tandis que celle-là avait succombé au lendemain d'une grande défaite des travailleurs, et même si cette défaite n'avait été qu'une des raisons de son effondrement, la coïncidence était frappante.

La situation générale du monde, à l'issue de la guerre, servait d'ailleurs singulièrement la propagande de Moscou. Le concept essentiel de l'Internationale communiste était que la crise révolutionnaire suprême était arrivée, pour l'ensemble de ce monde, telle que le manifeste de 1848 l'avait prophétisée. La révolution russe n'était que le premier anneau dans la chaîne des révolutions. L'ancien régime capitaliste était destiné à un prochain, à un immédiat écroulement. Dans l'univers boule-

versé, l'heure était au prolétariat, comme elle avait été jadis au Tiers-Etat. Ce qui corroborait cette conclusion c'est que les classes possédantes n'avaient pas réussi à rétablir la paix sur les continents, qu'elles n'avaient conclu, de chancellerie à chancellerie, que des traités sans consistance et d'avance condamnés dans leurs clauses principales.

Sur le sol tourmenté se préparaient de futurs incendies. En écrasant les vaincus, les vainqueurs stimulaient en eux la passion de la revanche et des haines inextinguibles. En faisant surgir de nouveaux pays indépendants sur les décombres des Empires abattus, on avait engendré de nouveaux annexionismes ; l'impérialisme des petits s'adjoignait à l'impérialisme des grands pour multiplier les menaces.

Les classes possédantes, dans leur inaptitude à se réfréner elles-mêmes et à s'imposer des sacrifices, avaient conduit tous les Etats à la banqueroute ou au bord de la banqueroute. Les dettes publiques chiffraient par dizaines et centaines de milliards ; les déficits étaient écrasants ; les budgets se révélaient décuples parfois des budgets d'avant-guerre. Le régime bourgeois était suspendu sur l'abîme.

Il n'aboutissait plus à reprendre la maîtrise des forces économiques qui lui échappaient. Et par là, il perdait jusqu'à la raison de subsister. Le renchérissement de la vie et le chômage, la prolétarianisation de la classe moyenne, l'aggravation du sort de

l'ancien prolétariat, étaient autant d'indices annonciateurs de la catastrophe. Partout s'accroissait le contingent des êtres humains intéressés à la disparition du statut social, tandis que la minorité, qui devait souhaiter son maintien, s'amincissait avec rapidité. L'antagonisme des classes atteignait à un degré extraordinaire d'intensité, et que mesuraient chaque jour les luttes concrètes de l'Etat et de l'oligarchie possédante avec les masses ouvrières. Toutes ces constatations, qui s'imposaient aux foules, ruinaient automatiquement les efforts de la II<sup>e</sup> Internationale et servaient sans contestation la propagande de Moscou. La III<sup>e</sup> Internationale semblait être issue, avec une sorte de spontanéité, de la nature des choses. Elle s'incorporait à l'ordre nouveau engendré par la crise mondiale et qui prenait peu à peu ses formes, qui dessinait du moins ses linéaments à travers le chaos régnant.

---

## V

### LES SCISSIONS — ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE

La III<sup>e</sup> Internationale a tenu, du 19 juillet au 7 août 1920, son deuxième congrès. Trente-quatre pays y étaient représentés, parmi lesquels la Russie, l'Allemagne, la France, l'Angleterre, l'Italie, les trois Etats Scandinaves, la Suisse, la Bulgarie. Sept commissions délibérèrent : mouvement syndical, parlementarisme, question agraire, problèmes de l'Internationale, questions nationales et coloniales, conditions d'admissions à la III<sup>e</sup> Internationale, organisation.

La première journée fut consacrée à l'inauguration et à la formation du bureau. Au cours de la deuxième, Zinovief développa ses thèses sur l'action du parti communiste. Cette action, d'après l'orateur, était d'une valeur énorme, car la classe ouvrière sans un



parti indépendant, serait un corps sans tête. Racoczy seconda Zinovief, en disant qu'en Hongrie l'échec du soviétisme s'expliquait par l'absence d'un parti fortement organisé. Lévi (Allemagne), Serrati (Italie), Lénine et Trotski se rangèrent à l'avis du président du comité exécutif, dont les thèses furent approuvées à l'unanimité. Le troisième jour, les délégués du parti français et des Indépendants allemands, qui n'adhéraient pas encore à l'Internationale de Moscou, furent accueillis, malgré quelques résistances, dans la commission qui était chargée de rédiger les conditions d'admission.

La cinquième journée fut remplie par un débat sur les questions nationales et coloniales. Lénine développa quelques idées essentielles : 1° Il y a des peuples oppresseurs et des peuples opprimés ; 2° quelques Etats impérialistes luttent contre les pays socialistes ; 3° l'Internationale doit soutenir non les mouvements démocratiques bourgeois, mais les mouvements nationalistes révolutionnaires ; 4° le passage du précapitalisme au communisme est possible, si les prolétaires une fois victorieux dans certaines contrées viennent en aide aux communautés arriérées. Les délégués des pays opprimés prirent la parole le lendemain, et les thèses de Lénine furent sanctionnées à l'unanimité, moins trois abstentions, dont celle de Serrati.

Les huitième, neuvième et dixième jours, on discuta les conditions d'admission. Question brûlante

entre toutes. Il s'agissait de savoir comment la nouvelle Internationale se recruterait et quelles garanties elle exigerait. Ici encore Zinovief joua le rôle capital. La II<sup>e</sup> Internationale, dit-il, n'a été qu'un bureau d'informations; la III<sup>e</sup> sera un centre d'action et de combat, puis il critiqua les partis Français, Indépendant allemand et même Italien, et leur reprocha leur opportunisme. Un grand nombre d'orateurs lui succédèrent: les uns, tels Bombacci (Italie), Wynkoop (Hollande), Munzenberg (Suisse), Lozovski (Russie) pour renforcer ce qu'il avait dit; les autres, tels Lévi (Allemagne), Serrati (Italie) pour répondre aux suspicions exprimées. Zinovief reprit la parole pour tracer une ligne de conduite qui lui paraissait équitable entre l'intransigeance absolue et les complaisances excessives.

Le onzième jour, Boukharine fit son rapport sur le parlementarisme. Il montra que la tendance opportuniste prévalait un peu partout dans la fraction parlementaire, puis il s'adressa aux adversaires de la participation aux assemblées, parmi lesquels il distinguait ceux qui y sont opposés en principe et ceux qui en proclament l'inefficacité actuelle. D'après lui, il faut aller au Parlement, afin de le supprimer du dedans et telle a été la tactique de Liebknecht en Allemagne, de Hoeglund en Suède et des Russes à la Douma. Bordiga (Italie) répondit que c'était une utopie de lutter au Parlement contre le parlementa-

risme. La thèse de Boukharine obtint l'unanimité, moins 11 voix.

Durant les douzième et treizième journées, on s'occupa des syndicats et des comités de fabriques et d'usines. Le rapporteur Radek déclara d'abord qu'il était faux que les syndicats fussent appelés à disparaître. Ils accroissent partout leurs contingents et les communistes doivent jeter dans la lutte les plus larges masses possibles. Les comités de fabriques comprennent les éléments les plus révolutionnaires de la classe ouvrière : il faut s'appuyer sur eux. Mais Radek combat le point de vue syndicaliste pur, car sans destruction de l'Etat bourgeois, et sans dictature prolétarienne, il est impossible de triompher.

Appuyée par Lozovski, mais entourée de réserves par les délégués anglais et américains, la thèse du Comité est acceptée par 64 voix contre 11.

La question agraire est venue en discussion le treizième jour. Le rapporteur Mayer (Allemagne) tient la révolution pour impossible, si les larges masses rurales ne s'y associent point. Il faut conquérir — ce qui est relativement facile — le paysan pauvre, neutraliser les paysans moyens, désarmer les paysans riches, exproprier les grands propriétaires.

Serrati, tirant argument de la situation Italienne, dit que les petits paysans sont en lutte avec les ouvriers agricoles et qu'on perdra l'appui de ceux-ci

en tâchant de gagner ceux-là. Les conclusions de Mayer sont adoptées

C'est le délégué bulgare Kabaktcheff qui traite, comme rapporteur, du problème des statuts.

Il ne suffit pas, dit-il, qu'un parti proclame verbalement sa solidarité avec la III<sup>e</sup> Internationale, mais son activité doit être pleinement conforme aux principes de cette organisation. Une discipline de fer doit régner dans les partis, car seule la lutte armée donnera la certitude du succès. Zinovief insiste pour qu'une section syndicale soit constituée selon l'idée qu'on retrouve dans les Statuts de la I<sup>re</sup> Internationale elle-même. Il recommande encore la création d'un comité exécutif puissant, qui soit un véritable état-major.

Le quatorzième jour, on discute cette question : quand et comment doit-on créer des Soviets ouvriers ? Le quinzième jour on examine les rapports des communistes anglais avec le Labour Party. Plusieurs orateurs, dans la délégation britannique, se prononcent contre l'affiliation des communistes au parti, mais Lénine est d'un avis opposé, et il estime que l'affiliation peut être donnée, pourvu qu'une totale liberté d'action subsiste, et il obtient la majorité par 48 voix contre 14 et 2 abstentions.

Le 7 août, la clôture solennelle du congrès eut lieu, et des délégués des différents pays exposèrent la situation telle qu'elle se présentait à leurs yeux. Zinovief, qui parla le dernier, déclara que les assises

prolétariennes avaient réuni tous les éléments vivants du mouvement ouvrier. Les conditions d'admission établies excluront tous les opportunistes, car la III<sup>e</sup> Internationale n'est plus menacée de demeurer un petit groupe, mais, au contraire, d'être élargie à l'infini par des apports parfois indésirables. Une Internationale Syndicale a été formée en outre contre celle d'Amsterdam : telle est l'œuvre accomplie.

Le nouveau comité exécutif comprenait des délégués d'Allemagne, de France, d'Angleterre, d'Amérique, d'Italie, d'Autriche, de Scandinavie, de Bulgarie, de Yougo-Slavie, de Hongrie, de l'Orient moyen, de l'Extrême-Orient, de la Finlande et de la Hollande, soit, avec la Russie, de quinze pays.

Zinovief fut réélu président du comité exécutif.

Les décisions de ce deuxième congrès de l'Internationale communiste valent encore d'être examinées, bien que nous ayons succinctement analysé les débats qui y ont conduit, mais nous réservons cet examen pour le chapitre suivant, en ce qui concerne les thèses, et nous nous bornerons ici à résumer les conditions d'admission fixées par le congrès pour l'avenir, et qui ont ensuite donné lieu à tant de controverses dans les partis nationaux. Elles ont en fait contribué, dans la plus large mesure, non point à provoquer les scissions, mais à souligner les divergences de vues qui étaient préexistantes.

Ces conditions, comme on le sait, étaient au

nombre de vingt et une. Le préambule rappelait que lors du premier congrès de l'Internationale, il n'y avait dans la plupart des pays, que des tendances et des groupes communistes, et qu'il y avait désormais, en ces pays, des partis et des organisations communistes.

Or des partis et des groupes s'adressent à l'Internationale communiste, sans, pour cela, être devenus véritablement communistes. L'Internationale communiste se trouve ainsi menacée d'invasion par des groupes indécis et hésitants qui n'ont pu encore rompre avec l'idéologie de la II<sup>e</sup> Internationale. En outre, certains partis (Italien, Suédois) conservent encore en leurs rangs de nombreux éléments réformistes qui n'attendent que l'occasion pour relever la tête. C'est pourquoi le deuxième congrès a cru devoir fixer de façon précise les conditions d'admission des nouveaux partis.

1° La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la III<sup>e</sup> Internationale. Il ne convient pas de parler de la dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante, mais de faire ressortir de la vie quotidienne la nécessité de cette dictature. La presse, les réunions publiques, etc. doivent flétrir systématiquement la bourgeoisie et les réformistes de toute nuance.

2° Les réformistes et les centristes doivent être

écartés de tous les postes impliquant une responsabilité.

3° La lutte de classes entre généralement dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent se fier à la légalité bourgeoise et doivent créer parallèlement à l'organisation légale, une organisation clandestine. La concomitance des deux actions est indispensable partout où l'état de siège ou bien les lois d'exception réduisent les possibilités légales.

4° Une agitation systématique ouverte et illégale doit être menée parmi les troupes.

5° Une agitation rationnelle est indispensable dans les campagnes. Car la classe ouvrière ne peut vaincre, si elle n'est soutenue au moins par une partie des travailleurs ruraux.

6° Tout parti communiste doit dénoncer le social-patriotisme (le socialisme qui accepte la thèse de la défense nationale en régime capitaliste) et le social-pacifisme (celui qui admet la possibilité, en régime capitaliste, de supprimer la guerre par l'arbitrage).

7° Tout parti communiste doit rompre avec la politique réformiste et centriste, autrement la III<sup>e</sup> Internationale ressemblerait trop à la II<sup>e</sup>.

8° Tout parti communiste doit dénoncer l'impérialisme colonial et soutenir les mouvements d'émancipation aux colonies, entretenir parmi les troupes métropolitaines une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.

9° Tout parti communiste doit poursuivre une

propagande systématique au sein des syndicats et des coopératives. Des noyaux communistes y seront formés qui seront subordonnés à l'ensemble du parti.

10° Tout parti communiste devra combattre l'Internationale d'Amsterdam (Trade-Unions, C. G. T. française, Fédération américaine du Travail (1), C. G. T. allemande, etc. . .) et concourir à créer l'Internationale rouge des syndicats.

11° Tout parti communiste devra reviser la composition de sa fraction parlementaire et soumettre ses élus aux décisions du Comité Central.

12° Les partis seront centralisés, astreints à une discipline de fer et doteront leurs organismes centraux de larges pouvoirs.

13° Ils procéderont à une épuration périodique, afin d'éliminer les éléments petits-bourgeois.

14° Ils soutiendront sans réserves les républiques soviétistes dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils préconiseront sans se lasser le refus des travailleurs de transporter des munitions destinées aux ennemis de ces républiques et poursuivront la propagande parmi les troupes envoyées contre elles.

15° Ils reviseront leurs programmes, et en élaboreront de nouveaux, adaptés aux conditions spéciales

(1) Depuis lors, le Président de la Fédération américaine du Travail, Gompers, a rompu avec l'Internationale d'Amsterdam, dont les tendances lui apparaissaient trop subversives.



de leur pays, et conçus dans l'esprit de l'Internationale communiste.

16° Toutes les décisions du Congrès de l'Internationale communiste, ainsi que celles du Comité exécutif, sont obligatoires pour les partis affiliés. Mais l'Internationale et son exécutif tiendront compte des conditions de lutte variées dans les différents pays et n'adopteront de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles.

17° Les partis adhérant à l'Internationale communiste s'intituleront : partis communistes de..... (Section de la III<sup>e</sup> Internationale communiste).

18° Les organes dirigeants de la presse de chaque parti imprimeront tous les documents officiels importants du Comité exécutif.

19° Les partis déjà adhérents à l'Internationale communiste ou qui y sollicitent leur admission devront, dans les quatre mois, convoquer un congrès extraordinaire, afin de se prononcer sur les conditions.

20° Les partis qui voudront adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale, et qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, devront veiller à ce que les deux tiers des membres des organismes centraux soient composés de membres qui, avant le 2<sup>e</sup> Congrès, s'étaient déjà prononcés pour la III<sup>e</sup> Internationale. Des exceptions pourront être faites, avec l'approbation du Comité exécutif.

21° Les adhérents d'un parti, qui rejeteront les

conditions et les thèses établies par l'Internationale communiste, devront être exclus.

Telles étaient les vingt et une conditions désormais fameuses, qui étaient soumises non seulement aux partis non encore affiliés et soucieux d'obtenir leur incorporation, mais aussi à ceux qui avaient déjà été antérieurement admis.

Elles allaient être discutées avec âpreté dans les différents pays, et passionner, avec les membres des partis socialistes, les masses ouvrières qui vivaient à l'écart de ces partis, et même quantité d'éléments en dehors de ces masses. L'Internationale communiste jouissait de ce prestige mystérieux, qui avait déjà été celui de la I<sup>re</sup> Internationale, et que la II<sup>e</sup> n'avait jamais détenu au même degré. C'est que, pour les foules prolétariennes, elle participait au rayonnement de la révolution sociale qui s'était implantée sur le sol de l'immense Russie. Et aux yeux des classes dirigeantes, elle représentait un péril suprême, de par la discipline qu'elle prétendait établir, et l'action de subversion continue qu'elle s'imposait comme un strict devoir. Avec elle, aucun compromis n'était possible; la lutte sociale devenait une réalité de chaque minute.

\* \* \*

Toute une série de scissions se sont produites, dans les partis socialistes nationaux, au lendemain

du deuxième Congrès de Moscou. Elles sont intervenues aussi bien chez ceux qui avaient à statuer sur leur adhésion à l'Internationale, que chez ceux qui, ayant déjà adhéré, devaient se prononcer sur l'application des vingt et une conditions.

On a dit que ces schismes étaient l'œuvre du communisme russe. Rien n'est plus inexact. Les partis nationaux, quelles qu'eussent été leurs attitudes générales jusque là, étaient fractionnés, dans la réalité, en tendances diverses. En Italie comme en France ou ailleurs, il y avait une gauche, un centre et une droite. L'unité, qui avait subsisté dans la plupart de ces partis, était plus superficielle que profonde. Elle revêtait des opinions souvent très différentes les unes des autres, qu'il s'agît du concept de la défense nationale, de l'interprétation à donner à la lutte de classes, du réformisme, de l'idée de la révolution. Une première crise de division s'était marquée en Allemagne, lorsque les Indépendants avaient rompu avec les majoritaires, mais ensuite les communistes s'étaient dressés vis-à-vis des Indépendants, et ceux-ci, comme les débats de Leipzig l'avaient attesté, étaient loin de se rallier à une pensée unique. En France, les communistes voisinaient encore avec les réformistes qui avaient défendu, plus de quatre années durant, le principe de la participation au pouvoir. Ce fut l'examen des thèses et conditions de Moscou qui détermina en apparence les nouvelles discriminations, mais il ne

fournit que l'occasion qui aurait pu aussi bien venir d'ailleurs. Au fur et à mesure que les partis développaient leurs effectifs, et que les éléments de la crise politico-sociale s'accumulaient dans le monde, les dislocations et les regroupements sur des bases neuves, ou plus exactement sur des principes à la fois restaurés et rajeunis, se révélaient plus nécessaires.

Le schisme des Indépendants allemands fut le plus important par ses conséquences, comme il fut le premier en date au lendemain du Congrès de Moscou. De même que ces Indépendants, à Leipzig, avaient donné l'exemple (que le Parti Français se hâtait de suivre) de la rupture avec la II<sup>e</sup> Internationale, de même ils allaient donner, à Halle, cet autre exemple (qui serait aussi suivi en France) de l'adhésion de la majorité à la III<sup>e</sup>, et de la sécession de la minorité.

Lorsque les délégués Indépendants étaient rentrés à Berlin, après le Congrès de Moscou, ils avaient ouvert immédiatement le débat sur l'affiliation. Une conférence, qui se tint à Berlin en septembre, suggéra l'impression que le parti resterait sur ses positions antérieures, mais elle comprenait surtout des fonctionnaires de groupements et des parlementaires. Un référendum, organisé à travers l'Allemagne fournit des indications différentes. Dans les grands centres industriels, et surtout dans la région Westphalo-Rhénane, la masse des cotisants se pro-

nonça pour la III<sup>e</sup> Internationale, à l'encontre des cadres qui furent débordés. Ce fut un phénomène curieux et presque sans précédent, que ce renversement des autorités ou des influences consacrées.

A la veille de l'ouverture du Congrès, les leaders de la gauche, Stoeker et Daumig, publiaient une revue nouvelle — *Kommunistische Rundschau* — dont le titre seul indiquait leurs intentions. Ils allaient délibérément à Moscou. Au même moment les leaders de droite, Crispien, Hilferding, etc... précisaient leur attitude. La scission pour eux était inévitable et quiconque reconnaîtrait les vingt et une conditions devrait se séparer du parti et s'affilier aux groupements communistes.

Toutes les opinions purent se faire jour librement et longuement au Congrès de Halle, qui se tint en octobre 1920. Peut-être est-il bon ici de caractériser, en quelques mots empruntés à leurs discours, les positions adoptées par les leaders.

Crispian : « Ma fraction n'a jamais pensé à une jonction avec la Social-démocratie de Scheidemann et de Wels, mais il est naturel que la gauche se rallie aux communistes. »

Daumig : « Certes, les conditions de la dictature ne sont pas partout analogues. En Russie, la question est de la conserver; en Allemagne, de la créer au plus tôt; dans les pays occidentaux, de la préparer. Nous arrivons, quant à nous, à une phase de guerre civile aggravée : notre devoir est de gagner

l'esprit de tous les prolétaires, avant même d'avoir conquis le pouvoir politique. »

Stoeker : « La question de la violence jouera le grand rôle dans les luttes futures. Ledebour et Hilferding ont repoussé le terrorisme comme immoral, mais la bourgeoisie ne peut être vaincue, si nous n'employons les mêmes moyens qu'elle emploie contre le prolétariat. »

Zinovief, président de l'exécutif de Moscou, qui prononça un discours très développé, s'attacha à montrer qu'il y avait, chez les Indépendants, deux tendances inconciliables : réformisme et communisme. « Si la bourgeoisie est victorieuse, c'est que son idéologie s'est glissée dans nos rangs. La droite nous reproche d'être les romantiques de la révolution. Nous n'avons pas la prétention de la faire en un jour, mais nous voulons la préparer par l'éducation des masses... Les conditions de cette révolution existent. Ce qui fait défaut, c'est l'orientation des esprits dans le sens communiste. »

Hilferding, l'un des chefs doctrinaux de la droite, répondit à Zinovief : « On n'a pas fait en Allemagne une politique de la classe ouvrière, mais une politique d'entente de groupes, et c'est pourquoi le prolétariat a toujours été battu. Il y a eu depuis un an, un ralentissement de la révolution, et en occident l'opposition contre le réformisme est en minorité. La révolution russe est une grande révolution paysanne faite pour établir la propriété. Nous repoussons

les conditions, parce qu'elles représentent pour nous la dépendance à l'égard du communisme russe. »

Après de longues journées de discussion, l'on vota. 237 voix se prononcèrent pour l'adhésion à Moscou et 156 contre. La motion adoptée disait que la réunion de tous les partis révolutionnaires en une Internationale unitaire et fortement organisée était indispensable. Le Congrès voyait, dans la III<sup>e</sup> Internationale, l'organisation mondiale du prolétariat révolutionnaire. Chaque parti adhérent doit désormais sacrifier une portion de son autonomie.

La minorité fit scission. Le 26 octobre, la *Rote Fahne*, organe des communistes, publiait un appel signé de Zinovief et des deux comités centraux de la gauche Indépendante et des communistes, qui invitait les ouvriers à se réunir dans le parti communiste unifié d'Allemagne.

Cette unification elle-même devint complète à la suite du Congrès, qui se tint à Berlin en décembre, et où furent adoptés les nouveaux statuts et envisagés le problème syndical, le problème agraire et quelques autres. Le rapport, qui fut présenté au nom des Indépendants de gauche, assurait que 438.000 membres de ce parti, soit près de la moitié de l'effectif d'avant Halle, avaient accepté le vote de la majorité.

Si l'on fait abstraction du parti communiste ouvrier, — que Moscou reconnut comme « sympa-

thisant » trois semaines après les assises de Berlin (1), le prolétariat allemand était désormais divisé en trois fractions : le parti communiste unifié, le parti Indépendant réduit à la minorité de Halle, la vieille Social-démocratie, — c'est-à-dire que la gauche, le centre et les réformistes, de plus en plus entraînés vers la démocratie bourgeoise, s'étaient logiquement délimités.

La scission française s'accomplit au congrès de Tours en décembre 1920. A ce moment, le parti comptait au moins 180.000 cotisants. Au congrès de Strasbourg, au début de la même année, la majorité s'était prononcée, comme on l'a vu, pour la thèse dite de la reconstruction, mais une forte minorité avait opté pour la III<sup>e</sup> Internationale.

La tentative de reconstruction n'avait donné aucun résultat. Deux délégués français, Cachin et Frossard, l'un directeur de l'*Humanité*, l'autre secrétaire général du parti, — centristes jusque là, — s'étaient rendus à Moscou, où ils avaient été conviés à assister au deuxième congrès de l'Internationale communiste et, dès leur retour à Paris, avaient entrepris une vigoureuse campagne pour l'adhésion à cette dernière, soutenus d'ailleurs par une large portion des majoritaires de Strasbourg. Au surplus, le développement même de la crise mondiale servait leur

(1) Cette reconnaissance et quelques autres incidents provoquèrent au début de 1921, des difficultés graves entre Moscou et le Comité Directeur du Parti Communiste unifié, et dans ce Comité.



propagande, parce que les faiblesses du régime se révélaient plus clairement. Les victoires de la Révolution Soviétique et l'attitude nouvelle de la majorité indépendante allemande, contribuaient à dissiper les oppositions.

Dans les mois qui précédèrent le congrès de Tours, les tendances s'exprimèrent en trois motions. La première émanait des anciens partisans de Moscou et de la gauche de ceux qu'on appelait les reconstituteurs : après un préambule rédigé dans le style classique du marxisme orthodoxe (conséquence de la guerre, renforcement de l'antagonisme des classes, nécessité d'adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale, solidarité avec la Révolution Russe), elle comportait un examen des thèses et conditions et y souscrivait, en proposant sur trois points des interprétations (Titre du parti, exclusions, rapports avec les syndicats), le dernier point étant particulièrement important et le syndicalisme français ayant son histoire spéciale.

A cette motion d'adhésion sans réserves, s'opposait celle des reconstituteurs de droite, qui se qualifiait d'adhésion « avec réserves » ; elle reconnaissait la nécessité, pour le parti, de créer un organisme de combat, se prononçait pour la conquête du pouvoir, mais s'écartait sensiblement des thèses de Moscou en ce qui touche la pratique du parlementarisme et les rapports avec les syndicats. Passant à l'étude des conditions de Moscou, elle les

rejetait pour la plupart: « Nous avons le devoir de déclarer en toute loyauté qu'un certain nombre de ces conditions sont contraires à l'intérêt, ainsi qu'à la tradition du mouvement socialiste français, et d'une application impossible ou néfaste. »

La troisième motion émanait de la fraction réformiste du parti. Elle s'élevait contre la conception organique que préconisaient les thèses de Moscou; elle répudiait la tactique que ces thèses recommandaient vis-à-vis des syndicats; elle concluait ainsi: « Le parti constate qu'il ressort, de cette confrontation, de graves divergences de doctrine et de tactique avec les thèses de l'Internationale Communiste. Dans ces conditions, il jugerait indigne, et de lui-même et de la III<sup>e</sup> Internationale, de lui notifier son adhésion ou de lui demander son admission. »

On ne prévoyait pas, au moment où les motions paraissaient, que les signataires de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> s'uniraient. Car, si les deux textes rejetaient les conditions de Moscou, celui des reconstituteurs demandait pourtant l'admission: ce qui d'ailleurs ne laissait pas de surprendre.

Mais entre la publication des documents et l'ouverture du congrès de Tours, s'accomplissait un acte dont les conséquences allaient être immédiates.

Ni l'Indépendant Labour Party, ni les Indépendants allemands de droite, ni les leaders du parti Suisse, ni les Social-démocrates autrichiens,

n'avaient renoncé à l'idée de la reconstruction ; idée qui, d'ailleurs, était interprétée de diverses manières, selon les milieux et selon les hommes. Les Centristes de tous pays, ayant déjà perdu la majorité indépendante en Allemagne, voulurent exercer une pression morale sur le congrès de Tours, et voilà pourquoi ils convoquèrent à Berne une conférence de leur tendance.

La lettre d'invitation signée de Paul Graber, secrétaire du parti helvétique, contenait cette phrase : « Nous affirmons que nous ne tendons nullement à créer un organisme qui s'opposerait à celui de la III<sup>e</sup> Internationale », mais elle s'appuyait sur la décision du comité central suisse. « Les vingt et une conditions seront repoussées, étant irréalisables. »

La conférence eut lieu en décembre, les éléments de gauche français n'y étant pas représentés. Elle publia un manifeste, qui critiquait à la fois la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationales, et qui recommandait aux divers partis de désigner des représentants à une autre réunion, qui siégerait à Berne en février. Seuls y seraient admis les partis sortis de la II<sup>e</sup> Internationale. Il s'agissait pratiquement de créer une Internationale Centriste (celle qu'on a dénommée 2 1/2) et, par suite, le manifeste de Berne était en retrait sur la motion d'adhésion avec réserves, qu'avaient déposée, devant les Fédérations, les constructeurs français de droite.

Le 14 décembre, ces derniers publiaient une nouvelle déclaration. Ils se disaient, encore une fois, prêts à adhérer à Moscou, dans les conditions antérieurement énoncées, et à rester dans l'unité, si la majorité n'y mettait pas obstacle. Ils s'opposeraient à toute mesure d'exclusion pour raison d'opinion. Le 15, la droite qui avait libellé la troisième motion (Résistance à Moscou) se ralliait à la déclaration des reconSTRUCTEURS. Ainsi se marquait l'accord qui allait jouer au congrès de Tours, et il ne semble pas que les incidents, même sensationnels, — la lecture du télégramme Zinovief contre les centristes, — aient joué le rôle capital, que certains leur ont attribué. En réalité, le centre et la droite, par le lent glissement vers celle-ci de celui-là, s'étaient déjà préalablement rejoints.

A Tours, le débat sur l'adhésion à Moscou (ce fut lui qui remplit toutes les séances), fut long, passionné, mais moins orageux qu'on l'eût pu croire. On compta 3.252 mandats en faveur de cette adhésion, contre 1.082 mandats négatifs et 397 abstentions. La majorité communiste était plus forte en France qu'en Allemagne.

Il restait à savoir si l'unité serait sauvegardée. La bataille s'engagea sur le manifeste de Zinovief ou plus exactement du comité exécutif de Moscou, manifeste qui critiquait la motion centriste, comme pénétrée d'un esprit de réformisme et de diplomatie mesquine, — et qui ajoutait : « L'Internationale ne

peut rien avoir de commun avec les membres du Centre ». C'est cet incident qui passe au premier plan. La gauche, pour éviter la cassure au point où la droite veut la mettre, dépose une motion conciliatrice, rappelant que le texte d'adhésion à Moscou légifère pour l'avenir et admet dans le parti tous ceux qui s'inclinent devant les décisions prises. Mais le centre réclame un désaveu du comité exécutif et le maintien de l'unité actuelle, c'est-à-dire de l'unité même avec les réformistes. Il apparaît alors qu'il a conclu un pacte avec ceux-ci : d'autant qu'il résiste à toutes les adjurations qui lui sont lancées au milieu d'une assemblée frémissante. Il y a des violences et aussi de la cordialité et des larmes. La motion du centre et de la droite ne recueille que 4.398 voix contre 3.267. Les deux fractions vaincues sortent de la salle et s'unifient peu après. Le congrès, de son côté, terminait sa tâche après avoir adressé un appel au prolétariat, afin d'affirmer sa fidélité aux doctrines traditionnelles restaurées dans leur pureté, de préciser sa tactique et de fixer les responsabilités de la rupture.

Désormais deux partis coexistent, qui relèvent l'un de l'*Internationale Ouvrière* (S. F. I. O.) et l'autre de l'*Internationale Communiste* (S. F. I. C.). La première correspondait à la fois aux Indépendants de droite et aux social-démocrates majoritaires d'Allemagne ; le second au parti communiste unifié qui s'était créé outre-Rhin par la fusion des Indépendants

de gauche et des anciens communistes. Le premier n'était ni de la II<sup>e</sup> ni de la III<sup>e</sup> Internationale, le second s'incorporait à celle-ci. Dès le début de 1921 la majorité de Tours englobait près des trois quarts des effectifs de l'ancien parti unitaire.

La scission du parti socialiste officiel italien a été le résultat d'un long processus, qu'il convient de suivre dans ses différentes étapes, en éliminant toute prétention littéraire, afin d'aboutir au maximum de clarté.

Le parti socialiste officiel, qui s'était déjà séparé des éléments taxés de réformisme, et qui avaient fait la preuve de leurs tendances réformistes en collaborant au pouvoir durant la guerre, avait obtenu de gros succès aux élections italiennes du 16 novembre 1919. Il était même, par le nombre, la fraction la plus considérable du parlement, mais la rigidité de sa doctrine répondait-elle et à ses prétentions de stricte orthodoxie, et à la puissance de son contingent? Telle n'était pas l'opinion du comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale, et celle-ci, en son deuxième congrès, avait fait sienne une proposition de Lénine qui reprochait aux socialistes italiens, — d'accord au surplus avec la section turinoise et avec son organe l'*Ordine Nuovo*, des inclinations au confusionnisme. Ce congrès avait invité le P. S. I., comme l'on disait par abréviation, à se réunir au plus tôt en assises solennelles pour reviser son programme et éliminer certains de ses membres. Le 27 août le comité exécutif de l'Internationale communiste adressait une lettre

conçue dans le même sens aux délégués du P. S. I. venus à Moscou.

Le comité directeur italien siégea au début d'octobre. Serrati, qui, jusque là, avait représenté l'extrême gauche, se plaça au centre et déclara que, soucieux de ménager l'unité, il ne prononcerait que les exclusions inévitables. Mais il fut mis en minorité sur un ordre du jour de Terracini, qui représentait la tendance de Turin, celle que Lénine, à Moscou, avait expressément approuvée. Serrati néanmoins, et il sied de le souligner tout de suite, adhérait, dans leur intégralité, aux vingt et une conditions. Il ne demandait qu'un assouplissement pratique, si l'on peut dire, des formules. Battu, il déclara qu'il résignait ses fonctions de directeur de l'*Avanti*, journal du parti, et de fait, cette démission ne s'appliqua qu'à l'édition de Turin, complètement distincte de celle de Milan.

En attendant le Congrès général du P. S. I., les différentes tendances tinrent des conférences séparées. La droite ou fraction de concentration, siégea à Reggio et en somme s'affirma fidèle à la charte de Gênes de 1892, mais infidèle aux décisions purement révolutionnaires adoptées en 1919 à Bologne; les leaders étaient ici Treves, Turati, Modigliani, d'Aragona; ils adhéraient « volontiers » à la III<sup>e</sup> Internationale, mais sous la réserve que chaque pays socialiste pût interpréter les vingt et une conditions à sa guise.

Les communistes unitaires, dont l'orateur le plus écouté était Serrati, s'assemblèrent à Florence; ils arrêtaient que le parti, en acceptant les clauses de Moscou, tiendrait compte, pour leur mise en œuvre, des particularités historiques du pays.

Enfin la gauche ou fraction communiste pure avait convoqué ses délégués à Imola. La motion signée, entre autres, de Bordiga, de Bombacci, de Terracini, constituait un acquiescement sans nuances ni atténuation au programme de la III<sup>e</sup> Internationale. Les communistes purs étaient résolus à rompre totalement avec la droite, mais ils différaient d'avis quant aux rapports à entretenir avec le centre, en d'autres termes la tendance Serrati.

Entre temps une polémique, par voie d'articles, eut lieu entre Lénine (dans la *Pravda*) et Serrati (dans l'*Avanti*). La divergence essentielle des conceptions se référait aux possibilités révolutionnaires de l'Italie, le leader italien estimant que le prolétariat de la péninsule était moins prêt à l'action suprême que ne l'affirmait le leader russe.

Le Congrès général du parti s'ouvrit lui-même le 15 janvier 1921, non pas à Florence, comme il avait été annoncé à l'origine, mais à Livourne. Le délégué bulgare Kabaktchiev fut le porte-parole du Comité exécutif de l'Internationale, dont il défendit longuement les points de vue. Le débat fut, peut-on dire, total, car les thèses en présence s'affrontèrent librement. Lorsqu'on passa au vote, la motion com-



muniste recueillit 58.783 mandats, la motion communiste unitaire 98.026, la motion réformiste 14.695. Le leader des communistes, Bordiga, déclara alors que le P. S. I. s'était placé en dehors de la III<sup>e</sup> Internationale et, sur son invitation, sa fraction quitta la salle et se réunit dans un autre local pour proclamer la fondation du parti communiste Italien. En Allemagne et en France, c'était la droite qui avait rompu avec le gros du parti ; dans la Péninsule, c'était à la gauche qu'était revenue cette initiative.

La Suisse offrait un spectacle identique ; mais ici le parti faisait preuve d'une assez curieuse incertitude.

Le Conseil National, organisme intermédiaire entre le comité directeur helvétique et le congrès — pouvoir souverain, — avait décidé par 20 voix contre 48, d'adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale avant que les vingt et une conditions ne fussent connues. A ce moment la majeure portion de ses membres s'étaient prononcés pour le maintien, en tout état de cause, de l'autonomie du parti helvétique, mais au début de septembre 1920, les stipulations de Moscou ayant été publiées, le comité directeur estima qu'elles pouvaient être préjudiciables à son action, et il proposa au conseil central de revenir sur sa décision concernant l'entrée dans la III<sup>e</sup> Internationale, décision rendue caduque par les délibérations mêmes du deuxième congrès de Moscou.

Le 9 octobre, le conseil se réunissait à Olten où

il siégeait encore le 10, et après trois longues séances, il arrêtait ses résolutions. Une motion de Welti, préconisant l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et l'acceptation sans réserve des vingt et une conditions, fut rejetée par 47 voix contre 12.

Une seconde motion de Schneider, comportant l'acceptation en principe de l'entrée dans la III<sup>e</sup> Internationale, sous réserve de l'ouverture, à Moscou, de nouvelles négociations, fut repoussée par 48 voix contre 8.

La tendance Grimm-Graber l'emporta par 40 voix contre 18; elle proposait que le congrès national du parti helvétique fût invité à déclarer les vingt et une conditions inacceptables, et que le comité directeur engageât des pourparlers avec les partis étrangers désireux de s'agréger à la III<sup>e</sup> Internationale, afin d'obtenir une revision des conditions.

Ce fut ce congrès qui s'ouvrit à Berne le 11 novembre. Il donna 350 voix contre l'adhésion immédiate à Moscou et 213 pour elle. La minorité, qui représentait surtout les grosses sections de Bâle, Zurich, Schaffouse et Genève, sortit de la salle et tint un congrès séparé où la fusion avec l'ancien parti communiste fut en principe adoptée. Comme en France et comme en Italie, le plus grand nombre des parlementaires se prononcèrent contre l'acceptation des thèses et conditions de Moscou.

Un référendum ayant été organisé auprès des cotisants de l'ancien parti, le résultat de cette con-

sultation fut publié le 27 janvier 1921 par le *Berner-Tagwacht*, demeuré l'organe officiel du parti social-démocrate : 25.324 membres se rangèrent du côté de la majorité et 8.723 du côté de la minorité du congrès national. 22.000 adhérents, soit 40 0/0 s'étaient abstenus de participer à ce scrutin.

On a ici étudié avec quelque détail les schismes qui se sont produits en Allemagne, en France, en Italie, en Suisse, mais il n'est pas malaisé de démontrer que, dans le monde entier, les anciens partis socialistes ont été travaillés par des crises identiques, et qui, là où elles n'ont pas encore abouti à des séparations logiques, demeurent en pleine évolution

En Angleterre, le Labour Party, qui est à la fois organisme politique et fédération des forces syndicales, adhère toujours, en ce premier semestre 1921, à la II<sup>e</sup> Internationale, mais, à la fin de janvier, le parti communiste de Grande-Bretagne, le parti communiste ouvrier, et la section Britannique de la III<sup>e</sup> Internationale ont fusionné au congrès de Leeds, dans le parti communiste de Grande-Bretagne. L'Indépendant Labour d'Ecosse qui, l'année précédente, se prononçait en faveur des thèses de Moscou, les rejetait vers le même moment par 93 voix contre 57, et l'Indépendant Labour Anglais adoptait une résolution analogue à son congrès de Southport en mars, mais la minorité décidait de rejoindre le parti communiste.

En Belgique, à côté du parti ouvrier traditionnel, dont l'attitude revisionniste et les tendances à la collaboration de classes ont été si caractéristiques durant la guerre et après la guerre, s'est constituée une fraction communiste. — Mais une opposition plus ou moins favorable à l'esprit de la III<sup>e</sup> Internationale s'est marquée, au congrès tenu à Bruxelles en décembre 1920, dans le parti ouvrier lui-même, et la majorité a envisagé des mesures coercitives contre les minoritaires.

Ceux-ci ont établi leur centre d'action dans l'agglomération Bruxelloise. Ils sont destinés à rejoindre tôt ou tard le communisme, quand la crise se sera accentuée (1).

La scission est consommée en Hollande d'assez longue date, et la minorité communiste se groupe autour de la *Tribune*.

La scission s'est accomplie au Luxembourg lors du congrès de Differdange en janvier 1921. Les réformistes ayant fait bloc sur une motion unique et réunissant 67 mandats, les communistes qui en détenaient 21 se retirèrent et fondèrent la section luxembourgeoise de la III<sup>e</sup> Internationale.

En Espagne, le parti socialiste proclamait en juin 1920 sa sortie de la II<sup>e</sup> Internationale par

(1) C'est chose faite depuis le mois de septembre 1921. L'extrême gauche dissidente du parti ouvrier a fusionné avec le parti communiste antérieurement constitué.

8.269 voix contre 5.016 et 1.615 abstentions. Deux délégués, de Los Rios et Anguiano, furent envoyés à Moscou afin de s'aboucher avec le comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale. A leur retour le comité national du parti se réunit pour les entendre, mais ayant émis une série de votes qui étaient empreints de quelque confusion, il convoqua un congrès pour le 9 avril 1921. A ce congrès l'adhésion à Moscou fut rejetée par 8.805 voix contre 6.023 ; la minorité se sépara immédiatement de la majorité, dans laquelle restaient la plupart des anciens leaders

En Suède, une gauche dont les effectifs sont loin d'être négligeables, a voté en mars 1920 son adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, renforçant par là la fraction communiste pure qui l'avait devancée.

Le parti norvégien avait adhéré de bonne heure à la nouvelle organisation de Moscou, mais en janvier 1921, les vingt et une conditions étant connues dans tous leurs détails, la droite se retira pour fonder le parti ouvrier social-démocrate. Elle ne représentait toutefois qu'une force minime, car elle n'avait pas réussi à entraîner les cadres. L'ancienne organisation renouvela son vote antérieur, en pleine connaissance de cause, à la fin de mars.

Le parti socialiste roumain s'est brisé en février 1921, un conseil national ayant donné 18 voix à Moscou contre 12 et 8 voix à la tendance centriste et à la droite.

En Bulgarie, la fraction des socialistes « étroits » qui allait se transformer en parti communiste, fut un des premiers appuis de la nouvelle Internationale. En novembre 1920, la gauche de la fraction réformiste ou ministérialiste a fusionné avec elle. Dans ce pays comme en Serbie, ou mieux comme dans l'État Serbo-Croato-Slovène, le communisme qui dispose d'une véritable puissance a presque détruit l'ancienne organisation social-démocratique.

En Autriche, la masse du vieux parti s'est tournée à la fois contre la II<sup>e</sup> et contre la III<sup>e</sup> Internationale, Fritz Adler et Otto Bauer comptent parmi les éléments les plus tenaces du groupement intermédiaire, et réduit à l'expectative et à la passivité, qu'on appelle la reconstruction.

A côté de cette social-démocratie, s'est érigé un parti communiste qui, au Congrès d'unification de janvier 1921, a absorbé la gauche socialiste.

En Tchéco-Slovaquie, il y avait lieu de distinguer le parti socialiste tchéco-slovaque proprement dit et le parti allemand. Le premier avait adopté, depuis la création du nouvel État, une politique si nettement opportuniste qu'il avait fourni un président du Conseil, Tusar, à la démocratie bourgeoise. Une scission s'affirma au mois de septembre 1920, et la portion de gauche résolut de souscrire aux thèses de Moscou : ce qui impliquait pour elle l'obligation de négocier avec les organisations communistes déjà

existantes. Le parti allemand s'est coupé en deux, à la suite de la décision d'exclusion prononcée au Congrès de Prague, en janvier 1921, contre la gauche, et celle-ci s'est proclamée parti communiste au mois de mars (1).

Le parti américain, après avoir adhéré en principe à la III<sup>e</sup> Internationale en mars 1920, est revenu ensuite sur ce vote et a assisté à la conférence de la Reconstruction à Berne, mais il se trouve aux prises lui aussi avec les organisations communistes.

Tel était, en gros, le tableau des partis socialistes au milieu de l'année 1921. La II<sup>e</sup> Internationale perdait plus ou moins rapidement son crédit et ses effectifs, et elle ne pouvait plus guère se prévaloir que de sa situation en Angleterre, en Belgique, en Hollande et en Suède. La III<sup>e</sup> Internationale avant son troisième congrès de Moscou, sur lequel nous reviendrons quelque jour, avait poussé des racines profondes et conquis des contingents considérables en Allemagne, en France, en Suisse, en Italie, en Norvège, en Bulgarie, en Serbie. Quant à l'organisme intermédiaire qui avait essayé de se créer en s'appuyant sur les Indépendants allemands, sur une minorité Française, sur la majorité Helvétique, sur la Social-démocratie autrichienne et sur les

(1) Tous les éléments communistes des diverses nationalités de Tchéco-Slovaquie ont fusionné fin août 1921 en un parti communiste unique.

Mencheviks de Russie, il avait tâché de prouver sa consistance au Congrès de Vienne, en février, mais il-était apparu nettement qu'il représentait des états-majors plutôt que des troupes, qu'il demeurerait une construction artificielle et sans avenir, et qu'il était destiné à s'effacer à bref délai devant la III<sup>e</sup> Internationale triomphante.

---



## VI

### LES PRINCIPES COMMUNISTES ET LE MARXISME

L'Internationale communiste, depuis sa constitution, s'est attachée à montrer qu'elle était fondée exclusivement sur les principes marxistes. Ses théoriciens, ses hommes d'action pratiquent, pour les conceptions de Marx et d'Engels, un respect dont la sincérité ne saurait être mise en doute. Cet accord étroit entre les thèses de Moscou et celles qui furent élaborées par les deux auteurs du manifeste de 1847 a été contesté, dans les différents partis socialistes, par des adversaires de la III<sup>e</sup> Internationale qui se réclamaient du Marxisme, et le cas de Karl Kautsky a été le plus marquant de tous, si l'on tient compte de la place éminente que cet écrivain a occupée dans l'histoire de la pensée socialiste.

Il est curieux de constater en sens inverse, que l'identité de vues, que nous allons signaler et essayer

de prouver ici, a été proclamée par les économistes et hommes politiques qui professent la même hostilité pour toutes les formes, pour tous les développements du socialisme.

Ils ont reporté sur la révolution russe les sentiments que leur inspirait le Marxisme, — et sur le Marxisme, les griefs qu'ils nourrissaient contre la révolution russe.

Ils ont aperçu, dans la phase communiste de cette dernière, l'illustration des doctrines marxistes. Mais de toute évidence, ce ne sont point leurs analyses ou leurs diatribes, qui peuvent former notre conviction. Et puisque nous nous plaçons exclusivement sur le terrain des idées, nous allons rechercher dans les textes des éléments de comparaison.

En fait, les thèses de Moscou ont rajeuni, revivifié les affirmations qui avaient été quasi-universellement admises par le socialisme à la fin du xix<sup>e</sup> et au début du xx<sup>e</sup> siècles. Les formules ont pu être plus précises, plus frappantes, plus éclatantes. Les discussions se sont adaptées aux conjonctures présentes et ont tiré argument des situations qui se déployaient sous nos yeux. Mais aucune innovation profonde n'a été apportée, et c'est la raison pour laquelle tant d'hommes, qui avaient été nourris dans les théories générales de la I<sup>e</sup> et de la II<sup>e</sup> Internationales, ont pu passer à la III<sup>e</sup> Internationale sans violenter leur conscience. C'est justement la conception marxiste qui leur a servi de fil conducteur; ils l'ont retrouvée

dans les délibérations du Congrès de Moscou, comme ils l'avaient discernée dans les Congrès de la période 1864-1872, ou dans ceux qui s'étaient échelonnés de 1889 à 1914. Si certaines déclarations de l'Internationale communiste ont heurté quelques esprits, si elles ont frappé par leur audace, c'est que le fléchissement même du socialisme, pendant la période de guerre et de collaboration, avait désaccoutumé un grand nombre de sections nationales des idées qui avaient été courantes et indiscutées.

En rédigeant ses statuts, l'Internationale de Moscou a eu bien soin — et elle en avait le droit — d'évoquer les antécédents. Elle rappelait d'abord que la I<sup>re</sup> Internationale avait été fondée à Londres en 1864 et que la II<sup>e</sup> Internationale, formée à Paris, en 1889, s'était engagée à continuer l'œuvre de la I<sup>re</sup> — et elle poursuivait :

« La III<sup>e</sup> Internationale communiste, fondée en mars 1919 dans la capitale de la république socialiste fédérative des Soviets, a déclaré solennellement à la face du monde qu'elle se chargeait de poursuivre et d'achever la grande œuvre entreprise par la I<sup>re</sup> Internationale des Travailleurs. »

On n'attend pas ici un exposé complet des doctrines de la III<sup>e</sup> Internationale d'une part et des doctrines marxistes de l'autre. Une pareille confrontation, si elle était poussée jusqu'aux derniers détails, nous entraînerait trop loin — et il y faudrait apparemment consacrer plusieurs volumes.

Une analyse du Marxisme serait tout aussi inopportune. Le système ou plus exactement les interprétations du grand penseur, qui a donné à la classe ouvrière révolutionnaire tout un corps d'idées, toute une somme d'arguments sur lesquels la critique la plus âpre et la plus acharnée n'a pu mordre — sont trop connus pour qu'il y ait lieu d'y revenir. Et au reste la tâche, que nous nous sommes tracée dans ces dernières pages, est des plus simples. Il s'agit de montrer que le communisme de la III<sup>e</sup> Internationale, que tant de personnes ont volontairement ou involontairement déformé, n'a point bouleversé les concepts socialistes traditionnels, qu'au contraire, il leur a rendu force et vie, qu'il se réclame légitimement d'écrits qui sont devenus classiques et dont tous les socialistes jadis acceptaient l'inspiration.

Il suffira donc de s'attacher, pour administrer cette preuve, à quelques affirmations essentielles.

Ces affirmations essentielles peuvent s'énumérer comme il suit :

1<sup>o</sup> La dictature temporaire du prolétariat est nécessaire.

2<sup>o</sup> Le rôle du parti communiste est primordial.

3<sup>o</sup> La conquête du pouvoir politique par les travailleurs ne peut s'accomplir dans le cadre de la légalité présente.

4<sup>o</sup> La rupture doit être complète avec le réformisme.

5° Les campagnes doivent être travaillées par une propagande suivie.

Nous avons pris ces quelques points entre beaucoup d'autres, parce qu'ils sont particulièrement caractéristiques.



Sur la dictature du prolétariat, Boukharine s'est exprimé ainsi dans son *programme des communistes* (1919). « Comment fonder la société communiste ? Par la dictature du prolétariat. Dictature, cela signifie un pouvoir de fer, un pouvoir qui n'épargne pas ses ennemis. Nous sommes pour un gouvernement ouvrier qui est nécessaire pendant un certain temps, jusqu'à ce que tout espoir de reprendre le pouvoir soit anéanti pour la bourgeoisie. » Plus loin : « Plus la situation de la révolution est dangereuse, plus elle est entourée d'ennemis, plus aussi le pouvoir ouvrier doit agir sans pitié, plus la main révolutionnaire des ouvriers et des paysans pauvres doit être sûre, et plus la dictature doit être énergique. » — Plus loin : « La conclusion inévitable de notre opinion sur la nécessité de la dictature est notre lutte contre la forme vieillie de la République parlementaire bourgeoise, à laquelle nous opposons une nouvelle forme d'Etat : le pouvoir des Conseils des Députés ouvriers, paysans et soldats. »

La première thèse débattue au Congrès de Moscou

de 1920 s'est efforcée de définir la notion de dictature du prolétariat : « La victoire du socialisme sur le capitalisme exige l'accomplissement par le prolétariat... des trois tâches suivantes : en premier lieu, renverser la bourgeoisie, lui infliger une défaite totale,... rendre impossible toute tentative de restauration du capital et de l'esclavage salarié, — en second lieu, entraîner à la suite de l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, non seulement tout le prolétariat, mais aussi toute la masse des travailleurs, les éclairer, les organiser, les éduquer, — en troisième lieu, neutraliser ou réduire à l'impuissance les inévitables hésitants, — entre le prolétariat et la bourgeoisie, — de la classe des petits propriétaires ruraux, industriels et négociants. »

La même thèse poursuit un peu plus loin :

« La conquête du pouvoir politique par le prolétariat n'interrompt pas la lutte de classe de celui-ci contre la bourgeoisie, mais au contraire ne fait que la rendre plus large, plus acerbe, plus impitoyable... La dictature du prolétariat est la forme la plus décisive et la plus révolutionnaire de la lutte de classes... Plus la domination de la démocratie bourgeoise a été longue et ferme dans un pays donné, plus la bourgeoisie a réussi à amener aux postes importants du mouvement ouvrier des hommes éduqués par elle, par ses conceptions, par ses préjugés — très souvent directement ou indirectement achetés par elle. — Il est indispensable... de remplacer ces représentants

de l'aristocratie ouvrière par des travailleurs même inexpérimentés proches de la masse exploitée... La dictature du prolétariat exigera la désignation de tels travailleurs inexpérimentés aux postes les plus importants du gouvernement, sans quoi le pouvoir de la classe ouvrière restera impuissant. »

De ces quelques citations se dégage assez bien la conception que l'Internationale de Moscou se fait de la dictature du prolétariat. Il ne s'agit pas de la dictature de quelques-uns, ce qui serait absurde et contradictoire à l'idée même de la domination d'une classe. Il s'agit de la venue au pouvoir, comme il est dit textuellement, de la classe ouvrière, qui exercera sa dictature pendant la période de lutte, c'est-à-dire temporairement, et jusqu'au moment où les résistances des catégories sociales jusque là maîtresses, seront amorties. En d'autres termes encore, le but de cette dictature est avant tout de s'abolir elle-même par l'abolition des causes qui l'auront rendue nécessaire, et voilà pourquoi elle ne saurait être comparée aux autres dictatures qui ont surgi dans le passé, et qui visaient essentiellement à se prolonger, à se consolider, afin de fortifier les prérogatives d'une personnalité ambitieuse ou d'une oligarchie.

Comment Marx et Engels ont-ils traité de la dictature prolétarienne ?

Dans *Misère de la Philosophie* où se trouvent déjà certaines idées essentielles du *Manifeste des Communistes*, on remarque cette phrase : « Ce n'est que

dans un ordre de choses, où il n'y aura plus de classes, que les évolutions sociales cesseront d'être des révolutions politiques. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat est donc, dès ce moment, la condition fondamentale de tout affranchissement dans le système marxiste. »

Le manifeste lui-même est plus explicite :

« Le pouvoir politique est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige en classe régnante par une révolution, et, comme classe régnante, détruit violemment les anciens rapports de production, il détruit en même temps les conditions d'existence de l'antagonisme des classes : il détruit les classes en général et par là sa propre domination comme classe. »

Ainsi est définie la dictature ouvrière et ainsi sont définies à la fois les raisons de l'abolition de cette dictature.

« A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement pour tous. »

Un autre passage du manifeste, qui a trait à la même opération tactique, si l'on peut dire, est conçu en ces termes :

« La première étape de la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe régnante, la



conquête du pouvoir public par la démocratie... Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe régnante et pour augmenter au plus vite les masses des forces productives disponibles... Ceci, naturellement, ne pourra s'accomplir au début que par une violation despotique des droits de propriété et des rapports de production bourgeoise. »

Dans la *Lutte des Classes en France*, Marx a encore écrit :

« Le Socialisme c'est la révolution à l'état permanent, la dictature de classe du prolétariat, moment nécessaire qu'il faut franchir pour atteindre à la suppression générale des différences de classe. »

Dans une lettre à Kugelmann du 12 avril 1871, le grand penseur dit :

« Il ne faut pas changer de mains la machine bureaucratique et militaire, mais la briser. »

Dans une autre lettre de mai 1875, sur le programme de Gotha, il formule l'idée de façon lapidaire :

« Entre la société capitaliste et la société communiste, on trouve la période de métamorphose révolutionnaire de l'une en l'autre. A cette période correspond, dans le domaine politique, une période de transformation dont le gouvernement ne peut

prendre que la forme d'une dictature révolutionnaire du prolétariat. » Engels, dont la pensée a été si intimement associée à celle de Marx, ne pouvait adopter un concept différent.

Dans son traité de la question des logements (1872), il disait : « Il y a nécessité de l'action politique et de la dictature du prolétariat en tant que transition vers la suppression des classes et en même temps de l'État. » — Et dans une lettre à Bebel, il ajoute : « Le prolétariat a besoin de l'État, non pas dans l'intérêt de sa liberté, mais pour l'écrasement de ses adversaires. »

Ces diverses citations attestent que les théoriciens de la révolution communiste russe ont été dans la droite ligne du Marxisme, et il est surprenant que cette origine de leurs idées, et de celle-ci en particulier, ait été contestée. Rien ne prouve mieux combien la tradition purement marxiste s'était oblitérée dans les partis ouvriers ou social-démocrates. L'idée de la dictature prolétarienne, loin d'être nouvelle, remonte à la naissance en quelque sorte du socialisme scientifique et l'on ne saurait dire que la III<sup>e</sup> Internationale lui ait donné une interprétation que Marx et Engels auraient repoussée.

Une telle hypothèse serait pour le moins des plus aventureuses.

Il est vrai qu'on reproche à la dictature bolcheviste d'avoir assigné au parti communiste un rôle spécial, et qui ne s'accorde point avec celui qu'avaient

tracé Marx et Engels. — Examinons encore les textes.

Que dit la thèse I présentée au congrès de Moscou de 1920 ?

« Le succès de la lutte contre le capitalisme exige un juste rapport des forces entre le parti communiste comme guide, — le prolétariat, la classe révolutionnaire, et la masse, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et des exploités. Le parti communiste, s'il est véritablement l'avant-garde de la classe révolutionnaire, s'il s'assimile tous ses meilleurs représentants, s'il est composé de communistes conscients et dévoués, éclairés et éprouvés par l'expérience d'une longue lutte révolutionnaire, s'il a su se lier indissolublement à toute l'existence de la classe ouvrière, et par son intermédiaire à celle de toute la masse exploitée, et leur inspirer une pleine confiance, ce parti seul est capable de diriger le prolétariat dans la lutte finale la plus acharnée contre toutes les forces du capitalisme. »

Plus loin encore, il est dit « que la victoire prolétarienne ne peut être assurée que lorsque l'avant-garde la plus révolutionnaire du prolétariat entraîne derrière elle l'écrasante majorité ouvrière ».

Ces citations suffisent : nulle part les thèses de Moscou ne présentent le parti communiste comme une société secrète de mince effectif, qui s'imposera aux prolétaires sans établir entre eux et elle un permanent contact, et qui les gouvernera pour ainsi

dire d'en haut et du dehors. On a voulu voir à tort, dans ce parti communiste, tel qu'il était conçu par la III<sup>e</sup> Internationale, une façon d'oligarchie ou encore un jacobinisme étroit et fanatique, qui se servirait des salariés au lieu de les servir, et qui instaurerait sur eux, et à son profit, une tyrannique domination.

Mais reportons-nous au manifeste des communistes qui — il sied de le rappeler — avait été écrit pour la Ligue des communistes. C'est celle-ci qui était secrète, ainsi que l'ont déclaré Marx et Engels eux-mêmes, en invoquant les conditions où elle évoluait.

« Quelle est la position des communistes vis-à-vis des prolétaires pris en masse ?

« Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.

« Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent du prolétariat en général.

« Ils ne proclament pas de principes sectaires sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

« Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :

« 1<sup>o</sup> Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat.

« 2<sup>o</sup> Dans les différentes phases évolutives de la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent

toujours et partout les intérêts du mouvement général.

« Pratiquement les communistes sont donc la section la plus résolue, la plus avancée de chaque pays, la section qui anime toutes les autres : théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence nette des conditions de la marche et des forces générales du mouvement prolétarien. »

Au total, le manifeste, de même que les thèses de Moscou, considère le parti communiste comme une véritable élite de la classe ouvrière, une élite qui s'attribue vis-à-vis de la masse plus de devoirs que de droits, qui revendique pour elle-même le maximum de dangers, et qui ne s'illusionne pas sur la gravité de la tâche qu'elle assume ; mais cette élite, loin de chercher à restreindre ses effectifs pour céder à l'on ne sait quel sentiment de vanité déplacée, doit au contraire s'ingénier à se recruter, afin de grossir le contingent des éléments d'action ; au lieu de s'isoler et de ne prendre des mots d'ordres que d'elle-même, elle doit rester en contact incessant avec les foules salariées, en qui résident la vie et la force, et collaborer avec elles après leur avoir inspiré une confiance absolue. La même conception stratégique, si l'on peut user de ce terme, se retrouve à près de trois quarts de siècle d'intervalle.



L'Internationale communiste s'est efforcée d'établir, par tous les moyens, que la conquête du pouvoir politique par le prolétariat était une question de force. Elle s'est ingéniée aussi à montrer que la légalité existante, forgée par les classes possédantes depuis qu'elles s'étaient substituées aux anciens ordres privilégiés, était tout entière destinée à sauvegarder leur suprématie. Il y a encore là l'une des idées classiques du socialisme depuis qu'il a renoncé à l'utopisme. Elle différencie même, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le socialisme scientifique du socialisme utopique. L'Internationale communiste de Moscou avait sous les yeux la Révolution russe, qui l'avait emporté par la force, et la défaite des soviets hongrois renversés par la force ; elle pouvait encore tirer argument des différents épisodes de la lutte sociale allemande de 1918 à 1920.

Les citations de Boukharine, que nous avons reproduites plus haut, trouveraient aussi bien leur place ici.

Lénine dans *l'Etat et la Révolution* (novembre 1917) commente abondamment Engels, auquel il emprunte un certain nombre d'idées générales.

« Engels, dit-il, définit le droit de vote universel un instrument de domination de la bourgeoisie. Il est l'indice de la maturité de la classe ouvrière. Il ne

peut donner rien de plus, et il ne donnera jamais rien dans l'état actuel. »

Plus loin Lénine énumère certaines affirmations essentielles de l'*Anti Dühring* : « que la violence joue dans l'histoire un autre rôle que celui de facteur du mal, un rôle révolutionnaire; que, suivant Marx, elle est l'accoucheuse de toute société vieillie grosse d'une nouvelle; de tout cela, Daumig (il répond à ce dernier) ne dit mot », et il ajoute encore : « L'essence de toute la doctrine de Marx et d'Engels, c'est la nécessité de préparer systématiquement les masses à cette conception de la révolution violente. ».

La question du parlementarisme, c'est-à-dire de l'utilisation de la légalité existante, a été posée devant le deuxième congrès de Moscou. Comment a-t-elle été résolue? Toute une thèse lui a été consacrée.

Dans son préambule, cette thèse indique d'abord que l'attitude des partis socialistes à l'égard du parlementarisme consistait à l'origine à utiliser les parlements bourgeois pour la propagande. « De là tirent leur origine : l'adaptation de la tactique parlementaire des partis socialistes à l'action législative des parlements bourgeois et l'importance toujours croissante de la lutte pour l'introduction de réformes dans les cadres du capitalisme, la prédominance du soi-disant programme minimum des partis socialistes, l'utilisation du programme maximum visant à un but final éloigné. C'est sur cette base que se développèrent ensuite les symptômes de la compé-

tition parlementaire, de la corruption, de la trahison ouverte ou secrète des intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière. »

La III<sup>e</sup> Internationale considère le parlementarisme non du point de vue d'une nouvelle doctrine, mais par rapport à la transformation qui doit s'opérer dans le rôle du parlementarisme... Le Parlement ne peut actuellement, pour les communistes, être en aucun cas le théâtre d'une lutte pour les réformes, pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, comme cela a eu lieu à certains moments de l'époque précédente... C'est le devoir immédiat de la classe ouvrière d'arracher l'appareil parlementaire des mains des classes dirigeantes, de le briser, de le détruire, et de créer à sa place l'organisme du pouvoir prolétarien. »

Puis la thèse formule un certain nombre de conclusions : le parlementarisme, en tant que système gouvernemental, est une forme démocratique de la domination de la bourgeoisie. A un moment donné de son développement, il a besoin d'une fiction de représentation populaire qui doit, tout en constituant par son caractère extérieur une organisation de la volonté sociale en dehors des classes, être en réalité une machine de coercition et d'oppression aux mains du capital dominant.

« Le parlementarisme est une forme déterminée du régime gouvernemental. C'est pourquoi il ne convient en aucun cas à la société communiste, qui



ne connaît ni classes, ni luttes de classes, ni aucune sorte de pouvoir gouvernemental.

« Les Parlements bourgeois, qui constituent un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas être conquis, comme l'Etat bourgeois en général ne peut pas être conquis par le prolétariat.

« La lutte politique ne se résume nullement en une question d'attitude envers le parlementarisme ; elle embrasse toute la lutte de classe du prolétariat.

« La méthode fondamentale de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre son pouvoir gouvernemental, est, avant tout, celle des actions en masse.

« La lutte en masse représente tout un système d'actions qui se développent, qui s'avivent par leur forme même et mènent logiquement à l'insurrection contre l'Etat capitaliste. »

Il n'est pas malaisé de retrouver dans les écrits des socialistes, qui ont précédé les théoriciens de l'Internationale de Moscou, des affirmations expressément identiques.

Lénine s'est référé, non sans raison, à Marx et à Engels.

Le manifeste de 1847 se termine par quelques phrases caractéristiques : « Les communistes appuient partout tout mouvement révolutionnaire contre l'état de choses social et politique existant.

« Les communistes ne s'abaissent pas à dissi-

muler leurs opinions et leurs buts ; ils proclament hautement que ces buts ne pourront être atteints sans le renversement violent de tout ordre social actuel. Que les classes régnautes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! »

Tous les doctrinaires du socialisme ont développé ces pensées maîtresses. Ils se sont élevés contre cette Notion que le bulletin de vote pourrait affranchir la classe ouvrière et que le parlementarisme serait en soi un instrument de transformation sociale.

Pierre Lavrof a écrit : « La révolution ne saurait se faire sans violence ; la force est l'accoucheuse de la nouvelle société. »

Bebel, le leader de la Social-démocratie allemande, disait au Congrès de Saint-Gall, en 1887 :

« Celui qui prétend que le but final du socialisme se réalisera par la voie pacifique ne connaît pas ce but final ou se moque de nous. »

A Jules Guesde, l'on peut emprunter une longue série de citations :

« La révolution destituée de sa fonction historique par la République ? Mais où nos honorables contradicteurs ont-ils pu puiser une telle assertion ? »

« Qu'il s'agisse d'organisme social ou d'organisme individuel, qui dit enfantement dit déchirement. »  
(*Collectivisme et Révolution.*)

« Ce n'est pas en laissant tomber le fusil, mais en le chargeant, et en l'épaulant que la classe déposée rentrera en possession de la paix, des moyens

de production et du reste. » (*Socialiste*, 2 septembre 1891.)

« A aucun moment nous n'avons laissé croire aux travailleurs qu'ils pourraient s'affranchir électoralement. Jamais nous n'avons subordonné la prise de possession du pouvoir par le prolétariat, ce qui est la condition *sine qua non* de l'émancipation du travail et de la société, à une majorité socialiste au Parlement. Parti de révolution et par suite d'insurrection, lorsque l'insurrection devient, plus que possible, nécessaire... »

« C'est violemment, par la force que le Quart-Etat, organisé dans son élite, mettra sa main de producteur sur la république de l'heure présente. » (*Socialiste*, 16 novembre 1892.)

Et Jules Guesde disait encore, en constatant l'impuissance des salariés à grossir leur part dans le régime actuel :

« Quelle démonstration plus éclatante de la stérilité, au point de vue ouvrier, de ce suffrage universel, dont la plupart, hélas, persistent à attendre leur émancipation graduelle et pacifique ! »

Rappelons pour conclure que la motion de Dresde de la Social-démocratie allemande (1903) et la motion d'Amsterdam que le socialisme international empruntait à cette Social-démocratie, préconisaient la conquête du pouvoir politique « de haute lutte » sur la bourgeoisie ; cette expression correspondait à la phrase incluse dans la Charte d'unité du

parti socialiste français. (Congrès de la Salle du Globe, 1905.)



L'Internationale communiste a déclaré que la rupture doit être complète avec le réformisme et aussi avec ce qu'elle appelle le centrisme, c'est-à-dire l'attitude intermédiaire entre le réformisme et la tactique purement révolutionnaire, et qui, par une tendance naturelle, aboutit à se rapprocher du réformisme et à pactiser avec lui.

Mais cette déclaration découle nécessairement de l'affirmation de la lutte des classes et de cette autre affirmation que la Société ne peut, dans les cadres de la légalité existante, transformer ses bases essentielles. Elle combat à la fois le réformisme et le revisionnisme qu'on confond d'ordinaire et volontiers avec lui, et qui apporte une dialectique plus ample et plus profonde, puisqu'il remanie et conteste les bases du Marxisme.

Aucun des partis socialistes adhérents à II<sup>e</sup> Internationale ne s'était prononcé expressément en faveur du réformisme ou du revisionnisme qui, de fait, avaient été repoussés en termes explicites par les motions des congrès internationaux comme par les programmes des différentes fractions. En adoptant le principe de la lutte des classes, et en proclamant la nécessité d'une transformation intégrale de la

société et du régime d'appropriation, qui en est le fondement, ces fractions reconnaissaient que l'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des producteurs eux-mêmes. Elles rejetaient le corps d'idées, dont Bernstein, au cours de sa polémique fameuse avec Kautsky, s'était fait le défenseur. Elles répudiaient la notion que l'on pût passer par une série d'étapes, avec le concours plus ou moins direct des classes possédantes, de la propriété capitaliste à l'expropriation du capitalisme. La charte d'unité du parti socialiste français était assez explicite sous ce rapport.

L'Internationale communiste de Moscou était donc d'accord avec les thèses qui, chaque fois qu'elles avaient été opposées à d'autres thèses, soit dans un congrès national, soit dans un congrès international, avant 1914, avaient eu le dessus, car il n'y avait pas d'exemple que le réformisme eût obtenu un avantage doctrinal. Et le long débat sur la participation du socialisme à la puissance capitaliste, débat qui s'était prolongé de 1900 à 1904 et qui avait mis en cause, outre la participation elle-même, les concepts révisionnistes sur lesquels elle s'appuyait, avait été pour ce réformisme, un désastre dans l'ordre intellectuel.

Mais, battus dans la discussion, les réformistes ne désarmaient point. On a vu comment, à la faveur de la guerre et des combinaisons qu'elle engendrait, ils avaient poussé leur cheminement. Presque partout la lutte des classes avait été abandonnée, tandis que

prévalait « l'union sacrée » ou la « coalition ». Presque partout les partis ouvriers, délaissant leurs revendications même rudimentaires, négociaient des pactes avec les partis issus de la bourgeoisie. La collaboration de ces partis ouvriers au ministère mesurait mieux encore que tout le reste l'étendue de la déviation qui s'était accomplie. Il était évident que ni la doctrine marxiste, ni les programmes des organisations socialistes n'avaient prévu de telles coopérations. Il était certain, au contraire, que celles-ci constituaient le manquement le plus grave à ceux-là. Et c'est pour cette raison que, dans tous les pays, même avant le premier Congrès de l'Internationale communiste, des minorités s'étaient levées pour dénoncer le reniement du passé et l'affaiblissement qui en résultait, de toute logique et de toute évidence, pour le socialisme.

Mais l'Internationale communiste, en s'armant des fautes mêmes, des compromissions réitérées des social-démocrates, a trouvé pour sa propagande une argumentation dont il est superflu de souligner la force. Elle a tiré sa vitalité, sa puissance de diffusion, son prestige, des condamnations qu'elle pouvait ainsi prononcer contre presque toutes les fractions de l'ancienne Internationale, et par suite contre cette Internationale elle-même. Mais en les formulant, elle était d'accord (comme sur les autres points et d'ailleurs ses thèses se reliaient aisément entre elles) avec toute la doctrine antérieure. Ni

Marx, ni Engels n'avaient prévu qu'en France, en Angleterre ou ailleurs, des socialistes se placeraient du côté de l'État bourgeois et en deviendraient les ministres. Bebel aurait été stupéfait si on lui avait prédit que, quelques années après sa mort, des leaders de la Social-démocratie s'associeraient aux hommes de l'empire, aux catholiques et aux libéraux, pour constituer un cabinet. L'action de l'Internationale communiste s'imposait d'autant plus et devait être d'autant plus véhémence, que la tactique traditionnelle, depuis le manifeste de 1847, avait été plus audacieusement et plus généralement désertée.



Il reste l'action ou mieux la propagande communiste dans les campagnes.

On ne saurait être surpris que les thèses de Moscou lui aient attaché tant d'importance. D'abord l'Internationale communiste, rassemblée si l'on peut dire autour du parti communiste russe, devait naturellement s'inspirer des expériences de ce parti. Or il avait eu à évoluer dans le pays d'Europe où la concentration urbaine était le moins poussée, et où la population rurale représentait l'élément le plus considérable, absolument et relativement parlant. Plus des neuf dixièmes des Russes vivaient aux champs et du travail de la terre. Vouloir faire la révolution

contre eux ou sans eux eût été illusoire et périlleux. Si les hommes des agglomérations manufacturières pouvaient avoir un rôle de premier plan, et ils l'ont conservé, les paysans, selon qu'ils prendraient telle ou telle attitude, enracineraient délibérément le régime nouveau ou l'autoriseraient à vivre par leur neutralité, ou lui porteraient le coup mortel. Ils ont exercé une influence capitale dans la première phase de la révolution, qui a engendré logiquement la seconde, et, dans cette seconde phase, ils ont encore été des artisans importants de la construction nouvelle.

Ensuite l'Internationale communiste estimait, et à juste titre, que le problème rural, pour chercher une expression ramassée, n'avait jamais été apprécié à sa juste valeur par les congrès de la II<sup>e</sup> Internationale ou par les sections de celle-ci. Dans les contrées, telles que l'Angleterre et la Belgique où le travail de la terre ne retenait qu'une portion médiocre de la nation, la question avait paru secondaire ; dans les autres, elle avait été abordée à maintes reprises — je pense à l'Allemagne, à la France, à l'Italie, — sans qu'une doctrine complète eût été élaborée. On s'était contenté d'y envisager un certain nombre de principes, et ces principes, nous allons les retrouver dans les exposés de Moscou.

Les thèses sur la question agraire ont été longuement discutées au deuxième congrès en juillet 1920.



Quelles en sont les idées fondamentales ?

1° Le prolétariat industriel des villes peut seul libérer les masses laborieuses des campagnes du joug des capitalistes.

2° La masse des paysans, dans tous les pays capitalistes, se subdivise en un certain nombre de catégories :

Il y a d'abord le prolétariat agricole, composé de journaliers et de valets de ferme, et qui gagnent leur vie par leur travail salarié dans les entreprises capitalistes.

Il y a ensuite les demi-prolétaires, travaillant en qualité d'ouvriers embauchés, dans diverses entreprises, et cultivant le lopin de terre qu'ils possèdent ou louent, et qui ne leur rapporte que le minimum nécessaire. Dans certains pays il n'existe pas de distinction claire entre ces deux catégories.

Voici maintenant les petits propriétaires, les petits fermiers qui possèdent ou louent de petits lopins de terre et qui peuvent satisfaire aux besoins de leur ménage et de leur famille sans embaucher des salariés. Tandis que les deux fractions précédentes sont intéressées à la révolution ouvrière par les avantages énormes et immédiats qu'elles en retireraient, celle-ci acquerrait des résultats, qui ne seraient pas négligeables :

Non paiement du prix du bail et abolition du métayage ;

Abolition des dettes hypothécaires ; émancipation

de l'oppression économique exercée par les grands propriétaires fonciers et qui se présente sous les aspects les plus divers ;

Secours agricole spécial et financier immédiat du pouvoir prolétarien.

Ces trois catégories forment la majorité de la population rurale.

La quatrième est celle des paysans moyens, — petits propriétaires qui, en régime capitaliste, peuvent non seulement assurer leur subsistance et celle de leur famille, mais encore réaliser un excédent de bénéfices. Ils embauchent assez souvent des ouvriers salariés — comme il arrive spécialement en Allemagne où ils occupent près du tiers des travailleurs des champs, et en France, où la proportion est encore supérieure.

Pour son avenir le plus rapproché, le prolétariat révolutionnaire ne peut se donner comme tâche la conquête politique de cette catégorie rurale et doit se borner à sa neutralisation, dans la lutte qui se livre entre la bourgeoisie et le prolétariat... Le prolétariat vainqueur améliore immédiatement la situation économique de cette couche de la population en supprimant le système du bail, les dettes hypothécaires, et en introduisant l'usage des machines et l'emploi de l'électricité.

La thèse suggérait la plus grande circonspection dans le passage à l'agriculture collectiviste.

Enfin elle recommandait la lutte contre les entre-

preneurs capitalistes de l'agriculture et la confiscation immédiate et sans réserve des terres appartenant aux grands propriétaires fonciers.

Cette thèse est d'accord avec les idées qui, plus ou moins clairement définies, avaient cours autrefois dans les prolétariats de l'Europe occidentale et centrale et qui procédaient de la doctrine Marxiste. La distinction entre l'ouvrier propriétaire de son instrument de travail, et qui vit de son travail, et le capitaliste propriétaire d'un outillage perfectionné et qui s'enrichit du labeur d'autrui, s'applique aussi bien à la terre ; du moins elle peut s'appliquer en gros, car il ne faut pas oublier que le sol arable est forcément limité dans chaque pays. On ne saurait traiter de la même manière celui qui cultive son propre champ et celui qui recourt à des salariés et qui profite de la partie non payée de la production. Le premier peut rester maître de son champ sous certaines conditions, jusqu'au jour où l'évolution économique elle-même se chargera de faire rentrer son lopin de terre dans la communauté. En tout cas, il a plus à gagner qu'à perdre à l'avènement du régime communiste, parce que son sort est le plus souvent aussi précaire que celui du salarié proprement dit, — et il subit dans l'ordre fiscal, comme dans tous les ordres d'idées, soit qu'il vende, soit qu'il achète, toutes les influences douloureuses du système capitaliste. — S'il comprend son intérêt, et il arrive toujours une heure où une crise l'y incite, il se rapprochera de l'ouvrier

agricole, du métayer, du petit fermier, et avec eux luttera contre la classe dominante. C'est sur la catégorie salariée que s'appuie d'abord traditionnellement le socialisme, mais l'expérience a montré qu'en beaucoup de circonstances, le concours de la petite propriété artisanale lui était acquis. Sans doute on dira que la période de la guerre mondiale a souvent enrichi cette petite propriété artisanale, mais si elle a gagné davantage, elle a aussi dû payer davantage pour tous les articles qu'elle achète, et la baisse des prix, qui a été réelle dans les campagnes et qui a permis aux intermédiaires de maintenir intacts leurs profits, a pesé durement sur cette catégorie, en France comme en Allemagne ou en Italie.

La neutralisation de la classe moyenne rurale peut être considérée comme une opération tactique, le prolétariat ayant un intérêt à diviser ses adversaires et par suite à isoler la grande propriété foncière, qui est assimilable à la grande industrie, et qui demeure universellement la colonne d'appui du conservatisme.

Sur ce point, comme sur tant d'autres, les thèses de Moscou ne constituent donc que le développement des concepts adoptés de longue date par les partis ouvriers.



La crise socialiste universelle, lorsqu'on l'étudie de près et dans les notions qui lui servent de base,

se ramène donc à une tentative de redressement ou si l'on préfère le mot, de régénération. Ce n'est pas sans motif que la III<sup>e</sup> Internationale se réclame de la I<sup>re</sup>. Celle-ci n'avait point versé dans la politique, je veux dire qu'elle ne s'était pas orientée tout entière vers la conquête des mandats électoraux, qu'elle n'avait pas cru pouvoir transformer la Société par une série de réformes partielles et de luttes parlementaires, qu'en dernier lieu elle n'avait jamais envisagé l'éventualité d'une coopération, dans l'exercice de la puissance, entre la bourgeoisie qui est nécessairement contre-révolutionnaire, et le prolétariat qui se proclamait révolutionnaire.

La III<sup>e</sup> Internationale n'a combattu la II<sup>e</sup>, qui à l'origine se prévalait des théories essentielles de la I<sup>re</sup>, que pour dénoncer les désertions ou les déviations commises. Si la II<sup>e</sup> était restée fidèle à elle-même, c'est-à-dire aussi à la I<sup>re</sup>, la III<sup>e</sup> n'aurait pas eu à lutter contre elle, et à lui substituer un organisme nouveau après l'avoir disloquée. La pensée maîtresse de cette III<sup>e</sup> était, comme celle du préambule de 1864, cette maxime fameuse et rebattue ; « L'émancipation des travailleurs devra être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Après s'être prononcée contre le réformisme, la II<sup>e</sup> Internationale était retombée dans le socialisme utopique, en admettant qu'une communauté d'efforts pour l'action novatrice fût possible entre la classe dominante et les salariés. Elle avait perdu toute force et aussi

tout crédit en considérant la lutte de classes comme une formule vide, bonne tout au plus à être citée dans les réunions publiques, mais indigne d'animer la vaste entreprise de l'affranchissement humain. La III<sup>e</sup> Internationale a relégué au magasin des accessoires ce socialisme utopique, aux couleurs à peine rafraîchies, pour remettre en pleine vigueur le socialisme scientifique. Elle a restitué au prolétariat ce que la guerre mondiale lui avait enlevé : la claire vision des réalités, le sentiment de l'antagonisme social qui est au fond de toute l'histoire, la volonté de s'émanciper en ne comptant que sur ses propres initiatives. On ne saurait s'affirmer Marxiste sans adhérer aux thèses de Moscou, et, en sens inverse, on ne peut adhérer aux thèses de Moscou sans se relier au Marxisme, et sans reconnaître l'identité absolue de ces thèses avec le manifeste immortel de 1847.







SOS

L8885cr

184969

Author Louis, Paul

Title La crise du socialisme mondial.

University of Toronto  
Library

DO NOT  
REMOVE  
THE  
CARD  
FROM  
THIS  
POCKET

Acme Library Card Pocket  
Under Pat. "Ref. Index File"  
Made by LIBRARY BUREAU

